

LA PRESCRIPTION

EN DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 5 juin 1934, à 14 heures

PAR

P. A. VERYKIOS

JURY } *Président : M. LE FUR, Professeur.*
 } *Suffragants* { M. GIDEL,
 } M. BASDEVANT. } *Professeurs*

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

1934

LA PRESCRIPTION
EN DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

LA PRESCRIPTION

EN DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 5 juin 1934, à 14 heures

PAR

P. A. VERYKIOS

JURY	{	<i>Président : M. LE FUR, Professeur.</i>		{	<i>Professeurs</i>
		<i>Suffragants</i>	M. GIDEL, M. BASDEVANT.		

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

—
1934

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**



INTRODUCTION

L'existence de la prescription est une des questions les plus controversées en droit international. Les internationalistes ne se sont jamais mis d'accord sur cet épineux problème et aujourd'hui les opinions restent très partagées, malgré quelques événements assez importants pour l'histoire de ce principe. Ainsi nous avons eu depuis le xix^e siècle plusieurs exemples, tirés de la pratique ou de la jurisprudence internationales, qui font application de la prescription, et des résolutions votées par l'Institut de Droit International, concernant la prescription libératoire, qui admettent ce principe dans les relations internationales en qualité de principe général de droit, parmi ceux qui sont visés par l'art. 38 § 3 du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale, qui énumère les sources du droit international.

Mais les opposants trouvent que la pratique des Etats est obscure en la matière et que l'art. 38 § 3 du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale ne constitue pas une troisième source du droit international après les traités et la coutume, comme beaucoup le prétendent, mais que les principes généraux du droit visés dans ce texte sont : ou bien des principes généraux de droit international reconnus par les nations civilisées, et en ce cas ils se confondent avec la coutume ; ou bien

des principes généraux de droit interne et en ce cas ils ne font partie du droit international, qu'en qualité de droit interne.

En droit interne on distingue deux sortes de prescriptions : 1) la prescription acquisitive ou usucapion et 2) la prescription extinctive ou libératoire. La première fait acquérir la propriété au possesseur qui, pendant un certain temps, a joui de la possession suivant certaines conditions. La seconde fait perdre son droit à un créancier qui, pendant un certain temps, est resté inactif, et n'a pas poursuivi son débiteur pour le paiement de sa créance.

On peut remarquer que, pour la naissance ou l'extinction d'un droit, la prescription fait intervenir le temps et lui attribue des effets juridiques. Une définition générale est possible : *La prescription est l'effet du temps sur l'acquisition ou la perte des droits et obligations.* Ceci ne veut pas dire que les deux formes de la prescription obéissent aux mêmes règles, et qu'il n'y a pas de distinction à faire entre elles ; au contraire elles ont tant de particularités qu'il est impossible de les traiter de front. Il n'empêche que ce sont des subdivisions d'un seul et même principe, un droit ne pouvant connaître l'une sans l'autre.

La prescription existe depuis qu'il existe un droit. Nous trouvons dans Grotius¹ et dans Pierre du Puy², plusieurs exemples qui prouvent que les Hébreux et les Grecs la connaissaient. Les Romains ont aussi, dès

1. *De jure belli ac pacis*, lib. II, cap. IV.

2. Traités touchant les droits du roi Très Chrétien sur plusieurs Etats et Seigneuries possédées par divers princes voisins, et pour prouver qu'il tient à juste titre plusieurs provinces contestées par les princes étrangers, Paris, 1655, *Du droit du roy au royaume de Bourgogne*, chap. V : *Si la prescription a lieu entre les princes souverains*, p. 353 et suiv.

le début, connu la prescription, tout au moins sous la forme d'usucapion, qui devait précéder la prescription libératoire, absolument comme, dans tous les droits primitifs, la notion de droit réel a précédé celle de droit personnel. Ils surent en apprécier l'utilité bienfaisante pour la preuve de la propriété, et pour éviter des poursuites et des procès interminables. Cicéron l'appelait *patrona generis humani*, en pensant à l'ordre social qu'elle assurait. Il est vrai que, si les effets de la prescription sont toujours salutaires pour la société, ils peuvent quelquefois être néfastes pour les particuliers. Pour cette raison Justinien la qualifie d'*impium praesidium*, tout en la maintenant dans le *corpus juris civilis* et en confondant l'usucapion avec la prescription, confusion qui est à l'origine de la terminologie moderne. D'ailleurs entre une spoliation individuelle problématique et éventuelle, et l'intérêt social permanent d'ordre, de stabilité et de paix, le choix n'était pas possible.

Au Moyen-Age, époque à laquelle le droit romain était considéré comme un fonds de droit commun à tous les pays successeurs de la civilisation romaine, les institutions de ce droit formaient, dans un ensemble de principes, une sorte de droit rationnel ou naturel, scientifiquement supérieur aux législations particulières de chaque pays ; on l'appelait souvent la *ratio scripta*. A cette époque naissait la science du droit international ; il était très naturel, pour l'application à ces êtres supérieurs qu'étaient les souverains, de s'inspirer de ce droit supérieur qu'était le droit romain. Et comme, à la base du droit des gens, il y avait le droit naturel, chaque fois qu'on invoquait en droit international un principe du droit romain, il fallait examiner si ce principe était de

droit naturel ; si oui, il était admis en droit international, si non, c'était un simple principe de droit civil, création de la volonté du législateur, ne pouvant faire partie du droit international, même si les Etats l'avaient appliqué dans leurs rapports mutuels. Vasquez a dit non ; Grotius, peut-être ; Puffendorf a dit oui, et là se trouve l'origine de la grande controverse qui dure encore.

Du ^{xvi}^e au ^{xviii}^e et jusqu'au début du ^{xix}^e siècle, la question qui semble avoir le plus préoccupé les auteurs est celle de savoir si la prescription est de droit naturel ; plus tard à partir de Martens c'est plutôt celle de savoir si elle fait partie du droit international positif tel qu'il se dégage des conventions ou de la coutume des Etats. En tout cas la doctrine n'a jamais été d'accord, au contraire de la pratique des Etats.

Commé dans tout droit la question se posa d'abord pour la prescription acquisitive ; en droit international il ne pouvait s'agir que de l'acquisition de la souveraineté territoriale, considérée à cette époque (^{xvi}^e-^{xviii}^e siècles) comme un droit de propriété du souverain, un *dominium*.

A côté des grands publicistes, dont aucun n'a dédaigné le problème ¹, d'innombrables juristes ont consacré des monographies, thèses ou dissertations à la prescription ². Les plus importants sont : Pierre du Puy ³, bibliothécaire du roi Louis XIV, conseiller au Parlement, et

1. Grotius, *De jure belli ac pacis*, liv. II, chap. IV, l'appelle une grave difficulté du droit des gens : « *Gravis hic difficultas oritur de usucapiendi jure.* » . Il admet la prescription en droit international, et Burlamaqui, Bynkershok, Gentilis, Mably, Puffendorf, Réal, Rutherford, Textor, Vattel, Wolff, Zouch sont de cet avis. Lampredi et Neyron la rejettent.

2. Ompteda et Kamptz, dans leur littérature du droit des gens, en citent plus d'une trentaine. *Litteratur des gesammten sowohl natürlichen als positiven Völkerrechts*. Regensburg, 1785, Berlin, 1817.

3. *Op. cit.*,

Johann Werlhoff¹, professeur à l'Université de Helms-taedt, contradicteur de Pierre du Puy qui niait l'existence de la prescription en droit international.

Tout à fait à la fin du XVIII^e siècle, la prescription rencontre un redoutable adversaire en G.-F. de Martens, qui affirme², non seulement que la prescription est contraire au droit naturel, mais aussi qu'elle est contraire à la pratique des Etats ; ce qu'il déduit de l'absence de délais préfixes en droit international, car, dit-il, si les Etats avaient voulu appliquer la prescription entre eux, ils auraient fixé les délais nécessaires sans lesquels il n'existe pas de prescription.

Durant le XIX^e siècle, et jusqu'à nos jours, la doctrine reste divisée ; les grands internationalistes de notre temps, pour décider si la prescription fait partie du droit international positif, se réfèrent plutôt à leur conception du fondement ou des sources de ce droit, qu'à la pratique des Etats. Or, celle-ci a été constante ; dans toutes les contestations territoriales qui n'aboutissaient pas à une guerre, dans les négociations diplomatiques au sujet d'un territoire, dans tout conflit de ce genre que les Etats voulaient bien soumettre à une solution pacifique suivant le droit international, la prescription a toujours été invoquée.

D'ailleurs la jurisprudence a souvent fait application de ce principe non seulement comme moyen d'acquérir la souveraineté territoriale, mais aussi comme mode d'extinction des obligations internationales. On a pu

1. *Vindiciae Grotiani dogmatis, lib. II, cap. IV, de Jure Belli ac Pacis de praescriptione inter gentes liberas ; contra Petrum Puteanum*, Helms-taedt 1696.

2. *Précis du droit moderne de l'Europe*, Ed. de Ch. Vergé, 2 vol. 1858, t. I liv. II, chap. IV, § 70-71, p. 187-191.

remarquer pendant son prodigieux développement, depuis un siècle¹, les applications constantes et nombreuses de la prescription et un nouveau problème, celui de la prescription libératoire, s'ajouta à l'ancien, que la perspicacité des internationalistes n'avait pu résoudre d'une manière satisfaisante pour tous. En général ceux qui admettaient la prescription acquisitive, dès qu'ils ont aperçu le nouvel aspect du problème admirent sans difficulté la prescription libératoire². En tout cas, quoique les défenseurs de la prescription constituent l'immense majorité des auteurs, bien rares sont ceux qui s'occupent de ce principe sous sa forme extinctive³.

Nous donnons dans notre bibliographie une liste aussi complète que possible des opinions des internationalistes sur la prescription. On y voit que l'opposition, tant par les noms de ses représentants, que par leur nombre assez élevé, forme une minorité importante. Les arguments de ces auteurs seront examinés plus tard ; s'ils sont d'une valeur théorique appréciable, ils n'apparaissent pas suffisamment convaincants et méconnaissent assez souvent des faits incontestables, ainsi que la pratique des Etats.

1. V. N. Politis, *La Justice internationale*, 1 vol. Hachette, 1924, p. 34-35.

2. Chrétien, *Principes de droit international public*, 1 vol., 1893, N° 140, p. 145 et Frantz Despagne, *Cours de droit international public*, 1 vol., Paris, 1894, N° 390, et 462, p. 401 et 485, tout en acceptant la prescription acquisitive, refusent de reconnaître l'existence de la prescription libératoire en Droit international public.

3. V. surtout N. Politis, *La prescription libératoire en droit international*, dans « Revue de droit international, de sciences diplomatiques et sociales », Genève, 1925, p. 3 et suiv. — Jackson Ralston, *Prescription*, dans « American Journ. of internat. law », 1910, p. 133 et suiv., article reproduit dans le livre *International law and procedure*. — Edwin M. Borchard, *The diplomatic protection of citizens abroad*, 1 vol., New-York, 1928, p. 825-826. — V. aussi *Annuaire de l'Institut de Droit International*, t. XXXII, 1925.

Sur la proposition de M. Politis, l'Institut de Droit International, à sa session de Vienne, en 1924, inscrit à l'ordre du jour de sa prochaine réunion la prescription libératoire en droit international; en 1925 à La Haye, sur le rapport de MM. Politis et de Visscher, l'Institut adopta, presque sans modifications, la série de résolutions que les rapporteurs proposaient, reconnaissant ainsi l'existence de ce principe en droit international en qualité de principe général de droit ¹.

Le comité de 17 juristes, chargé par la Société des Nations de dresser la liste des matières mûres pour la codification ², à sa première session de Genève (avril 1925) comprit la prescription acquisitive et libératoire parmi les douze matières qu'il jugea susceptibles d'être codifiées, et dont il a confié l'étude préliminaire à autant de sous-commissions. Malheureusement l'œuvre de codification a été gravement compromise par l'échec à peu près complet de la première conférence réunie à ce sujet, sous les auspices de la Société des Nations, à La Haye en 1930 (mars-avril); le rapport de la sous-commission sur la prescription se fait encore attendre, car, le 29 janvier 1926, lorsque le Comité adopta des rapports sur les matières qu'il avait comprises dans la liste arrêtée en avril 1925, il n'en fit rien pour la prescription. Quoiqu'il en soit, cette matière est considérée comme susceptible de codification et le fait est significatif pour ceux qui ne veulent pas reconnaître l'existence de la prescription en droit international.

On examine généralement la prescription acquisitive comme moyen d'acquérir le territoire; la prescription

1. *Annuaire de l'Institut de droit international*, t. XXXII, année 1925.

2. Résolution de la V^e Assemblée, 22 septembre 1924.

libératoire est surtout intéressante pour l'extinction des obligations résultant de la responsabilité contractuelle ou délictuelle d'un Etat envers un autre Etat ou un ressortissant de ce dernier. Mais ce ne sont pas les seules applications possibles et on peut en imaginer d'autres.

Le plan que nous suivrons est bien simple : après une partie générale consacrée à l'admission, le fondement et la nature de la prescription en droit international, nous examinerons séparément chacune des deux formes de ce principe et leurs modalités d'application dans ce droit.

PREMIERE PARTIE

Généralités

CHAPITRE I

POURQUOI LA PRESCRIPTION FAIT PARTIE DU DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

Les raisons que donnent les auteurs pour expliquer l'existence de la prescription en droit international sont nombreuses ; elles ne sont pas toutes très exactes. Parmi celles-ci, on doit en retenir trois : 1) la prescription est conforme à la pratique des Etats, 2) elle est admise dans toutes les législations internes, et 3) elle est nécessaire à toute discipline juridique.

Ecartons immédiatement la raison que nous donne Vattel¹ : la prescription est admise en droit des gens parce qu'elle est de droit naturel ; « car le droit des gens n'est autre chose que l'application du droit de la nature aux nations, faite d'une manière convenable aux sujets ». Que la prescription soit de droit naturel, c'est possible, c'est même certain suivant la nouvelle conception de ce droit². Mais il ne faut pas confondre le droit naturel avec le droit international positif, car le premier n'est que le fondement du second, sans se confondre avec

1. *Droit des gens*, livr. II, chap. XI, § 147.

2. V. le magistral exposé de cette conception dans L. Le Fur, *La théorie du droit naturel depuis le XVII^e siècle et la doctrine moderne*, Recueil des Cours de l'Académie de droit International, t. XVIII, 1927-111, p. 263-439

lui. Il y a des principes de droit international positif qui peuvent être contraires au droit naturel, et il y a des principes du droit naturel qui peuvent être contestés en droit international positif. Il n'est donc pas possible qu'un principe fasse partie du droit international par le seul fait qu'il est de droit naturel.

Nous pouvons en dire autant de l'explication que nous donne le sur-arbitre Jackson H. Ralston dans l'étude si savante qu'il a faite de notre question, à l'occasion de son jugement sur l'affaire Gentini, un des arbitrages vénézuéliens avec l'Italie¹ : la prescription doit être appliquée entre Etats parce que c'est un principe de haute équité. Nous faisons la même remarque que pour Vattel : l'équité ne se confond pas avec le droit international positif. Il se peut que le droit international soit un « droit d'honneur et d'équité », comme le disent très justement MM. La Pradelle et Politis dans la note doctrinale sous l'affaire du Canada² ; ceci n'empêche que le droit international ignore assez souvent l'équité. D'ailleurs l'art. 38 du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale a bien su marquer la distinction, car, après avoir énuméré ce qui constitue le droit international positif, ce texte ajoute : « La présente disposition ne porte pas atteinte à la faculté de la Cour, si les parties sont d'accord, de statuer *ex aequo et bono* » ; ce qui signifie, pour toute personne de bon sens, que statuer *ex aequo et bono* n'est pas statuer suivant le droit international et que par conséquent celui-ci ne se confond pas avec l'équité.

1. Ralston, *The Venezuelan Arbitrations of 1903*, 1 vol., Washington, 1904, p. 720 et suiv.

2. Lapradelle et Politis, *Recueil des arbitrages internationaux*, 2 vol., Paris, 1905-1923, t. II, p. 636 : *Affaire du Canada*.

Une troisième opinion veut que la prescription fasse partie du droit international, parce que la majorité des auteurs le veut ainsi. Il est vrai que le plus grand nombre des auteurs défend l'existence de notre principe dans les relations internationales, mais nous croyons que ce fait est insuffisant pour démontrer l'existence d'une règle. Nous ne pouvons donc être d'accord avec M. Jean Spiropoulo quand il dit ¹ : « On peut donc, en général, dire qu'il n'y a pas d'autre moyen de prouver l'existence d'une règle de droit, qu'en démontrant que l'opinion dominante est d'avis qu'elle existe ». Et rien n'est plus faux que d'affirmer que c'est l'opinion « dominante », c'est à dire celle de la majorité, qui décide que telle est la volonté des Etats ². L'opinion de la majorité ne peut avoir qu'une influence plus ou moins grande sur la volonté de l'Etat, mais ce n'est pas la volonté de l'opinion dominante qui forme la volonté étatique, c'est la volonté des gouvernants. L'opinion dominante peut aider à la reconnaissance d'une règle, mais ne peut pas la reconnaître elle-même.

Ainsi nous arrivons aux trois raisons que nous avons énumérées au début de ce chapitre. Nous examinerons, pour plus de clarté, chacune de ces raisons dans un paragraphe spécial.

§ 1. — *La prescription est conforme à la pratique des Etats.*

Nous avons dit dans notre introduction qu'il n'existe pas de contestation territoriale dans laquelle la pres-

1. *Théorie générale du droit international*, 1 vol. Paris, 1930, p. 22.

2. *Loc. cit.*, p. 23.

cription ou du moins la longue possession n'ait été invoquée. Cela veut dire que depuis toujours les Etats, c'est-à-dire leurs gouvernants, ont eu la conviction que, s'ils restaient trop longtemps dans l'inaction, ils perdraient leur droit ; de là l'habitude des protestations qui pullulent dans la vie internationale. Martens lui-même, quoiqu'il nie l'existence de la prescription en droit international, fait remarquer combien cette pratique des protestations est répandue, au point, selon lui, d'induire en erreur et de faire croire que la prescription existe¹ ; mais, d'après lui, le devoir de rompre le silence en protestant n'est pas une obligation parfaite, et il n'y a pas de coutume en la matière. La pratique étant constante, générale et répétée, il est difficile de dire qu'il ne s'agit ici que d'un simple usage ; quand même nous ne voulons pas soutenir que l'obligation de protester est coutumière et obligatoire. Il suffit de remarquer qu'elle existe, même en l'état de simple usage, et constitue une espèce de preuve de l'existence de la prescription en droit international.

Mais, en dehors des protestations, il y a, dans la vie internationale des Etats, d'autres exemples de l'application de notre principe. J.-B. Moore² donne un bon nombre d'opinions de ministres et de diplomates, qui, dans des circonstances diverses, se sont prononcés sur la prescription.

La prescription a même été mentionnée dans un traité d'arbitrage entre la Grande-Bretagne et le Vénézuéla au sujet d'une contestation de frontière, signé à Washington le 2 février 1897, dont l'art. 4 porte ce qui

1. *Précis*, § 71.

2. *A digest of international law*, 8 vol., Washington, 1906, t. VI, p. 1003-1006.

suit : « Possession adverse ou prescription de 50 ans constitueront un titre suffisant ».

D'ailleurs les juges internationaux, pendant tout le xix^e siècle et jusqu'à nos jours, ont toujours pris en considération le chef de la prescription lorsqu'il était invoqué, et comme si ce principe était incontesté en droit international, ils l'ont appliqué ou écarté suivant les circonstances de l'espèce. Les décisions sont très nombreuses sur cette question ; elles concernent les deux formes de la prescription : acquisitive et libératoire. Notons que les adversaires de la prescription trouvent cette jurisprudence incomplète et obscure, parce que très souvent les jugements n'en traitent qu'à titre accessoire, et qu'un ou deux prêtent à équivoque. Mais les Etats ont toujours exécuté fidèlement les décisions faisant application de la prescription, ce qui constitue encore une preuve que ce principe est conforme à la pratique internationale.

Notons encore qu'il y a de nombreux cas dans lesquels la prescription a opéré d'elle seule sans le concours d'une décision judiciaire, en l'absence d'une contestation quelconque. C'est ainsi que la Corse fait partie de la France¹, les îles Falkland de l'Empire Britannique², et plusieurs autres territoires font partie de tel ou tel pays ; situations pratiques dont la légitimité n'est explicable que par l'effet du temps sur la possession paisible et ininterrompue, c'est-à-dire la prescription.

Les auteurs se sont bien rendu compte de l'importance de ce principe en pratique. Et les défenseurs de la pres-

1. V. Gaston Jèze, *Etude théorique et pratique sur l'occupation comme mode d'acquérir les territoires en droit international*, 1 vol., Paris, 1896, p. 48.

2. V. Charles Calvo, *Le droit international théorique et pratique*, 2^e édit., 1870, 4 vol., t. I, § 287.

cription ne se sont pas fait faute de souligner la conduite conforme des Etats¹. Malgré cela les adversaires de la prescription croient que cette pratique est insuffisante pour fonder une coutume²; il y en a même qui, méconnaissant les faits, nient l'existence de toute pratique en faveur de la prescription³.

§ 2. *La prescription est admise dans la législation interne de tous les pays civilisés.*

Nous venons de voir que la pratique des Etats, quoique certaine en faveur de la prescription, qui suffirait à fonder une coutume, tout au moins en ce qui concerne la prescription acquisitive, voit sa valeur contestée par plusieurs internationalistes. Mais la prescription est aussi un principe universellement admis dans les législations internes, et ceci est incontestable; peut être même que c'est suffisant, en dehors de toute considération pratique ou utilitaire, pour expliquer l'existence de la prescription en droit international.

En effet, depuis 1922, et par la volonté des Etats qui ont accepté ce texte, le droit international positif comprend, en vertu de l'art. 38 § 3, du Statut de la Cour

1. V. Frantz Despagne, *Cours de droit international public*, 1 vol., Paris, 1894, N° 390, p. 401. — Amos S. Hershey, *The essentials of international public law and organization*, 1 vol., New-York, 1927, § 170, p. 276. — Marqués de Olivart, *El derecho internacional publico en los ultimos veinticinco años (1903-1927)*, 2 vol., Madrid, 1927, t. I, 1^{re} partie, § 18, p. 313. — Oppenheim, *International law*, 4^e édit., par Mc Nair, 2 vol., Londres, 1928, § 242. — R. Piédelièvre, *Précis de droit international public*, 2 vol., t. I, n° 430, p. 371.

2. Cavaglieri, *Règles générales du droit de la paix*, Recueil des Cours de l'Académie, t. XXVI, 1929-I, p. 405.

A. Mérignhac, *Traité de droit public international*, 3 vol., 1905, t. II, p. 416. — E. Nys, *Le droit international*, 2 vol., 1912, t. II, p. 38.

3. J.N. Pomeroy, *Lectures on international law in time of peace*, 1 vol., Boston, 1886, § 114, p. 130-131.

Permanente de Justice Internationale, tous les principes généraux du droit reconnus par les nations civilisées dans leurs législations internes. Par l'effet de ce texte, il suffit qu'un principe soit admis par la législation interne de tous les pays civilisés, pour qu'il fasse aussi partie du droit international, c'est-à-dire qu'il soit applicable dans les rapports entre Etats. C'est l'opinion la plus répandue, et celle des rédacteurs du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale.

Il semble qu'ainsi on ne peut plus discuter sur l'existence de la prescription, qui paraît certaine en droit international avec ce dernier argument. Malheureusement il y a des auteurs qui n'acceptent pas que des principes de droit interne puissent, sans autre formalité, faire partie du droit international; il leur faut l'intervention de la volonté de l'Etat. D'ailleurs, que les principes généraux visés par l'art.38 § 3 soient une troisième source du droit des gens, à côté des conventions et de la coutume, ou qu'ils gardent leur caractère de droit privé, même quand ils sont appliqués aux Etats, peu importe; en pratique le résultat est le même: des principes de droit interne, quand ils sont généralement reconnus, s'appliquent aux relations internationales. Il est possible que ce soit une simple réception de droit privé en droit international; il n'empêche que ces principes deviennent, ne serait-ce que momentanément, au moment de cette réception, du droit international.

L'opinion que la prescription fait partie du droit international en vertu de l'art.38 § 3 du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale a été soutenue

par quelques auteurs¹; d'ailleurs c'est aussi celle qui a été adoptée par l'Institut de Droit International à la Haye en 1925, sur la proposition de ses rapporteurs MM. Politis et de Visscher². C'est incontestablement la meilleure raison théorique pour l'admission de la prescription. En tout cas il y a aussi une autre raison, pratique celle-là : sa nécessité et son utilité³.

§ 3. *La prescription est nécessaire et utile à tout droit.*

La nécessité et l'utilité de la prescription apparaissent tellement évidentes qu'il semble superflu de la justifier. Troplong, dans son *Traité sur la prescription*⁴, cite une pensée de Pascal : « l'art de bouleverser les Etats est « d'ébranler les coutumes établies en sondant jusque « dans leur source, pour y faire remarquer leur défaut « d'autorité et de justice. Il faut, dit-on, recourir aux « lois fondamentales et primitives de l'Etat, qu'une coutume injuste a abolies ; mais c'est un jeu sûr pour tout « perdre ; rien ne sera juste à cette balance », et Troplong continue : « par cela seul qu'une position civile a « duré longtemps, il faut qu'elle soit respectée ; par cela « seul qu'une possession est demeurée paisible pendant « une longue suite d'années dans les mêmes mains, « il faut que les investigations s'arrêtent devant elle. « Son antiquité est le fondement sur lequel elle reposera ;

1. Chrétien, *Principes de droit international public*, 1 vol., 1893, N°140, p. 145. — J. Spiropoulos, *Droit international public* (en grec), 1 vol., Athènes, 1933, p. 172.

2. *Annuaire de l'Institut de Droit International*, t. XXXII, 1925.

3. Troplong, *Le droit civil expliqué ; De la prescription*, 2 vol., 3^e édit., Paris, 1838, t. I, p. 41, nous dit : « Or la prescription trentenaire [est devenue d'un usage si général, elle a été adoptée avec tant de faveur chez tous les peuples qui ont des idées de conservation et de stabilité, qu'on peut la considérer comme indigène dans le droit des gens ».

4. *Traité sur la prescription*, t. I, p. 17.

« il sera défendu de s'enquérir, car le droit a aussi ses
« mystères, et il y a des secrets qu'il défend de pénétrer...
« Sans doute l'usurpation sera quelquefois à la racine
« de la prescription ; mais, pour guérir une blessure,
« il faudrait tenir en alarme la société tout entière, et
« rien ne serait si fautif que la loi qui redresserait une
» telle faute ».

Si le droit ne reconnaissait pas les situations de fait qui durent depuis de longues années, l'incertitude serait grande dans la société et la perturbation causée par cette instabilité non moins considérable. Un possesseur qui se croirait, peut être de bonne foi, propriétaire d'un bien ; qui aurait, par son travail ou son capital, amélioré ce bien ; que tout le monde considérerait comme le vrai propriétaire, acceptant de traiter avec lui comme tel, pourrait se voir disputer et peut être enlever ce bien sous prétexte qu'il ne peut pas en prouver le droit de propriété. Mgr Baudrillart, dans une belle phrase rapportée par Krabbe dans *l'Idée Moderne de l'Etat*¹, qualifie la propriété mobilière, fille du travail, et la propriété immobilière, fille de la conquête ; on ne saurait mieux dire pour montrer le fait violent qui se trouve très souvent à l'origine de tout droit de propriété immobilière. Et ceci est vrai en droit international plus que partout ailleurs.

On peut objecter que la souveraineté territoriale n'est pas une propriété, que ce n'est pas un *dominium* mais un *impérium*². Nous sommes parfaitement d'accord ; mais, si la souveraineté territoriale³ n'est pas un droit

1. « Recueil des Cours », t. XIII, 1926-III, p. 548.

2. V. sur ce point, W. Schoenborn, *La nature juridique du territoire*, Recueil des Cours de l'Académie, t. XXX, 1929-V, p. 85-185.

3. Ce terme est antipathique parce qu'il contient le mot souveraineté, très discrédité de nos jours ; nous employons néanmoins cette dénomi-

de propriété, il est difficile de soutenir qu'elle n'a aucun caractère réel ¹, car au fond c'est un rapport de personne, ordre juridique, ou société humaine, l'*Etat*, à une chose le *territoire*. Une autre objection consiste à dire que la souveraineté territoriale n'est pas un droit et que, par conséquent, elle ne peut pas être acquise comme les autres droits ; c'est une simple fonction, une compétence spatiale (Radnitzky), le domaine de validité dans l'espace de l'ordre juridique étatique (Kelsen) ; ces appellations différentes signifient toutes la même chose et ressemblent étrangement à ce que nous appelons communément des droits ².

Les perturbations ne seraient pas moins graves pour l'ordre social, si, au lieu de la prescription acquisitive, c'était la prescription libératoire qui faisait défaut. Les preuves du paiement des obligations devraient être gardées indéfiniment ; une dette minime, si elle était toujours exigible, deviendrait, au bout d'un certain nombre d'années, par le jeu des intérêts simples ou composés, écrasante pour le débiteur, auquel, souvent, on ne doit pas imputer le retard à exécuter son obligation, car celui-ci peut être dû à la faute ou à la négligence du créancier ; on s'habitue trop souvent, en parlant de la prescription libératoire, à la considérer comme une iniquité sociale et un mal nécessaire. Or il ne faut pas oublier que ce n'est pas toujours le créancier qui est le

nation, étant donné qu'elle est la plus commode, la plus répandue et la plus courante ; d'ailleurs ce nom ne doit éveiller aucune inquiétude puisqu'il n'exprime que le lien juridique qui unit l'Etat à son territoire, de quelque nature que soit ce lien.

1. V. à ce sujet, Sakutaro Tachi, *Souveraineté et indépendance de l'Etat*, 1 vol., 1930, p. 34, 80-81.

2. V. L. Le Fur, *Le fondement du droit*, dans la doctrine de Léon Duguit, *Archives de la Philosophie du droit et de la Sociologie Juridique*, Cahier consacré à Léon Duguit, 1932, p. 182-183.

plus intéressant. Nous ignorons pourquoi ces considérations ne seraient pas valables en droit international, et nous nous rallions à l'opinion de Baudry-Lacantinerie et Tissier, qui déclarent : « La prescription est une institution nécessaire à la stabilité de tous les droits »¹.

Grotius et Zouch ont aperçu les inconvénients d'un droit sans prescription. Et un grand nombre d'auteurs plus récents font le même raisonnement². Bello, en disant que la prescription est plus nécessaire en droit international qu'en droit interne, semble croire qu'elle pourra éviter des guerres³; il est inutile de dire qu'il se trompe ; la guerre ne peut être évitée que grâce à la bonne volonté des gouvernants. Le mérite de la prescription sera d'adapter le droit au fait durable et d'éviter les trop fréquentes discordances entre le fait et le droit, qui sont une cause de faiblesse pour ce dernier.

1. *Traité théorique et pratique de droit civil : De la prescription*, 1 vol., 4^e édit., Paris, 1924, p. 20.

2. R. Zouche, *Juris et Judicii Feialis, sive inter Gentes et quaestionum de eodem explicatio*, Oxoniae, 1650, part. II, sect. III, § 7.

Ch. Calvo, *op. cit.*, t. I, § 173, p. 289. — W. E. Hall, *A treatise on international law*, 2^e édit., par Pearce Higgins, Oxford, 1924, § 36, p. 143. — Sir Robert Phillimore, *Commentaries upon international law*, 4 vol., 2^e édit., 1871, t. I, chap. XIII, § CCLVIII, p. 301. — H. Taylor, *A treatise on international public law*, 1 vol. Chicago, 1901, § 219, p. 265.

3. Andrés Bello, *Principios de derecho internacional*, 2 vol. Madrid, 1883, t. I, p. 90.

CHAPITRE II

LE FONDEMENT DE LA PRESCRIPTION

Nombreux sont les fondements qu'on trouve dans la doctrine. Mais les auteurs proposent un ou deux de ces fondements comme généraux, et valables en toute circonstance. Or nous croyons, au contraire, que, s'il existe un fondement qu'on peut invoquer toujours en parlant de la prescription, les autres ne sont que secondaires et spéciaux à certains types de prescription. Ceci dit, examinons quels sont les divers fondements qu'on rencontre dans la littérature internationale.

§ 1. *L'intérêt social (ordre-tranquillité-stabilité).*

Interest reipublicae ut sit finis litium ; ne dominia rerum diutius in incerto essent. Ces maximes romaines sont d'une vérité éternelle, et l'immense majorité des défenseurs de la prescription se réclament d'elles, pour lui donner un fondement, qu'il s'agisse de la société interne ou de la société internationale. Audinet¹, Bello, Calvo,

1. *De la prescription acquisitive en droit international public. Son rôle, son objet et ses conditions d'existence*, dans *Revue Générale de droit international public*, t. III, année 1896, p. 313-325.

Creasy¹, Despagnet, Fauchille², Grotius, Hall, Hershey, Piédelièvre, Pradier-Fodéré.³, Réal⁴, Riquelme⁵, Taylor, Woolsey⁶, fondent la prescription sur l'intérêt social de tranquillité d'ordre et de stabilité. Nous croyons aussi que c'est là le véritable fondement général qui peut être invoqué en tout état de cause ; c'est la seule explication valable pour le droit interne comme pour le droit international, pour le droit public comme pour le droit privé, qu'il s'agisse de prescription longue ou courte, acquisitive ou libératoire, de bonne ou de mauvaise foi.

Les civilistes en droit interne semblent être d'accord sur ce point, étant donné les vives contestations qui ont été soulevées en ce qui concerne la valeur du silence. L'intérêt social peut seul, d'ailleurs, expliquer ce sacrifice possible du droit individuel, qui ne peut être mis en souffrance que par un droit plus fort, celui de la société.

Ce passage du fait au droit, qui se trouve au fond de toute prescription, serait inexplicable autrement que par la lutte et la victoire inévitable du principe social sur le principe individuel ; tant que la lutte dure, les poursuites pour la réalisation du droit individuel en souf-

1. Sir Edward Creasy, *First platform of international law*, 1 vol. Londres 1876, N° 253, p. 252-253.

2. Fauchille, *Traité de droit international public*, 4 vol., t. I, II^e partie, 1925, N° 557, 6^e, p. 755.

3. Pradier-Fodéré, *Traité de droit international public, européen et américain suivant les progrès de la science et de la pratique contemporaines*, 8 vol., Paris, 1885, II^e vol., N° 820.

4. M. de Réal, *La Science du gouvernement*, t. V^e, contenant le Droit des gent, Qui traite des Ambassades ; de la Guerre ; des Traités ; des Titres ; ; des Prérogatives ; des Prétentions et des Droits respectifs des Souverains, Paris, 1764, chap. IV, sect. V, § XVIII, p. 828.

5. *Elementos de derecho público internacional*, 2 vol., Madrid, 1849, t. I, p. 28.

6. *Introduction to the study of international law*, 1 vol., Londres, 1879, § 54.

france restent possibles ; mais, dès le moment que la société acquiert cette conviction que l'état de choses actuel est l'état de choses légitime, le principe social a vaincu et le droit individuel est irrémédiablement perdu.

La société internationale, cette immense société formée par les Etats et, à travers eux, par les individus, est le nom qu'on donne à cet ensemble de rapports qui existent entre les Etats et autres institutions du droit international, ainsi qu'entre individus qui sont très souvent considérés comme sujets de ce droit. Elle a existé depuis toujours en se développant constamment en raison des rapports internationaux qui se multipliaient et aujourd'hui elle forme un écheveau de relations si compliqué, que le besoin de son organisation s'est fait de plus en plus sentir.

On peut donc dégager la notion d'un intérêt social plus visible aujourd'hui qu'il y a quelques années dont la sauvegarde exigerait des sacrifices, *absolument nécessaires*, de la part des Etats, mais qu'ils paraissent accepter de leur plein gré. La nécessité sociale est donc au fondement de tout principe juridique que les Etats ont l'air de choisir librement entre toutes les règles de droit qu'ils voudraient se voir appliquer dans les rapports internationaux.

C'est donc la nécessité sociale, l'une des raisons déterminantes de la reconnaissance de la prescription en droit international, qui constitue également son fondement dans ce droit, comme d'ailleurs dans le droit interne. Tous les auteurs ne pensent pas ainsi.

§ 2. *La présomption d'abandon*

Les partisans de l'ancienne théorie du droit naturel semblent préférer donner à la prescription pour fondement, la présomption d'abandon, qui cadre, selon eux, beaucoup mieux avec le droit de la nature tel qu'ils le concevaient. Grotius mentionne, à côté de l'ordre social, la présomption d'abandon comme fondement de la prescription et il est suivi en ceci par un grand nombre d'auteurs ; Bello, Riquelme, et Puffendorf¹ admettent, comme Grotius, les deux considérations ; mais Rutherford², Twiss³, Vattel, Walker⁴, Wheaton⁵, n'acceptent que la présomption d'abandon comme fondement de ce principe.

Il est très naturel de penser, au bout d'un certain temps d'inaction du titulaire du droit, que celui-ci l'a abandonné ; c'est vrai, la plupart du temps. L'interprétation la plus généralement admise est que celui qui se tait si longtemps et sans raison, consent à l'état de choses actuel ; autrement il aurait protesté. Les maximes sont nombreuses qui expriment cette vérité. *Quis tacet consentire videtur ; Taciturnitas et patientia consensum*

1. *Elementorum Jurisprudentiae universalis*, Cambridge 1672, lib I, def. 5.

2. Rutherford, *Institutes of Natural Law being the substance of a Course of Lectures on Grotius de Jure Belli ac Pacis*, 1 vol., 2^e édit., Cambridge, 1779, chap. VIII, § 1.

3. Travers Twiss, *The law of nations*, 1 vol., Oxford, 1861, § 121, p. 177.

4. Thomas Alfred Walker, *A manual of public international law*, 1 vol., Cambridge, 1895, § 13, p. 34.

5. Wheaton, *Elements of international law*, 2 vol., 6^e édit., 1929, par A. Berriedale Keith, t. I, chap. V, 336-337 p., : « This rule is founded upon the supposition, confirmed by constant experience, that every person will naturally seek to enjoy that which belongs to him ; and the inference fairly to be drawn from his silence and neglect, of the original defect of his title, or his intention to relinquish it ».

imitantur ; *Qui ne dit mot consent*, etc. D'ailleurs le mouvement instinctif de la protestation est une preuve de la vérité de cette allégation. Mais une présomption peut très souvent être facilement contestée ; il arriva que des auteurs discutèrent ce point ¹, et nièrent que le silence soit une manifestation de la volonté. D'ailleurs ces mêmes auteurs combattirent la notion de la renonciation comme étant le fondement de la prescription en droit international. Ils disent, en ce qui concerne la prescription acquisitive, que : ou bien il y a abandon et le territoire devient *nullius*, le nouveau possesseur ayant acquis la souveraineté par la simple occupation, qui est un mode incontesté d'acquisition de la souveraineté territoriale en droit international ; ou bien il n'y a pas d'abandon et, en ce cas, le fondement de la prescription manque ².

Ce raisonnement juridique impeccable n'est vrai que si l'on accepte la présomption d'abandon comme fondement de la prescription acquisitive. Or nous croyons que la souveraineté territoriale ne se perd pas par l'inaction, quand il n'y a pas en contre partie la possession d'un autre Etat, réunissant les conditions que nous examinerons plus tard. Au surplus, et même s'il en était autrement, cette objection n'a de valeur que pour le cas de la possession d'un territoire déjà abandonné au moment de l'occupation du possesseur actuel, sinon

1. Dionisio Anzilotti, *Cours de droit international*, 1 vol., trad. franç., G. Gidel, Sirey, 1929, p. 351. — Arrigo Cavaglieri, *op. cit.*, Recueil des Cours, t. XXVI, 1929-1, p. 406. — Franz v. Liszt, *Das Völkerrecht*, 1 vol., 12^e édit., Berlin, 1925, p. 241. — Gareis, mot « *Verjährung* », dans *Wörterbuch des Völkerrechts* de K. Strupp.

2. Manuel Gonzales-Hontoria y Fernandez Ladreda, *Tratado de Derecho Internacional Público*, 3 vol., Madrid, 1928, t. I, p. 234.

la fiction serait trop grande de soutenir que le territoire devient *nullius* durant la possession du nouvel acquéreur, alors qu'il est bel et bien possédé par quelqu'un, que celui-ci soit l'ancien titulaire du droit ou le possesseur actuel. M. Cavaglieri, en adoptant la même objection, dit qu'il n'y a pas occupation de territoire sans maître mais cession¹; c'est plus exact, mais encore est-il que cette cession est tout à fait fictive.

En ce qui concerne la prescription libératoire, spécialement, le fondement sur la renonciation présumée semble plus acceptable. C'est celui qui est adopté par M. Politis²; toutefois M. Cavaglieri le nie³. Cette présomption d'abandon est aussi le fondement accepté par M. Verdross⁴ pour toute prescription. Nous avons dit dans quelle mesure ce fondement, partiellement vrai, formait la base de notre principe; il suffira d'ajouter que plusieurs décisions arbitrales l'invoquent pour en faire application en droit international⁵.

§ 3. *Punition de la négligence*

Vico dit quelque part : « *Inertes, incanti, negligentés, luxuriosi, quae damna ipsi sibi faciunt, rerum suarum suorumque jurium multâ per usucapiones et praescrip-*

1. *Op. cit.*, Recueil des Cours, t. XXVI, 1929-1, p. 406.

2. *La prescription libératoire en droit international*, dans *Revue de droit international, des sciences diplomatiques et sociales*, Genève, 1925, p. 3 et suiv., et dans *Annuaire de l'Institut de droit international*, t. XXXII, 1925, p. 1-49.

3. *Il decorso del tempo ed i suoi effetti sui rapporti giuridici internazionali* dans *Rivista di diritto internazionale*, t. XV, 1926, p. 169-204.

4. *Règles générales du droit international de la paix*, Recueil des Cours, t. XXX, 1929-V, p. 373.

5. V. notamment *affaire Black and Stratton*, *Moore Int. Arb.*, t. III, p. 3138-3139; et *affaire Mossman*, *Moore, Int. Arb.*, t. IV, p. 4180.

*tiones puniuntur*¹ ». Et Bracton ajoute : « for time runs against the indolent and those who are careless of their rights »².

Plusieurs décisions arbitrales qui appliquent la prescription sont motivées par la négligence du titulaire du droit à poursuivre son exécution. La négligence contient aussi un soupçon de fraude, et met en doute l'existence et le bien fondé du droit qu'on invoque ; en droit anglais les tribunaux d'équité font souvent application de la doctrine des « laches », qui n'est que la punition de la négligence du créancier.

Des considérations intéressantes sur la négligence se trouvent dans la décision du tribunal anglo-américain, institué en 1910, sur les réclamations des Indiens Cayuga contre les E.- U.- A. Cette tribu, qui recevait une subvention des E.-U. cessa de la toucher après 1812 ; car les Cayuga, étant installés sur la frontière américano-canadienne, s'étaient divisés pendant la guerre de 1812 entre la Grande-Bretagne et les E.- U., une partie de la tribu restant en territoire canadien. Après la guerre les Cayuga des E.- U. reçurent désormais la totalité de la subvention, ceux du Canada ne recevant plus rien. Ceux-ci s'en plaignirent auprès du gouvernement anglais en 1812, mais sans résultat, et ils ne renouvelèrent leur réclamation auprès du même gouvernement qu'en 1849 ; finalement la réclamation du gouvernement anglais auprès du gouvernement américain eût lieu seulement en 1899. Les arbitres, tout en déclarant que les

1. Opere di Giambattista Vico, pub. par Giuseppe Ferrari, 6 vol Milano 1835., t. III, *De uno universi juris principio et fine uno*, p. 17-157, § LXIX, p. 38.

2. Henrici de Bracton, *De Legibus et Consuetudinibus Angliae*, édit. Twiss, 5 vol., 1879, t. II, p. 23 : « car le temps court contre les indolents et ceux qui négligent leurs droits ».

Cayuga n'étaient pas responsables de la négligence du gouvernement anglais, considérèrent, punissant ainsi les Cayuga pour leur propre négligence, que les paiements de la subvention avaient été faits, entre les années 1812 et 1849, puisque les titulaires n'avaient pas renouvelé la réclamation¹. Dans l'affaire Horatio², une négligence, qui dura 16 ans, contribue à faire écarter la réclamation.

Dans l'affaire *Daniel*³, le commissaire Paul pour le Vénézuéla, dit clairement que le fondement de la prescription est la punition de la négligence, et dans l'affaire *Stevenson*, le surarbitre Plumley décide que la prescription est inapplicable, quand il apparaît qu'il n'y a pas eu « laches »⁴.

Ainsi la négligence peut être considérée comme une condition de la prescription, mais non comme son fondement, car on peut écarter la prescription en prouvant qu'il n'y a pas « laches » ; c'est le temps qui éteint le droit dans la prescription et non la négligence, qui peut exister sans condition de temps. Celle-ci donne plus de force à la prescription, qui devint ainsi équitable, mais on peut concevoir des cas où la prescription est écartée ou appliquée sans préoccupation de « laches »⁵.

§ 4. *La reconnaissance d'un fait.*

Quelle est l'influence du fait sur le droit ? La question est du plus haut intérêt et plusieurs auteurs fondent

1. American journal of international law, t. XX, 1926, p. 593.

2. Moore, *Int. Arb.*, t. III, p. 3021.

3. Ralston, *Venez. Arb.*, p. 507.

4. Ralston, *Venez. Arb.*, p. 327.

5. V. notamment, *aff. Hayes*, Moore, *Int. Arb.*, t. IV, p. 3457 ; et : *aff. Zander*, Moore, *Int. Arb.*, t. IV, p. 3433.

la prescription sur cette considération ¹. Il est à remarquer que ce fondement ne pourrait être accepté que pour la prescription acquisitive ; dès lors il n'est pas général et c'est déjà un grief qu'on peut lui adresser ; mais spécialement en ce qui concerne l'acquisition des territoires, c'est un très grave problème du droit international de savoir quel est l'effet des situations acquises, qui durent depuis longtemps. En général on considère que le droit doit reconnaître des situations de fait, qui ont la garantie de la durée ². M. Politis dit, que le droit est un pur fait devenu conscient ; cette idée est juste en ce sens que quand un fait présente un caractère stable, pacifique, et durable, faisant naître ainsi la conviction de sa légalité, il doit être considéré comme du droit. Nous pouvons remarquer que cette reconnaissance du fait peut constituer une excellente justification de la prescription acquisitive ; mais ceci n'est possible que si l'on reconnaît des effets juridiques au fait durable.

§ 5. *La compensation entre le travail du nouveau possesseur et celui de l'ancien.*

C'est le fondement proposé par Ortolan ³ ; le possesseur

1. Earl of Birkenhead, *International law*, 1 vol., 6^e édit., Londres, 1927, p. 95-96. — Bluntschli, *Le droit international codifié*, 1 vol., trad. franç., Lardy, Paris, 1881, art. 290. — Brierly, *The law of nations ; An introduction to the international law of peace*, 1 vol., Oxford, 1928, p. 95.

Pasquale Fiore, *Le droit international codifié*, 1 vol., Nello, édit., Paris, 1911, trad. franç., Charles Antoine, § 1074-1077. — Oppenheim, *op. cit.*, § 242 : « The basis of prescription in International law is nothing else, than general recognition of a fact however unlawful in its origin ». — Th. A. Walker, *op. cit.*, § 13 p. 34.

2. V. les très intéressantes et très véhémentes remarques de M. J. Fischer Williams : *Sovereignty, Seisin, and the League*, dans *Brit. Year. of Int. Law*, t. VII, 1926, p. 24-42.

3. *Des moyens d'acquérir le domaine international*, 1 vol., Paris, 1851, N° 200, p. 125. — V. aussi : Arthur Desjardins, *De l'aliénation et de la prescription des biens de l'Etat*, 1 vol., Paris, 1862, p. 541.

acquiert pas sa longue possession un droit qui est fondé sur le travail qu'il a fourni pour mettre en valeur, exploiter, et améliorer le territoire possédé, faits qui arrivent à annihiler le défaut de preuve de la propriété, et la prescription a lieu au moment où celui-ci compense le travail fourni par le possesseur primitif.

D'abord remarquons que, comme le précédent, ce raisonnement n'est valable que pour la prescription acquisitive ; ensuite que, le travail étant aussi un fait, tout se ramène de nouveau à la question de savoir si le fait peut engendrer du droit, et si le travail productif et bienfaisant pour l'humanité suffit à effacer le vice originaire du titre du possesseur, qui, peut être, est un usurpateur. Le travail peut être considéré comme le fondement de la propriété ou sa justification économique, mais c'est un fondement incomplet et impropre au droit international, dans lequel il n'est pas question de propriété mais de souveraineté territoriale, qui, pour avoir un caractère réel incontestable, n'en diffère pas moins de la propriété du droit privé.

Toutefois nous citerons la sentence arbitrale sur la délimitation d'une certaine partie de la frontière maritime entre la Suède et la Norvège, plus connue sous le nom d'*affaire des bancs marins de Grisbådarna et Skjôttegrunde*, rendue par la Cour Permanente d'Arbitrage, le 23 octobre 1909¹.

Après avoir dit « : considérant que, dans le droit des
« gens, c'est un principe bien établi, qu'il faut s'abstenir
« autant que possible de modifier l'état des choses
« *existant de fait et depuis longtemps* », l'arbitre cherche
quels ont été les travaux les plus importants effectués

1. Publications de la C.P.D.A., année 1909, p. 348.

par la Suède ou la Norvège. « Considérant que le stationnement d'un bateau-phare, nécessaire à la sécurité de la navigation dans les parages de Grisbadarna a été effectué par la Suède sans rencontrer de protestation et sur l'initiative même de la Norvège, et que, également, l'établissement d'un assez grand nombre de balises y a été opéré sans soulever des protestations ; que ce bateau-phare et ces balises sont maintenus toujours par les soins et aux frais de la Suède ; que la Norvège n'a pris des mesures en quelque manière correspondantes qu'en y plaçant à une époque postérieure au balisage, et pour un court laps de temps, une bouée sonore, dont les frais d'établissement et d'entretien ne pourraient même être comparés à ceux du balisage et du bateau-phare ; que, de ce qui précède ressort que la Suède n'a pas douté de son droit aux Grisbadarna et qu'elle n'a pas hésité d'encourir les frais incombant au propriétaire et possesseur de ces bancs jusque même à un montant très considérable » On voit comment le travail et l'entretien peuvent paraître suffisants à légitimer un état de fait qui dure depuis longtemps ; néanmoins c'est un fondement incertain, car la compensation dont parle Ortolan entre le travail du nouveau et celui de l'ancien possesseur n'aura peut être pas lieu toujours ; et puis, si elle a lieu comment pourra-t-on apprécier qu'à partir d'un certain moment le travail du nouveau à couvert celui de l'ancien possesseur ? et quel sera le moyen qui nous permettra d'évaluer le travail de chacun de ces deux possesseurs ? Et si le véritable propriétaire et premier possesseur n'avait aucunement travaillé, ni exploité, ni entretenu sa propriété, faudra-t-il en conclure que l'usurpateur

et nouveau possesseur devient propriétaire dès son occupation, puisqu'il n'a besoin de fournir aucun travail pour compenser celui du propriétaire ?

Cette explication n'est donc pas satisfaisante.

§ 6. *Même fondement qu'en droit interne*

Nous trouvons des auteurs qui, évitant de donner un fondement à la prescription en droit international, se contentent de dire qu'elle a, dans ce droit, le même fondement qu'en droit interne¹. La société internationale ne diffère pas tant de la société interne, comme on veut souvent nous le faire croire. En droit interne la société se compose d'individus et de collectivités (personnes morales); ces dernières se composent d'individus qui bénéficient du droit interne sous deux qualités : directement, comme sujets de ce droit, et indirectement, par l'intermédiaire de ces collectivités dont ils font partie; un même individu bénéficie du droit, soit en sa qualité de sujet direct et de membre de la société nationale, soit indirectement comme membre d'une de ces collectivités qui sont aussi membres de la société nationale; et c'est le droit qui dispose si l'individu participera suivant l'une ou l'autre de ces qualités. Prenons par exemple un ouvrier syndiqué; il bénéficie du droit de famille directement, en sa qualité d'individu membre de la société; il ne bénéficie du droit syndical qu'indirectement, en tant que syndiqué, c'est à dire membre d'une collectivité, qui elle-même, est membre de la

1. T. J. Lawrence, *Principes de droit international*, 1 vol. Oxford, 1920, trad. franç. de la 5^e édit. par J. Dumas et A. de La Pradelle, § 78, p. 168-169. — Sir Robert Phillimore, *op. cit.*, § CCLVIII, p. 301. — Réal, grand sénéchal de Forcalquier, *op. cit.*, p. 830.

société nationale. La situation n'est pas très différente théoriquement dans la société internationale ; seulement ici les collectivités modestes du droit interne sont remplacées par des Etats puissants, qui se croient omnipotents et disent qu'ils n'ont de compte à rendre à personne. Or il n'est rien de plus faux, car, exactement comme le fait le droit interne, le droit international contient des dispositions d'après lesquelles les individus paraissent bénéficier de ses règles tantôt comme membres d'un Etat, tantôt directement, en qualité de membres de la société internationale.

Etant donné cette similitude, on peut soutenir que la prescription a le même fondement en droit interne et en droit international ; mais alors il faut rechercher quel est le fondement en droit interne. Or en droit interne le fondement le plus généralement accepté est l'ordre et la tranquillité sociaux. Et nous retombons dans la question examinée au premier paragraphe de ce chapitre.

§ 7. *Autres fondements proposés par les auteurs.*

Bowyer¹ et Burlamaqui² prétendent que la prescription a comme fondement en droit international le droit naturel ; celui-ci est peut-être la base de tout le droit international³ ; mais il ne suffit pas de dire que la prescription a son fondement dans le droit naturel, car il faut ensuite examiner quel est le fondement de ce principe dans ce droit naturel, et choisir de nouveau entre les divers fondements examinés plus haut.

1. *Op. cit.*, p. 93-95.

2. *Principes du droit de la nature et des gens*, 8 vol., 1767, t. 4, § XX, p. 291.

3. V. L. Le Fur, *op. cit.*, Recueil des Cours, t. 18, 1927-III, p. 263-439.

D'autres décident que c'est le temps qui constitue le fondement de la prescription¹ ; c'est l'opinion qui trouve le plus de contradicteurs, et il faut bien avouer que le temps, tout en étant l'élément principal de la prescription ne suffit pas tout seul pour qu'elle opère ; il faut, aussi la réunion d'autres conditions, par exemple il ne faut pas que le titulaire soit dans l'ignorance de son droit, ni dans l'impossibilité de l'exercer.

On a aussi avancé la disparition des preuves comme fondement de la prescription. Mais cette considération, tout en étant vraie, ne suffit pas à fonder la prescription, car celle-ci doit avoir des effets, même si les preuves n'ont pas disparu. Dans l'affaire *Corwin ou du navire Mechanic*², le commissaire américain Little décide qu'en raison de son antiquité (39 ans), la demande de Amos Corwin, cessionnaire des droits des assurances contre les Etats successeurs de l'ancienne république de Colombie, pour la saisie et la destruction du navire *Mechanic* et de sa cargaison en 1824, doit être rejetée car, dit-il, les témoins de l'affaire ont disparu, et tous les moyens de défense sont perdus ; il ajoute, d'ailleurs, que peut-être cet argument est incomplet, et il recherche d'autres bases de décision.

On peut donc soutenir que ce raisonnement, tout en ayant une grande valeur pratique, ne doit pas être accepté comme fondement général de la prescription.

Le véritable fondement de la prescription, tant acquisitive que libératoire, nous l'avons dit au début de ce chapitre, c'est l'ordre, la tranquillité et la paix de la société. Stabilité et certitude des possessions, fin

1. Funck-Brentano et Sorel, *Précis du droit des gens*, 1 vol., Paris, 1900, 3^e édit., p. 335. Troplong, *op. cit.*, p. 17, t. I^{er}.

2. Moore, *Int. Arb.*, t. III, p. 3210.

des litiges, tels sont les buts de cette bienfaisante institution. Nous avouons que c'est un fondement rationnel, et il est étrange que certains auteurs refusent de reconnaître un tel fondement aux règles du droit international positif ; comment expliquer l'existence et trouver un fondement aux institutions d'un droit autrement que par la raison humaine, qui est la seule à pouvoir discerner les besoins sociaux ? La raison en ce cas ne nous sert pas à faire accepter au droit des principes non encore admis par celui-ci, mais à expliquer ceux qui existent déjà. Les sources d'un droit peuvent et peut-être ne doivent être que positives ; mais le fondement du droit est toujours rationnel, même de la part de ceux qui se disent positivistes, parce que, que l'on fonde le droit international sur la volonté, sur une norme ou un principe supérieur, sur la raison, ou sur la solidarité sociale, c'est toujours un travail de raison qui a lieu ; car les doctrines sur le fondement du droit international ne cherchent pas à faire admettre l'existence de ce droit, mais seulement à expliquer pourquoi il existe et est obligatoire.

CHAPITRE III

NATURE DE LA PRESCRIPTION

Puisque l'art 38 du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale divise les sources du droit international en trois catégories, on pourrait se demander si la prescription fait partie de ce droit en qualité de droit conventionnel, de coutume, ou de principe général reconnu par les nations civilisées, car c'est sous ces trois rubriques que ce texte range les principes du droit international. L'art 38 nous dit en effet : « la Cour applique 1^o les conventions internationales, soit générales, soit spéciales, établissant des règles expressément reconnues par les Etats en litige ; 2^o la coutume internationale, comme preuve d'une pratique générale, acceptée comme étant le droit ; 3^o les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées... ; C'est une énumération des sources du droit international ; sous quelle rubrique placer la prescription ? c'est la question que nous examinerons dans le présent chapitre.

§ 1. *Le droit conventionnel*

Peut-on soutenir que la prescription fait partie du droit conventionnel ? Malgré quelques textes épars, il semble difficile d'accepter une telle assertion. Les textes existant sont trop peu nombreux et de trop minime importance. A ce point de vue, il est regrettable que la conférence de codification, qui s'est réunie à La Haye, sous les auspices de la Société des Nations, en mars-avril 1930, n'ait pas pu arriver à un résultat, surtout pour la responsabilité internationale des Etats à raison des dommages subis sur leur territoire par des étrangers, car, dans les textes adoptés en première lecture par la commission, et révisés par le comité de rédaction, il y avait un art. 9, qui contenait, *in fine*, la disposition suivante : « La réclamation contre l'Etat doit être pré-
« sentée au plus tard 2 ans après que la décision judi-
« ciaire a été prononcée, à moins qu'il ne soit prouvé
« qu'il y a des raisons spéciales justifiant la prolon-
« gation de ce délai »¹.

Si la troisième commission de la conférence de codification, chargée de la responsabilité, avait abouti à un résultat, nous aurions aujourd'hui un texte précis admettant la prescription, courte, de deux ans pour une certaine catégorie d'obligations internationales. Il est vrai que la prescription visée dans cet art. 9, est de si courte durée, qu'on pourrait la confondre avec une péremption d'instance, qu'il faut bien distinguer avec les déchéances dont elle fait partie, de la prescription proprement dite.

1. Actes de la conférence, 4 vol., t. IV, p. 238.

Les déchéances sont des délais très courts, établis par la loi, au bout desquels il n'est plus possible d'intenter une action. En raison de cette brièveté, l'influence du temps devient à peu près nulle, et la déchéance apparaît comme une peine ; elle ne s'adresse le plus souvent qu'aux moyens de procédure et ne peut éteindre une obligation. Plusieurs auteurs du droit interne sont d'avis que les déchéances sont des prescriptions spéciales ; en tout cas la distinction est difficile à faire, étant donné qu'il existe des prescriptions de six mois et des déchéances de 5 ans ; et le délai ne peut être pris comme critérium de la distinction.

Que la déchéance soit une prescription ou non, l'institution prévue par l'art. 9 était bien une prescription, et non un simple délai de procédure, car, ce délai de 2 ans passé, on perdait tout droit contre l'Etat, et l'obligation de celui-ci était éteinte puisqu'on ne pouvait plus en poursuivre l'exécution par aucun moyen. Malheureusement ce texte est resté à l'état de projet.

Des délais sont prévus dans presque tous les traités instituant des commissions mixtes, ou des tribunaux arbitraux ; mais ce sont des délais de forclusion et non des prescriptions, c'est à dire qu'ils s'intéressent à la date de la présentation de la réclamation devant la commission ou le tribunal, et non à la date de la naissance de ces réclamations.

A côté de cela nous trouvons dans le célèbre traité Jay du 19 novembre 1794, qui instituait, dans ses art. V, VI et VII, trois commissions pour juger différentes contestations entre les Etats-Unis et la Grande Bretagne, des dispositions assez intéressantes. L'art. VI, instituant la deuxième commission Jay pour juger les ré-

clamations des créanciers britanniques, après avoir dit que les créanciers anglais, qui sont aujourd'hui dans l'impossibilité de toucher leurs créances, doivent être indemnisés, ajoute : « mais il est entendu que cette « disposition... ne doit pas s'étendre... à toutes causes « qui, lors même que les susdits empêchements légaux « n'auraient pas existé, n'en auraient pas moins amené « ces pertes, telles que retard manifeste, ou négligence, « ou pur oubli du réclamant »¹; et l'art.VII du même traité, instituant la troisième commission pour le jugement des prises, répète : « Mais il est bien entendu que « ces dispositions ne s'étendront pas aux pertes et dommages occasionnés par le retard manifeste, la négligence, ou l'oubli volontaire des réclamants »².

On pourrait soutenir que c'est là une reconnaissance expresse du principe de la prescription libératoire ; car il est clair que ces textes ont voulu écarter les réclamations tardives, qui étaient déjà prescrites en droit interne. Rivier nous dit que le droit des gens n'a pas pour mission de faire revivre les prétentions périmées³, et dans l'affaire *Cadix*, ou *Loretta G. Barberie c. Vénézuëla*⁴, le commissaire Findlay décide, qu'une réclamation périmée ne change pas de caractère parce qu'elle est internationale, et qu'on ne peut échapper aux obligations d'un principe universellement reconnu, sous prétexte qu'il n'existe pas de Code contenant des règles positives régissant la matière. D'ailleurs la troisième commission du traité Jay, statuant sur les prises, a eu à se prononcer sur cette disposition de

1. La Pradelle-Politis, *Arb. int.*, t. I, p. 15.

2. La Pradelle-Politis, *Arb. Int.*, t. I, p. 41.

3. *Principes du droit des gens*, 2 vol. Paris, 1896, t. II, p. 127.

4. Moore, *Int. Arb.*, t. IV, p. 4199.

l'art.VII, dans l'affaire du *Fame* (cap. Evesham)¹; il s'agissait d'une réclamation que la commission rejeta parce que le réclamant n'avait pas interjeté appel en temps voulu contre la décision de la Cour de l'amirauté anglaise, et c'est par sa négligence qu'il n'a pu obtenir satisfaction; malgré que l'affaire fut portée devant une juridiction internationale, la commission jugea que ce fait ne devait pas permettre à une réclamation périmée de revivre.

Le texte le plus clair, le plus connu, et le plus souvent cité concerne la prescription acquisitive; c'est l'art.IV du traité d'arbitrage entre la Grande Bretagne et le Vénézuéla, au sujet d'une contestation de frontière entre ce dernier pays et la Guyane britannique: « Possession adverse ou prescription de 50 ans constitueront un titre suffisant ». L'exemple est bien mince, mais écoutons ce que nous dit M. Politis: ³ « l'effet relatif « des traités n'a trait qu'à la forme et non au fond des « règles par eux établies. Si ces règles ne sont pas opposa- « bles aux tiers en leur forme nouvelle, elles sont obliga- « toires pour eux comme règles coutumières ou comme « principes généraux du droit ». Il se peut donc que la prescription soit une règle coutumière ou un principe général du droit; examinons ces deux possibilités.

§ 2. Les règles coutumières

La pratique générale des Etats en ce qui concerne la prescription nous permet-elle de considérer ce prin-

1. La Pradelle-Politis, *Arb. Int.*, t. I, p. 120-121.

2. Traité de Washington du 2 février 1897.

3. *Les nouvelles tendances du droit international*, 1 vol., Paris, 1927, p. 51.

cipe comme un principe coutumier du droit international ? Pour cela il faut le consentement tacite des Etats, résultant d'actes répétés, à considérer cette règle comme une règle de droit applicable dans leurs rapports mutuels. Les occasions dans lesquelles les Etats ont invoqué la prescription, surtout acquisitive, sont innombrables. Les auteurs abondent d'exemples sur ce point.

D'abord remarquons, comme le font plusieurs auteurs, que le statut territorial de la plupart des Etats, repose sur l'antique possession ; et ici qu'il nous soit permis de dire quelques mots de la possession ou prescription immémoriale. Plusieurs auteurs, et surtout ceux qui nient l'existence de la prescription en droit international, distinguent soigneusement entre la prescription proprement dite et la prescription ou possession immémoriale¹ ; cette dernière serait différente de la première parce qu'elle exigerait un laps de temps beaucoup plus long pour être efficace.

La possession immémoriale constituerait la base précieuse du statut territorial des Etats, et son effet serait incontesté en droit international, tandis que la prescription serait inconnue dans ce droit ; M. Caviglieri, qui appelle la possession immémoriale, *vetustas* ou *immemorabilis*, après avoir dit que certains auteurs fondent la prescription sur la reconnaissance d'un fait en déclarant qu'au bout d'un certain temps il s'établit une présomption de légitimité en faveur de l'Etat

1. V. Bulmerincq, *Das Völkerrecht*, 1 vol., Freiburg, 1887, § 47, p. 286. — R. Foulke, *A treatise on international law*, 2 vol. Philadelphie, 1920, t. I, § 258. — A. Heffter, *Le droit international de l'Europe*, trad. franç., J. Bergson, 1873, § 12. — G. F. de Martens, *op. cit.*, § 70, p. 188. — A. Mérygnac, *op. cit.*, t. II, p. 417. — E. Nys, *op. cit.*, t. II, p. 38. — A. Rivier, *op. cit.*, t. I, p. 182-183.

possesseur, ajoute : « Ceci est vrai, mais se rapporte à « la notion de la *vetustas*, de l'*immémorabilis*, dont « nous avons reconnu l'importance dans la formation « territoriale des Etats anciens, mais qui est tout autre « chose que la prescription »¹.

Où se trouve la différence ? De l'aveu même de M. Cavaglieri et des auteurs qui adoptent cette opinion, cette différence à trait uniquement à des considérations de délais. C'est faire preuve d'une remarquable étroitesse d'esprit que de confondre délai avec principe, ne pas voir de principe là où il n'y a pas de délais, et de voir dans un autre délai un autre principe ; on peut s'étonner de cette façon d'ériger une simple différence technique en différence normative, de voir une différence de principe là où il n'y a que modalité d'application. Il serait plus logique de dire que la possession immémoriale est une variété spéciale de la prescription, entendue non comme un simple délai, mais comme un principe du droit consacrant l'influence du temps sur les droits et les obligations.

Cette distinction inutile écartée, notons encore une fois l'importance de la prescription acquisitive pour la stabilité du statut territorial des Etats ; surtout de ceux qui, étant très anciens, seraient dans l'impossibilité de prouver comment ils ont des droits, ou, si l'on veut, comment ils ont acquis le « domaine spatial de la compétence étatique »², sur des parties du globe où elles sont installées depuis longtemps, sans se voir contester cette possession. Mais les contestations sont rares pour

1. *Op. cit.*, Recueil des Cours, t. 26, 1929-1, p. 406.

2. Hans Kelsen, *Théorie générale du droit international public*, Recueil des Cours de l'Académie, t. 42, 1932-IV, p. 212-213.

de tels territoires, et on a raison de dire que la prescription n'a pas d'intérêt pratique pour les territoires européens. Nous ajouterons qu'elle a très peu d'intérêt, non seulement pour les territoires européens, mais aussi pour presque tous les territoires habités, car, comme nous le verrons plus tard, on ne peut prescrire l'assentiment d'une population opprimée. Mais il n'y a pas que des territoires habités sur la terre ; d'ailleurs l'utilité de la prescription est étudiée dans un autre chapitre. Notre but, dans ce chapitre, est de rechercher s'il y a une coutume internationale en matière de prescription.

Or il semble qu'on peut répondre par l'affirmative tant en ce qui concerne la prescription acquisitive qu'en ce qui concerne la prescription libératoire. Et d'abord quelques cas de prescription acquisitive¹ : Affaire de l'*Alpe Craivarola*, entre l'Italie et la Suisse : « l'Italie « a possédé et exploité sans contestation certaines « partie de l'Alpe Craivarola pendant à peu près « quatre siècles, et d'autres parties du même territoire pendant une période de temps encore plus longue »². Contestation de frontière entre la Colombie et le Vénézuéla : « Considérant que le Vénézuéla est « en possession *bona fide* des territoires situés à l'ouest « des fleuves Orénoque, Caciquiare et Negro ; que les « intérêts Vénézuéliens y ont acquis une grande importance et furent stimulés par la croyance d'être

1. Pour prouver l'existence d'une coutume en ce qui concerne un principe quel qu'il soit, on peut mentionner les cas où les Etats ont simplement invoqué ce principe sans se préoccuper de son application ; car il suffit que l'Etat invoque une règle pour en déduire qu'il la considère comme une coutume juridique faisant partie du droit international ; mais, à ce train là, il faudrait énumérer toutes les contestations territoriales, car dans chacune on a invoqué la longue possession.

2. Lafontaine, *Pasierisie Internationale*, 1 vol., Berne, 1902, p. 204.

« établis en territoires du Vénézuéla »¹. Dans la sentence de la Cour Permanente d'Arbitrage relative à la contestation entre les E.-U.-A. et les Pays-Bas sur la souveraineté de l'île de Palmas ou Miangas (4 avril 1928), la Cour reconnaît expressément la prescription acquisitive en disant que : « l'exercice pacifique et continu « de la souveraineté territoriale (pacifique en ce qui « concerne les autres Etats), vaut titre »². Et tout à fait récemment la Cour Permanente de Justice Internationale, dans son arrêt du 5 avril 1933 sur le Statut Juridique du Groënland Oriental, reprend les termes de l'arbitrage sur l'île de Palmas, et semble faire siens les arguments contenus dans la note du gouvernement Danois au gouvernement Anglais du 20 juillet 1920³ : « Il y est dit que l'occupation du Groënland « par le Danemark remonte à 1721 ; que depuis cette « date, le Groënland a été sans interruption considéré « comme une colonie danoise, et que la suzeraineté danoise n'a jamais été mise en doute par aucune autre « puissance étrangère. La note continue en disant que « la demande présentée par le gouvernement danois « doit donc être considérée comme dictée par le désir « d'obtenir la reconnaissance formelle d'un statut, « existant, sanctionné par l'action du temps (by prescriptive right) ».

Ces quelques décisions, prises parmi les plus importantes, montrent comment les juridictions internationales ne se sont pas fait faute, malgré les hésitations

1. Sentence de Dona Maria Cristina, 1891, Lafontaine, *Pasicrisie*, p. 515.

2. Publications de la Cour Permanente d'Arbitrage.

3. Publications de la C.P.J.I., série A/B, fasc. N° 53, p. 45.

4. *Loc. cit.*, p. 59.

de la doctrine, d'admettre et d'appliquer la prescription acquisitive en droit international.

D'ailleurs les décisions sur la prescription libératoire ne sont pas moins nombreuses. Citons, parmi les plus importantes : Affaire *Cadix*, ou affaire *Loretta G. Barberie c. Vénézuéla* (commission américano-vénézuélienne de 1885) : « Certains principes, fondés sur la nature et la nécessité des choses, qui sont également « obligatoires pour tout tribunal ;^{1...} » affaire *G. Cook c. Mexique* (3 juin 1927), où on appelle la prescription un principe bien reconnu par la pratique internationale². Affaire *Gentini* (commission italo-vénézuélienne de 1903) : « le principe de la prescription sera reconnu « internationalement, et l'équité ne permettra pas de « reconnaître des réclamations secrètes et périmées »³ ; Affaire *Spader* (commission américano-vénézuélienne de 1903) : « Mais la raison qui se trouve à la base de « la prescription, ce grand principe de paix, est aussi « obligatoire dans l'administration de la justice par « un tribunal international que pour les tribunaux « internes ». ⁴ Affaire *Williams* (commission américano-vénézuélienne de 1885) : le commissaire américain Little, après un examen approfondi de la prescription, rejette la réclamation du marchand américain Williams ; celui-ci avait vendu, en 1841, des glaces encadrées destinées au palais du gouvernement de Caracas et ce n'est qu'en 1868 qu'il demanda le paiement de sa marchandise, qui avait été dûment expédiée et reçue⁵.

1. Moore, *Int. Arb.*, t. IV, p. 4199.

2. Amer. Journ. of Internat. Law, 1928, p. 189.

3. Ralston, *Venez. Arb.*, p. 720.

4. Ralston, *Venez. Arb.*, p. 161.

5. Moore, *Int. Arb.*, t. IV, p. 4181.

Affaire *Sarropoulos c. Etat Bulgare*, jugée par le tribunal arbitral mixte gréco-bulgare (14 février 1927); en 1906 des désordres graves éclatèrent en Bulgarie, notamment à Karnobat, Anchialos, Bourgas, et Varna. Des grecs furent molestés et pillés; des églises orthodoxes furent occupées. Sarropoulos, un grec d'Anchialos, avait subi les plus graves pertes, et c'est sous son nom qu'une réclamation a été comprise dans la note diplomatique que le gouvernement grec adressa au gouvernement bulgare le 21 septembre 1906; mais l'affaire n'ayant pas reçu de solution à cette époque, ce n'est qu'après la grande guerre que la réclamation fut renouvelée et portée devant le tribunal arbitral mixte gréco-bulgare, qui décida que la Bulgarie avait raison de soutenir que la demande était prescrite, car la prescription est un principe de droit international¹.

Malgré ces décisions et plusieurs autres très nombreuses, certains auteurs continuent à nier l'existence de la prescription². Il est vrai que la coutume est très difficile à prouver, et on ne peut pas dire que tel nombre de décisions suffit pour fonder une coutume, tandis que tel autre ne suffirait pas; ce serait arbitraire. Néanmoins, et M. Ch. de Visscher nous le dit: « les sentences « judiciaires constituent également un élément de formation et un mode d'expression de la coutume internationale³ »; en effet les Etats qui exécutent ces sentences marquent leur volonté de considérer tous les

1. Recueil des décisions des T.A.M., t. VII, 1928, p. 47-55.

2. V. Anzilotti, *op. cit.*, p. 336, et K. Strupp, *Eléments de droit international public universel européen et américain*, 3 vol., 2^e édit., 1930, t. I, p. 261.

3. *La codification du droit international*, Recueil des Cours, t. VI, 1925-1, p. 339.

principes appliqués par les dites sentences comme des règles de droit international.

Or la jurisprudence internationale n'est pas toujours très claire ; et, ce qui est plus grave, elle est quelquefois contradictoire. M. Wittenberg, dans son cours sur la *Recevabilité des réclamations devant les juridictions internationales*¹, en parlant de la prescription libératoire, qualifie la jurisprudence en cette matière, de très incertaine et anarchique à certains points de vue. Sans aller jusque là nous devons reconnaître que l'uniformité de la jurisprudence internationale laisse parfois à désirer ; ainsi, en ce qui concerne spécialement la prescription libératoire, nous rencontrons une ou deux décisions qui ont l'air de nier l'existence de ce principe en droit international ; telle l'affaire des *Fonds Pieux de Californie* (1902)², le premier litige tranché par la Cour Permanente d'Arbitrage, [qui sera examiné dans la partie consacrée à la prescription libératoire, avec l'affaire *King et Gracie*³, décisions qui écartent le principe même et non sa simple application.

Devant cette incertitude causant tant de controverses il semble plus sage de soutenir que la prescription n'est peut-être pas encore une coutume mais un principe général du droit faisant partie du droit international en vertu de l'art. 38, § 3, du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale.

1. Recueil des Cours, t. 41, 1932-III, p. 27-30.

2. Publications de la C.P.D.A., Différend entre les Etats-Unis et le Mexique.

3. Moore, *Int. Arb.*, t. IV, p. 4179. Différend anglo-américain, 8 février 1853.

§ 3. *Les principes généraux du droit*

L'Institut de Droit International, dans les résolutions votées à La Haye, en 1925, sur le rapport de MM. Politis et de Visscher, décide clairement que la prescription doit être considérée comme un des principes généraux du droit reconnus par les nations civilisées, visés par l'art. 38, § 3, du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale. Il semblerait qu'il suffise d'indiquer cette opinion de si grande valeur, pour considérer que toute discussion devient dorénavant inutile.

Or il n'en est rien, car la controverse des auteurs n'a pas cessé, et malgré cette affirmation de poids, on conteste encore que la prescription soit un principe général du droit international ; et le plus grave, c'est qu'on n'est pas du tout d'accord sur la nature de ces principes généraux.

On sait qu'il y a plusieurs théories sur la nature des principes généraux du droit. L'école positiviste qui fonde le droit international sur la volonté des Etats et ne reconnaît, par conséquent, comme sources de ce droit que la coutume et les traités, manifestations expresses ou tacites de cette volonté, a beaucoup critiqué le § 3 de l'art. 38 ; elle dit que ce § 3 est inutile, car il ne peut viser que des principes de droit international expressément ou tacitement reconnus par les Etats, et ceux-ci sont compris dans le § 2 du même article. En face des positivistes, la théorie sociologique ou réaliste, ainsi que celle du droit naturel, soutiennent que le droit ne peut jamais être volontaire, et si, dans les traités, nous trouvons des règles juridiques ce n'est pas le traité ni la volonté des Etats contractants qui créent la règle ;

ils ne font que la constater ; l'art. 38, § 3 est donc, d'après eux, très utile, et il faut l'admettre comme source du droit international ; certains même d'entre eux soutiennent que c'est la source prédominante en ce sens que les traités et la coutume ne seraient applicables qu'en tant qu'ils sont conformes aux principes généraux du droit international.

Peut-être que ces deux opinions sont trop extrémistes en ne voulant, chacune, reconnaître aucun fondement à la doctrine de l'autre. Il n'est pas vrai que le droit international soit exclusivement volontaire, mais il n'est peut-être pas plus vrai de soutenir que toutes les règles du droit international s'élaborent indépendamment de la volonté des Etats, et que la volonté ne peut créer du droit à l'encontre des principes de cette discipline juridique. Il est incontestable que la volonté des contractants peut créer du droit. D'autre part, le droit international n'est pas en entier un produit de la volonté des Etats ; on peut dire qu'il se compose de deux parties : l'une volontaire, impérative, très souvent sanctionnée (ne serait-ce que par la force) ; l'autre spontanée, supplétive, généralement assez incertaine, et dépourvue de sanctions. On doit bien se rendre compte que le droit volontaire international des traités et de la coutume se superpose aux principes généraux de ce droit, qui, eux, embrassent toute son étendue, alors que les traités ou la coutume ne s'étendent que sur une partie de cet immense droit qu'est le droit international. Pour employer une comparaison qui pourra faire saisir notre idée, imaginons un grand tableau, dessiné en noir et blanc, dont une partie seulement est colorée. Le tableau, c'est le droit international, règle de vie, produit social,

nécessaire et indépendant de la volonté des Etats, membres de la Société. La partie colorée, c'est le droit volontaire. Le tableau général ne nous montrait que les formes, les ombres et les dimensions. La partie colorée lui ajoute la vie, et c'est en cela qu'elle crée aussi quelque chose. La volonté, en concrétisant le droit dans des écrits (traités), ou par la pratique (coutume), crée incontestablement du droit, tout comme le sculpteur crée de la valeur en modelant et façonnant un bloc informe et brut d'une matière quelconque.

Mais il se peut que le droit volontaire soit contraire au droit supérieur à la volonté qu'on peut appeler droit objectif ou naturel. En ce cas nous sommes d'accord avec M. le professeur de La Pradelle, sur la primauté des principes généraux du droit international, mais seulement en tant que les règles du droit volontaire violent les principes généraux ; car, si les traités, sans violer ces principes, les écartent, les détournent, ou les ignorent, ils doivent à bon droit être consultés d'abord ; et c'est avec raison sur ce point que l'art. 38 du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale, les a énumérés avant les principes généraux, car ils ont aussi plus de chances d'être acceptés et respectés par l'Etat. Les règles du droit volontaire ou contractuel se rapprochent donc de l'autonomie de la volonté des contractants du droit interne (le contrat, c'est la loi des parties). Tandis que les principes généraux ressembleraient plutôt aux règles supplétives en matière contractuelle du droit interne, qui permettent de suppléer à l'absence de manifestation de la volonté des parties, et aux règles impératives du même droit qui limitent la liberté des contractants.

Le droit international supplée donc à la volonté des Etats et dans certains cas, limite celle-ci. L'art. 38, § 3, ne vise rien d'autre que ce droit nécessaire, objectif, indépendant de la volonté des Etats, et englobe, en même temps que le droit international non-volontaire, le droit tout court, commun à tous les pays, et à toutes les disciplines juridiques, quels qu'en soient les sujets ou les objets.

Mais les principes généraux du droit doivent être *reconnus* par les nations civilisées, et on ne peut les trouver ainsi reconnus qu'en droit interne ; c'est dans les rapports entre Etats et particuliers qu'il faut rechercher les principes qui peuvent être appliqués dans les rapports internationaux entre Etats, ou entre Etats et particuliers, quand ces derniers sont régis par le droit international. Lord Phillimore, répondant à une question posée, au sein du Comité des dix ¹, par M. de La Pradelle, afin de savoir comment on pourrait reconnaître les principes généraux du droit sans recourir à la doctrine et à la jurisprudence, dont l'art. 38 fait mention plus loin, dit qu'il s'agit des principes acceptés *in foro domestico*. Et M. Bourquin, qui rapporte l'incident ², continue : « il faut donc entendre par principes généraux du droit, « au sens de l'art. 38, § 3, les institutions juridiques dont « le caractère universel est attesté par la conformité « des législations internes ». Voilà l'opinion courante sur les principes généraux.

1. Comité de juristes désigné pour préparer le Statut de la C.P.J.I., composé des jurisconsultes suivants : Altamira, Adatci, Ricci Busatti, baron Descamps, Fernandez, Hagerup, De La Pradelle, Loder, Lord Phillimore, sénateur Root.

2. *Règles générales du droit de la paix*, Recueil des Cours, t. 35, 1931-1, p. 73. D'ailleurs cet incident est rapporté par plusieurs autres auteurs.

Il faut bien remarquer que ces principes sont aussi de droit international autant que de droit interne, car le fondement est le même pour tous les droits ; on retrouve toujours ce droit supérieur naturel ou objectif, qui est basé sur la nécessité sociale, au fond de tout droit ; seulement, comme ces principes ne sont reconnus que dans les législations internes, on dit couramment, en suivant le commentaire de Lord Phillimore, que les principes dont parle le § 3, de l'art. 38 ne sont autres que des lois internes concordantes

La prescription, étant un principe généralement reconnu dans les législations internes des pays civilisés, fait partie ainsi du droit international positif en vertu de l'art. 38, § 3 du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale, non parce qu'elle est reçue dans le droit interne de tel ou tel pays, mais parce que, étant reconnue par tous les pays, elle constitue un principe général du droit.

C'est pour cela qu'il ne faut accepter en droit international que ce qui est vraiment commun à tous les droits : le principe ; car les règles techniques de l'application sont spéciales à chaque pays et à chaque droit, ce qui fait prévoir que ces règles d'application peuvent être différentes en droit international. Par exemple un délai est indispensable en droit interne, tandis qu'en droit international, il n'est plus de l'essence de la prescription, car ce droit ne retient de cette institution que le principe, quitte à en formuler les modalités d'application plus tard.

Pour le moment on ne peut relever que des tendances à l'élaboration de telles règles techniques, dans la jurisprudence internationale et dans l'œuvre de la doctrine et des grandes associations scientifiques.

DEUXIÈME PARTIE

La prescription acquisitive

On range toujours la prescription acquisitive parmi les moyens d'acquérir le territoire. Les anciens auteurs distinguaient entre les modes originaires et les modes dérivés ; les premiers faisaient acquérir des territoires *nullius*, qui, avant cette acquisition, n'appartenaient à personne, tandis que les seconds visaient des territoires faisant déjà partie d'un autre Etat. L'occupation, l'accession sont des modes originaires ; la cession, la vente, la prise à bail, etc., des modes dérivés. La prescription est placée tantôt parmi les premiers, tantôt parmi les seconds ; et ceci ne signifie qu'une chose : c'est que la distinction est inutile pour elle, étant donné qu'elle fait acquérir aussi bien des territoires déjà occupés que des territoires sans maître. Il est souvent difficile de décider si un Etat a acquis un territoire par occupation, soit qu'il n'ait pas rempli les formalités nécessaires à la validité de cette dernière, soit que le territoire occupé ne peut pas être prouvé sans maître au moment de l'occupation ; en ce cas, si l'Etat peut arguer d'une longue et paisible possession, la prescription intervient et clôt la discussion qui reste, autrement, sans issue.

Que le territoire soit donc sans maître ou non, l'effet de la prescription reste le même, et il est faux de dire que, pour les territoires sans maître, le seul moyen d'acquisition est l'occupation, car celle-ci reste parfois inopérante et entraîne ainsi le juge, qui ne veut pas appliquer la prescription, dans une véritable impasse. Le

temps augmente la force d'une occupation imparfaite et constitue un titre doublement inattaquable, puisque basé sur deux chefs ; mais la prescription a-t-elle le même effet pour toutes sortes de territoires ? Opère-t-elle sans conditions ? quels peuvent être ses délais ? peut-elle être suspendue ou interrompue ? voilà les questions auxquelles nous aurons à répondre dans cette partie en autant de chapitres. Nous y ajouterons un appendice sur la dérélliction et sur la possibilité d'acquérir une servitude internationale par prescription.

CHAPITRE I

PORTÉE DE LA PRESCRIPTION ACQUISITIVE

La prescription acquisitive ne peut s'appliquer de la même façon sur toute sorte de territoires, car ceux-ci ne sont pas tous de la même nature ; certains sont habités, d'autres ne le sont point, et, parmi les territoires habités, il y en a qui le sont par des peuples civilisés, tandis que d'autres n'ont pour toute population que des tribus sauvages. On ne peut appliquer la prescription indistinctement à ces différentes catégories.

§ 1. *Les territoires habités*

En droit international moderne un territoire habité ne peut être acquis par un Etat que si les habitants y consentent¹ ; on appelle ce principe : le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. Sous l'ancien régime de la patrimonialité de la souveraineté territoriale, alors que

1. Il est bien entendu, et nous le disons ici une fois pour toutes, que ce consentement des populations est seulement une condition du transfert d'un territoire ; c'est une condition nécessaire, mais pas suffisante, puisqu'il existe un droit distinct de l'Etat sur ce territoire. V. *Le Fur, Précis*, N° 689, p. 371.

l'on considérait le territoire comme une propriété de l'Etat, il ne pouvait être question d'une distinction entre territoires habités ou non, ni de la libre disposition des peuples. La souveraineté territoriale était un *dominium*, et les habitants de simples objets à l'égard des souverains.

Mais peu à peu les conceptions changèrent ; pendant le xix^e siècle le principe des nationalités dirigea très longtemps la politique internationale, la pratique des plébiscites d'annexion se généralisa, et aujourd'hui on considère qu'une contrée habitée ne peut être attribuée à un Etat sans le consentement de la population qui l'habite. Cette affirmation n'est pas absolument conforme à la pratique des Etats, car on continue encore aujourd'hui à attribuer des territoires peuplés, dont les habitants s'y opposent, à un Etat pour des raisons purement politiques. Toutefois le phénomène devient moins fréquent, on tâche de s'en écarter le plus possible et de combiner la libre disposition des peuples avec ces raisons politiques ou économiques qui déterminent en grande partie la composition territoriale d'un Etat. Il faut donc, pour qu'une acquisition de territoire habité soit conforme au droit international, que la population soit consultée. Est-ce à dire que la prescription acquisitive n'aura aucun effet sur les territoires habités ?

On a vu que, malgré les tendances contraires du droit international, il est encore possible aux Etats de s'annexer des régions contre la volonté des populations. En ce cas nous ne croyons pas que l'annexion soit valable, puisqu'une condition lui manque ; le traité d'annexion qui ne prévoit pas un plébiscite et ne protège point la liberté des habitants à exprimer leur opinion à ce sujet,

doit être considéré, en principe, comme contraire au droit international. Il se peut qu'un tel traité ne dure pas longtemps, et ce sera souvent le cas, justement parce qu'il est contraire au droit ; mais il est possible qu'il s'éternise jusqu'à un tel point que la conviction pourra naître dans la société internationale, que l'état de choses existant est légal, et il se peut aussi que la population subjuguée fasse croire à cette légalité, soit parce qu'elle est satisfaite du nouvel état de choses, soit parce qu'elle ne se souvient plus d'une situation différente étant assimilée et ayant ainsi donné son consentement tacite.

Alors quelle sera l'institution juridique qui permettra d'expliquer en droit ce phénomène ? La prescription acquisitive et aucune autre, car le titre originaire est vicié ; quant au consentement, il est un pur fait et ne peut avoir des effets juridiques, c'est-à-dire engendrer du droit. Mais, s'il ne peut créer du droit, le fait peut-être la condition qui déclenche le mécanisme juridique, et, tant que le consentement des populations n'intervient pas expressément ou tacitement, il est impossible à la prescription d'opérer. Ceci ne veut pas dire que le délai de la prescription ne courra qu'à partir du moment, certain ou approximatif, où le consentement a été donné, car nous avons vu qu'en droit international un délai, dans le sens qu'on attribue à ce mot en droit interne, n'est pas indispensable. Il suffit de l'écoulement d'un temps ; et il s'en écoulera toujours, et peut-être un laps très long, avant que le phénomène dont nous parlons ne se soit produit.

Le fait que la prescription pourrait assujettir contre son gré une population à un Etat a effrayé certains

auteurs. Ainsi Mamiani¹ proclame l'imprescriptibilité de l'indépendance d'un peuple, et le professeur Séfériadès, voit dans la résurrection d'Etats comme la Grèce ou la Pologne, une preuve contre l'existence de la prescription acquisitive². Mais la possession de ces pays par des dominateurs étrangers n'avait jamais créé la conviction internationale que cette situation était légale, et au surplus ces nations, par leur résistance permanente et leur fréquentes révolutions, n'avaient pas laissé croire un seul moment qu'elles consentaient à cet état de choses. La libre disposition des peuples ne peut pas être prescrite, pour la bonne raison que c'est une norme de droit international et on ne peut pas prescrire de telles normes. Mais quand l'obstacle de la résistance populaire n'existe pas, rien n'empêche de prescrire un territoire.

Un défenseur trop acharné de la prescription, Hall, n'hésite pas à condamner le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, parce que ce droit est un obstacle à la prescription³; il n'était pas besoin d'aller aussi loin, car ce principe ne fait pas acquérir des individus, mais du territoire.

Les territoires habités ne peuvent donc que très difficilement et très rarement être acquis par prescription; difficilement, parce que les populations acceptent avec répugnance une domination étrangère, et de plus en plus rarement, car les annexions sont généralement suivies d'un plébiscite qui les rend légales, quand la

1. Terenzio Mamiani, *D'un nuovo diritto Europeo*, 1 vol., 4^e édit., Turin, 1861, p. 31.

2. Stelio Seferiades, *Cours de droit international public*, (en grec), 2 vol., t. I, Athènes, 1925, N^o 284, p. 455-456.

3. W.E. Hall, *A treatise on international law, op. cit.*, § 36, en note.

population a pu exprimer librement son avis. Il se peut toutefois que cette consultation populaire n'ait pas lieu et alors, quand la résistance a cessé, quand tout porte à croire que le territoire en question fait légalement partie de l'Etat qui le possède actuellement, (l'attitude des habitants ainsi que celle de l'Etat dont le territoire a été détaché), quand le souvenir n'existe plus d'un état de choses différent, la prescription sera présente pour effacer le vice originaire de la possession, sanctionner un état de fait devenu légal, et empêcher le droit de se tenir loin du fait et de prendre l'air d'une règle de conduite tout à fait académique, théorique et en dehors des faits.

Nous n'oublions pas l'objection de M. Cavaglieri ; il s'agit là de possession immémoriale, de *vetustas*, d'*immemorabilis*, de l' « unvordenkliche Zeit », et non de prescription proprement dite. Il suffirait de se mettre d'accord sur la signification de la prescription proprement dite, pour sortir de la discussion ; car, si la prescription est l'influence du temps sur les droits, les obligations et en général sur les situations juridiques, que peut bien être l'*immemorabilis* ? Une prescription tout simplement.

§ 2. *Les territoires déserts ou habités par des sauvages*

Nous ne croyons pas aujourd'hui, comme on l'a soutenu au xvi^e siècle, que les sauvages sont des singes d'une espèce particulière, mais les droits que nous leur reconnaissons ne sont pas les mêmes que pour les peuples civilisés. Notamment, nous ne leur reconnais-

sons pas la souveraineté des territoires qu'ils habitent et l'immense majorité de leurs pays sont des colonies ou des protectorats des grands pays civilisés, à moins qu'ils ne soient placés sous mandat de la Société des Nations.

Les pays sous protectorat ou mandat ne font pas partie intégrante du pays protecteur ou mandataire, il est donc impossible à ce dernier de prescrire, ou en général d'acquérir une partie ou la totalité de leur territoire. C'est ce que l'on veut dire en affirmant que nul ne peut prescrire contre son titre ; d'ailleurs nous rencontrerons cette idée en examinant les conditions de la prescription acquisitive. Il est possible d'acquérir par prescription des territoires peuplés par des sauvages, faisant partie de l'empire colonial d'un autre Etat ou d'un pays protégé, ou même, s'il en existe encore, qui ne font partie d'aucun Etat. Ceci dit, on peut traiter en même temps des territoires habités par des sauvages ou déserts ¹.

Dans la jurisprudence on ne trouve pas de distinction et l'île de Palmas, qui est habitée par des tribus de Polynésiens, n'est pas traitée autrement que les bancs déserts de Grisbådarna et Skjöttegrunde.

C'est pour ces territoires que la prescription a surtout de l'intérêt. Nous savons quel obstacle surgit en ce qui concerne les régions peuplées par des hommes civilisés ; or cette difficulté n'apparaît plus maintenant, et il faut reconnaître que la plupart des applications pratiques de la prescription se réfèrent à de tels territoires inhabités ou peuplés par des indigènes non-civilisés. Tantôt ce sera une contestation de frontière pour des montagnes ou des fleuves ; ou bien on discutera sur

1. V. J. Basdevant, *Etude comparée de l'occupation*. Agrégation, 1903. p. 9.

l'acquisition par prescription d'une île, déserte ou non, se trouvant en Océanie ou en Amérique. Les cas ne sont pas aussi rares qu'on pourrait l'imaginer, puisqu'il s'en présente aujourd'hui assez fréquemment.

La souveraineté territoriale se rapproche tellement, dans ces cas, de la propriété privée, qu'il est possible et même souhaitable de voir la prescription réglementée en ce qui concerne cette matière comme en droit interne avec un délai préfixé. On ne peut parler de délais qu'en ce qui concerne ces territoires déserts ou peuplés seulement par des sauvages, car on a vu que, pour les autres, il entre en compte des éléments psychologiques et sentimentaux qui ne souffrent pas de calculs arithmétiques, rendant ainsi l'application de la prescription acquisitive assez délicate.

C'est dire combien, dans cette catégorie de territoires, la prescription est nécessaire et utile, car l'occupation, qui est généralement le mode normal d'acquisition dans ce cas, ne fournit pas toujours une explication satisfaisante. D'abord elle peut être viciée, ce qui lui arrive la plupart du temps : on sait que l'occupation pour attribuer un territoire à un Etat doit réunir deux conditions, qui ont été formulées à la conférence africaine de Berlin en 1884 : 1^o il faut que le territoire soit *nullius* au moment de l'occupation et 2^o l'occupation doit être notifiée et effective. Or il se peut qu'une de ces deux conditions manque :

1^o si le territoire n'est pas sans maître, l'occupation ne peut pas attribuer ce territoire à l'Etat occupant ; mais il arrive très souvent que de telles situations existent en droit international : par exemple dans l'affaire de Palmas, les Pays-Bas invoquent simplement la

possession, car il n'est pas sûr que l'île a été *nullius* au moment de leur installation. On peut dire que le territoire, s'il n'est pas *nullius*, et s'il a déjà fait l'objet d'une occupation de la part d'un autre Etat, est redevenu *nullius*, car l'occupation n'a pas été effective ; il a été abandonné. Mais alors on doit se demander à quel moment on peut le considérer comme abandonné, question dont la prescription dispense s'il existe déjà une longue possession du nouvel occupant. Et d'ailleurs comment soutenir que le territoire a été abandonné par le premier occupant, alors que celui-ci donne la preuve la plus éclatante qu'il ne l'a pas fait en le revendiquant ?

2° Il se peut que l'occupation n'ait pas été notifiée ; dans ce cas (très fréquent), l'occupation est imparfaite ou incomplète, elle ne peut attribuer qu'un droit imparfait ou incomplet, « an inchoate title », disent les Anglais, qui a grand besoin d'être renforcé par un autre élément qui puisse effacer ce vice ; et cet élément, c'est le temps¹.

Ensuite, il y a des territoires qui théoriquement font partie d'un Etat déterminé et qui pratiquement se trouvent abandonnés ; pour la plupart des cas, il s'agira de territoires limites, sur lesquels chacun des deux Etats, prétend avoir des droits, mais l'un des deux ne les exerce pas. E. Duplessix, dans *La Loi des Nations* (projet de code) nous dit (art. 281) : « Un Etat peut acquérir par prescription le droit de souveraineté sur des territoires contigus à ses frontières et sur lesquels un autre Etat possède, mais n'exerce pas, des droits de souveraineté ».

1. Sir Edward Creasy, *First platform of International Law*, op. cit., N° 223, p. 215.

*L'affaire du Chaco*¹, qui met actuellement aux prises la Bolivie et le Paraguay, peut illustrer ce que nous venons de dire. Le différend porte sur l'attribution (thèse bolivienne), ou la délimitation (thèse paraguayenne), d'un territoire désertique, aussi grand que la France, le Chaco Boréal, partie septentrionale d'une vaste contrée de l'Amérique du Sud appelée : *El Gran Chaco*. Cette contrée, située aux confins de l'Argentine, du Paraguay et de la Bolivie, a déjà fait l'objet d'un arbitrage du Président Hayes, en 1876, entre l'Argentine et le Paraguay ; la Bolivie, occupée alors dans la guerre du Pacifique avec le Chili, ne put que réserver des droits qu'elle prétendait avoir sur la même région. Mais le Chaco du nord, frontière boliviano-paraguayenne restait imprécisément délimité par des rivières qui changeaient de lit avec une fréquence déconcertante, et qui se desséchaient en ne laissant aucune trace de leur existence.

Un précédent fâcheux pour la Bolivie était le fait qu'en 1843, lors de la reconnaissance par ce pays de la République du Paraguay, une carte officielle avait été dressée et acceptée par la Bolivie qui attribuait au Paraguay la totalité du territoire contesté aujourd'hui ; ce territoire a la forme d'un triangle dont la pointe serait formée par le confluent des deux Rios Paraguay et Pilcomayo, et dont les bras remonteraient ces cours d'eau vers le nord jusqu'aux montagnes de Chochi, et les Rios Aguas Calientes, Otucuies et Negro qui seraient la base de ce triangle hypothétique. La Bolivie s'était

1. V. la note de M. Le Fur dans la *Documentation Internationale*, n° du 15 avril 1934, p. 13, *Revue de Droit International*, 1933, n° 3, p. 297 à 322 et *Rev. Gén. de D.I.P.*, 1929, p. 528 à 553, note de M. Higinio Arbos.

désintéressée du Chaco boréal parce qu'à cette époque elle ne pouvait pas prévoir qu'elle serait privée de son accès à la mer, désastre qui lui arrive après la guerre malheureuse avec le Chili (1879-1881), et la mit dans l'angoissante nécessité vitale de trouver un autre débouché vers la mer ; elle ne pouvait donc pas apprécier à sa juste valeur le Chaco qui lui donnait la possibilité d'atteindre la rive droite du fleuve Paraguay et de là l'Océan Atlantique. C'est ainsi que le Paraguay commença, dès le milieu du xix^e siècle à occuper progressivement le Chaco boréal qu'il considérait comme sien (il faut lui rendre cette justice). La Bolivie se trouvait à cette époque devant les pires difficultés intérieures et extérieures, ce qui l'empêcha de protester ; peut-être même ne le voulut-elle point, puisqu'elle considérait que le Chaco était un territoire dont elle n'avait pas besoin, car elle avait un accès dans l'Océan Pacifique. Mais après la guerre malheureuse avec le Chili (1881) qui lui enleva cet accès, et quand il fut débarrassé de ses difficultés intérieures, le gouvernement bolivien se tourna avec un acharnement désespéré vers le Chaco en y voyant la route de l'Océan, et le décongestionnement de son commerce qui étouffait dans les montagnes, en fit une question vitale et commença de son côté une infiltration qui devait fatalement se rencontrer avec celle des Paraguayens.

La région étant désertique et inexplorée on avançait des deux côtés par la construction de fortins. Entre temps les protestations diplomatiques se succédaient et une imposante quantité d'accords fut signée sans arriver à d'autres résultats qu'à maintenir un malheureux *modus vivendi* sur lequel les divergences de vues se multipliaient, et qui n'était d'ailleurs respecté par

aucun des deux pays. La rencontre inévitable se fit au Fort de Venguardia, en 1928. La S.D.N. les Etats de l'Amérique Latine et même les Etats-Unis, s'efforcèrent mais en vain, d'éviter une guerre ; celle-ci fut déclarée par le Paraguay en violation de plus d'un traité et notamment du Pacte Briand-Kellogg. La question n'a pas encore reçu de solution.

Les deux pays se prétendent souverains légitimes du Chaco le conflit peut donc recevoir une solution judiciaire par l'examen des titres de chacun des deux prétendants. Or la Bolivie invoque *l'uti possidetis jure*, de 1810 ; que pourrait invoquer le Paraguay ? 1) la reconnaissance de 1843 que tout le monde semble oublier dans cette affaire, et 2) la prescription acquisitive, mais seulement en tant que les territoires contestés ont été occupés depuis suffisamment de temps et avec les conditions de continuité et de paix voulues. Une sélection devra être faite par le juge, s'il y en a, pour appliquer la prescription aux régions qui ont été réellement possédées par le Paraguay, et depuis un temps assez long pour justifier l'acquisition, ce qui écartera les territoires occupés récemment et en vue de créer une situation de fait.

Au surplus peut-on ajouter que si le droit n'apparaît pas entièrement du côté de la Bolivie, il semble au contraire, que l'équité est, en ce cas, contraire au droit, et on pourrait recommander à celui qui sera désigné pour apporter une solution définitive au conflit du Chaco, de tâcher, par tous les moyens s'il en a le pouvoir, d'attribuer à la Bolivie un débouché économique vers la mer ; ceci éviterait bien des complications futures qui nous semblent inévitables avec la situation actuelle de ce pays.

Il faut atteindre la guerre dans ses raisons les plus profondes, en détruisant les causes importantes qui peuvent la déterminer. Dans cet ordre d'idées la conformation politico-économique des Etats est d'une importance capitale ; pour échapper au fléau de la guerre, le meilleur moyen n'est pas de le bannir, mais de lui enlever sa raison d'être.

Quant à ce que nous avons dit sur l'utilité de la prescription pour renforcer un droit imparfait ou incomplet on peut consulter en ce sens A. Hartmann¹, et G.G. Wilson². On peut donc dire que la prescription doit être appliquée, quand on est ainsi en présence d'une occupation irrégulière, de droits de première découverte problématiques et incertains, où l'on ne sait si le territoire contesté était sans maître au moment de l'occupation, et où rien n'est certain que la possession.

Dans l'étude des conditions et des délais, il est impossible de confondre la prescription des territoires habités avec celle des territoires non-habités ou simplement peuplés par des sauvages, car elles doivent obéir à des règles différentes étant donné que l'acquisition de ces territoires est différente dans chacun des cas : un territoire peuplé exigeant, pour être acquis légalement le consentement des populations qui l'habitent, tandis que, pour les territoires habités, aucune condition de ce genre n'existe.

1. *Institutionen des praktischen Völkerrechts in Friedenszeiten*, 2^e édit., Hannover, 1878, § 16, p. 54-55.

2. *Handbook of international law*, p. 71.

CHAPITRE II

CONDITIONS QUE DOIT REMPLIR L'EXERCICE DE LA SOUVERAINETÉ TERRITORIALE POUR SERVIR DE BASE A LA PRESCRIPTION ACQUISITIVE

On rencontre une grande quantité de telles conditions dans les ouvrages de droit international ; pour la plupart les auteurs se sont contentés de transporter en droit international toutes les conditions requises en droit interne pour acquérir la propriété par prescription.

On trouve, ainsi, dans la littérature internationale, les conditions suivantes : 1^o la bonne foi (*nec vi, nec clam, nec precario*), 2^o l'exercice de la possession à titre de souverain, 3^o la publicité, 4^o le caractère pacifique, 5^o la continuité etc.. Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de reprendre ces conditions, pour les raisons suivantes : *a.* la situation n'est pas la même sur le plan international et sur le plan interne, *b.* la souveraineté territoriale n'est pas, à proprement parler, une propriété, quoiqu'elle ait des points communs avec cette dernière¹, *c.* il ne faut pas abuser des analogies entre

1. V. sur ce point, D. Donati, *Stato e territorio*, 1924, p. 59-117 ; Diena, *Sulla natura del diritto dello Stato sul proprio territorio* dans *Rivista de*

droits, privé interne et public international¹, *d.* les anciens auteurs poussés par le désir de présenter un tableau complet du principe, et abusant du recours au droit privé, multipliaient à volonté les conditions prétendues nécessaires ; or, celles-ci sont souvent inapplicables, inutiles ou même nuisibles au principe de droit international, enfin *e.* les auteurs proposent ces conditions pêle-mêle sans distinguer entre les territoires ; or nous croyons que, au contraire, il faut faire la distinction entre territoires peuplés et non peuplés, les conditions requises n'étant pas identiques pour les uns et les autres.

Il est donc entendu que la souveraineté territoriale doit remplir certaines conditions, mais celles-ci sont beaucoup moins nombreuses et systématisées qu'en droit interne. Prenons par exemple, la bonne foi, qui est très utile en droit interne, où les biens changent fréquemment de mains, pour protéger surtout un tiers acquéreur ; elle n'a pas, d'ailleurs, même dans ce droit, un effet absolu, puisqu'elle ne contribue qu'à abrégier le délai requis pour prescrire ; si elle manque, l'inconvénient sera grand, car le possesseur aura besoin d'un délai beaucoup plus long, mais la prescription ne sera pas complètement écartée. A quoi bon exiger une telle condition en droit international, alors qu'elle ne sera jamais remplie ? car nous prétendons que, spécialement pour les territoires habités, l'Etat possesseur sera tou-

diritto internazionale, 1907, p. 305-318 ; Sakutaro Tachi, *op. cit.*, p. 34 ; A. Cavaglieri, *Règles générales*, *op. cit.*, p. 385. V. *contra*, W. Schoenborn, *op. cit.*, p. 117 ; H. Kelsen, *Théorie générale*, *op. cit.*, p. 210 ; Triepel, *Droit interne et droit international*, Recueil des Cours, t. I, 1923, p. 100-101.

1. V. en sens contraire, H. Lauterpacht, *Private law sources and analogies of international law*, 1 vol., 1927, qui prétend que le droit international n'est que le droit civil, appliqué entre nations.

jours de mauvaise foi. Et puis les situations qui se présentent en droit interne ne sont pas les mêmes qu'entre les Etats. Imagine-t-on l'Espagne, par exemple, disputant la possession de la Louisiane aux Etats-Unis, sous prétexte que la France, qui la leur a cédée, n'y avait aucun droit ? ou bien la Grèce revendiquant l'île de Chypre à la Grande-Bretagne, en se fondant sur le manque de droits de la Turquie, qui la lui a cédée en 1878 ? Il ne faut donc pas abuser des analogies.

On peut critiquer de même l'exigence de la publicité comme étant absolument inutile en droit international, où on ne peut concevoir une possession clandestine. De même pour la condition de l'exercice de la possession à titre de souverain¹ ; elle est absolument inutile, car ce n'est pas la possession pure et simple qui fonde la prescription, c'est l'exercice de la souveraineté territoriale ; or, il est évident que l'exercice de la souveraineté territoriale se fait à titre de souverain, autrement on ne l'appellerait pas ainsi, mais occupation, protection, mandat, etc., et, dans ces derniers cas, il est en principe, impossible de prescrire, par application du principe général « nul ne peut prescrire contre son titre ».

En vérité la prescription a besoin, pour attribuer des droits, de deux conditions très importantes : 1^o le silence du véritable souverain, pendant un certain laps de temps assez long pour légitimer la possession du nouvel acquéreur, et 2^o l'exercice effectif, continu et sans lacune de la souveraineté territoriale. La première se rattache à l'interruption du droit de la prescription,

1. Plusieurs auteurs disent : « à titre de propriétaire », (Phillimore, § CCLX), ce qui peut déjà mettre en garde contre cette allégation. Il est assez intéressant de remarquer que M. Verdross, *Règles générales, op. cit.*, p. 373, accepte cette condition et l'appelle, même *animus domini*.

la seconde a trait à l'interruption du fait de la possession ; nous rencontrerons cette distinction dans le chapitre sur l'interruption, et nous verons qu'elles arrivent toutes deux à éviter l'application de la prescription.

Ici nous n'aurons qu'à examiner les conditions que doit remplir l'exercice de la souveraineté territoriale pour servir de base à l'acquisition par l'effet du temps.

Section I

La prescription des territoires habités

Il faut distinguer entre la prescription dont nous nous occupons dans cette section, et la possession immémoriale ou prescription immémoriale, ou *immemorabilis*, ou *vetustas*, ou « unvordenkliche Zeit »¹ ; non que celle-ci soit de nature différente, mais parce qu'elle offre moins d'intérêt, puisqu'elle est indiscutable ; on a vu plus haut comment les négateurs de la prescription, présentent l'*immemorabilis* comme un principe original et différent de la prescription, et ce qu'il fallait penser de cette allégation ; mais si l'*immemorabilis* est une prescription, rien ne l'empêche d'être une prescription de nature particulière. En effet ce principe est basé sur l'*uti possidetis*, qui constitue le fondement du statut territorial de plusieurs Etats, surtout ceux de l'Amérique du Sud²,

1. On voit que ce principe, à l'instar des malfaiteurs et des mauvais sujets, possède une imposante quantité de noms. La notion, à cause même de cette polyonymie, est assez dangereuse, car on la présente souvent, comme étant différente de la prescription, alors qu'elle ne constitue qu'un aspect de ce principe.

2. V. Eusebio Ayala, *Le principe de l'« uti possidetis » et le règlement des questions territoriales en Amérique*, dans Revue de droit international, 1931, p. 455. Le Fur, *L'Affaire de Leticia* : dans Rev. Gén. de Droit Intern. Publ., 1934, p. 129 à 147.

et qui n'est nulle part contesté en droit international ; c'est pour cela qu'il nous sera permis de le négliger, car il ne soulève aucune question capable de causer des difficultés.

Quant à la prescription proprement dite des territoires peuplés nous ne rencontrons qu'une condition, mais elle est d'importance capitale : c'est le caractère pacifique de l'exercice de la souveraineté territoriale. On ne saurait trop insister sur l'exigence de cette condition, car c'est elle qui explique tous les phénomènes de la pratique internationale de la prescription ; notons qu'elle n'est pas la seule puisque l'on a vu que la souveraineté territoriale doit être exercée *animo domini*, comme dit M. Verdross, mais cette dernière condition est tellement évidente, d'après le titre même de notre chapitre : *exercice de la souveraineté territoriale*, qu'il est inutile d'y insister.

Il faut donc que la possession soit paisible ; suffit-il qu'il en soit ainsi dans les rapports internationaux entre Etats, ou faut-il qu'il en soit de même dans les rapports de l'Etat possesseur avec les populations soumises ? La décision de la Cour Permanente d'Arbitrage de la Haye, sur la souveraineté de l'île de Palmas ou Miangas, porte que la possession est suffisamment pacifique, quand elle a ce caractère vis-à-vis des autres Etats. Il semble que la Cour, en parlant de la sorte, avait exclusivement en vue la prescription des territoires inhabités, car il est impossible d'admettre que, pour l'acquisition d'un territoire peuplé, l'opinion de la population soit quantité négligeable en droit international.

En réalité on ne peut acquérir un titre par l'effet du temps, si l'exercice de la souveraineté est troublé, par

l'opposition soit de l'Etat, soit de la population soumise ; cette condition concerne donc la situation interne aussi bien que la situation internationale, et peut être même la première plus encore que la seconde. Tant que la situation interne des rapports entre Etat possesseur et population soumise ne sera point calme pendant un très long laps de temps, la conviction ne pourra pas naître que cette situation de fait est légale, et la souveraineté territoriale ne pourra être acquise de droit par l'Etat occupant. Il est nécessaire que la possession soit paisible au dedans comme au dehors, autrement le vice ne pourra pas être effacé par le temps. C'est l'idée qu'a voulu exprimer Heffter par sa phrase : « un siècle de possession injuste ne suffit pas pour enlever à celle-ci le vice de son origine », ¹ principe qui est interprété souvent comme un argument contre la prescription ; or cette idée, loin d'écarter des relations internationales le principe de la prescription acquisitive, vise seulement ses conditions d'application. M. le Professeur Le Fur, qui cite cette phrase dans son *Précis de droit international* (p.370), donne les exemples de la Pologne, de l'Irlande, de l'Alsace-Lorraine et du Saint-Siège ; nous ajouterons celui de notre patrie, la Grèce, et de tous les pays balkaniques (Bulgarie, Roumanie, Serbie, Monténégro, etc.).

1. A.G. Heffter, *Le droit international de l'Europe*, trad. franç., Jules Bergson, 3^e édit., 1873, § 12, p. 30.

Section II

La prescription des territoires inhabités

Nous avons dit que les auteurs ne distinguent pas entre territoires habités et territoires non habités, et ils appliquent indistinctement toutes les conditions sus-indiquées à toute sorte de territoires ; or il existe incontestablement une différence entre ces deux catégories de territoires ; cette différence n'est pas seulement pratique ; elle doit aussi être théorique car les moyens d'acquisition ne peuvent pas être les mêmes¹ dans chacun des deux cas.

Quoi qu'il en soit, nous croyons pouvoir affirmer que la prescription des territoires non peuplés doit être soumise à des règles un peu plus strictes car elle doit aussi être admise plus rapidement. Eliminons tout de suite une objection : mais les territoires inhabités s'acquièrent par occupation, nous disent les tenants de l'opinion de l'inexistence de la prescription en droit international. Faut-il rappeler, pour répondre à cette objection que, suivant les règles de Berlin (1884), l'occupation, pour attribuer des droits, doit s'appliquer à un territoire sans maître, et être effective et notifiée ?

2. Gaston Jèze, *Etude théorique et pratique sur l'occupation*, op. cit., distingue pour l'application de l'occupation entre les territoires peuplés par des nations civilisées, par des sauvages, et ceux qui sont déserts. A propos des sauvages (ou barbares) voici ce que nous dit M. Jèze, p. 93, N° 3 : « Déclarer que les barbares étaient des esclaves constituait déjà un progrès ; on reconnaissait par là qu'ils étaient des hommes. On avait longuement discuté, lors de la découverte du Nouveau Monde, si les Indiens étaient des hommes ou des singes. Il y eut une bulle à Rome pour trancher la question ».

1) S'il arrive que le territoire occupé ne soit pas sans maître, et que, malgré l'effectivité et la notification de l'occupation, le véritable souverain garde un silence compromettant pendant un certain laps de temps, suffisant pour fonder la prescription, et qu'il ne songe à revendiquer le territoire qu'alors que l'occupant le possède depuis longtemps, quelle est l'institution juridique qui attribuera la souveraineté territoriale ? La prescription, incontestablement. 2) S'il arrive que le territoire occupé soit bien sans maître, mais que l'occupation n'ait pas été notifiée, tout en étant effective, quel droit l'occupation ainsi incomplète attribuera-t-elle ? un droit imparfait, un droit naissant, un « inchoate title » ; quelle est l'institution qui permettra de consolider ce droit ? La prescription. Et s'il arrive 3) qu'une frontière soit contestée, la possession paisible et prolongée sera encore le seul critère de la souveraineté territoriale. On voit donc que l'occupation n'est pas le seul mode d'acquérir la souveraineté territoriale sur les territoires inhabités, et que la jurisprudence arbitrale a eu raison d'appliquer toujours ce principe aux territoires dont l'occupation était de validité douteuse.

Cette objection écartée, cherchons quelles sont les conditions de la prescription des territoires déserts ou peuplés par des sauvages n'offrant aucune organisation étatique.

1^o — *La bonne foi*. Nous ne croyons pas que cette condition soit plus exigeable pour les territoires inhabités, qu'elle ne l'était pour les territoires habités. Néanmoins nous sommes obligés de la prendre en considération car la jurisprudence arbitrale montre des tendances à l'exiger. En tout cas, même si elle est requise,

son effet sera simplement d'abrégier le délai, nécessaire pour prescrire, et elle ne pourra jamais, par son absence, écarter complètement l'application de la prescription.

On a vu que la bonne foi est inutile pour l'acquisition, par l'effet du temps, des territoires peuplés ; en effet l'Etat possesseur de tels territoires sera toujours de mauvaise foi, excepté si l'acquisition a été conforme au vœu de la population : cession du comté de Nice et de la Savoie par la Sardaigne à la France en 1860 ; des îles Ioniennes par la Grande-Bretagne à la Grèce en 1863 ; réintégration de l'Alsace-Lorraine à la France en 1920, etc. et alors il n'y aura pas de prescription car l'acquisition sera légale dès le début. Mais ne croyons pas que la bonne foi soit plus possible et surtout plus utile en ce qui concerne les territoires inhabités ; elle sera toujours rare et son effet même si elle existe ne sera pas très important.

En tout cas il se trouve des arbitrages qui prennent en considération cette condition ; ainsi, dans la *contestation de frontière entre la Colombie et le Vénézuéla*, arbitrée en 1891 par Dona Maria Cristina, régente d'Espagne¹, il est dit : « Considérant que le Vénézuéla est en possession *bona fide*... ».

2° — *Le caractère pacifique* de la possession conserve toute son importance maintenant comme précédemment, mais ici il suffit que cette condition ait lieu seulement dans le domaine international, et il paraît que les termes de l'arbitrage de Palmas sont maintenant justifiés²,

1. Lafontaine, *Pasicrisie*, p. 515.

2. « The continuous and peaceful display of territorial sovereignty (*peaceful in relation to other States*) is as good as a title ». L'exercice continu et pacifique (*pacifique en ce qui concerne les autres Etats*), est équivalent à un titre (légal). Publications de la C.P.D.A., 1928, p. 16.

car les difficultés que l'Etat occupant rencontre avec les indigènes, ne paraissent pas, dans l'état actuel du droit international, devoir être pris en considération.

3° — *La publicité*. Nous maintenons notre allégation qu'on ne peut pas concevoir de possession clandestine en droit international. Mais si on entend par publicité, la notification de l'occupation conformément aux règles de Berlin, nous admettons bien qu'une occupation notifiée est de nature à abréger le délai de prescription. L'effet de la notification sera le même que celui de la bonne foi, là où elle existe.

4° — *La continuité*. Cette condition signifie qu'il ne doit pas y avoir de lacunes dans l'exercice de la souveraineté territoriale. On doit être d'accord sur la signification du mot « lacune » ; il ne comprend pas tous les cas d'intermittence de la possession, car il existe des territoires qui ne sont pas susceptibles de possession continue ; dans ces cas il suffit que l'exercice de la souveraineté territoriale soit régulier, malgré son intermittence. Ces solutions sont déjà acceptées par la doctrine et la pratique internationale en ce qui concerne la détermination de l'occupation effective ; les mêmes considérations seront valables pour déterminer la continuité de l'exercice de la souveraineté territoriale.

La Cour Permanente d'Arbitrage, dans l'*Affaire de Palmas*, énonce expressément cette condition. Mais, aussitôt posé, le principe est écarté par la Cour. Voici les circonstances de l'affaire : l'île de Palmas est située à l'extrémité des îles Moluques de telle sorte qu'elle paraît faire partie de l'archipel des Philippines. En 1906 le capitaine Wood débarque sur l'île et affirme la souve-

raineté américaine, héritière des droits de l'Espagne sur ces régions depuis la guerre de 1898 ; les Pays-Bas protestent aussitôt, mais les négociations, retardées par la guerre de 1914-1918, n'aboutissent à un compromis d'arbitrage qu'en 1925 ; l'affaire est portée devant la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye et celle-ci rend son jugement le 4 avril 1928.

Les Etats-Unis invoquèrent le droit de première découverte de l'Espagne, dont ils étaient les héritiers, ainsi que l'art. V du Traité de Munster (Westphalie, 1648) ; mais le tribunal admit l'argumentation hollandaise basée sur l'exercice pacifique et continu de la souveraineté territoriale sur l'île de Palmas, depuis 1666, date à laquelle les Espagnols se retirèrent des Moluques, en réservant leurs droits dans la forme, mais en ne faisant rien, depuis, pour les sauvegarder. Les Pays-Bas ne peuvent exciper d'aucun acte de souveraineté entre 1726 et 1825 ; néanmoins la Cour estime que cette lacune n'a pas été suffisante à détruire le caractère continu de la possession hollandaise, et décide qu'en 1898, lors de la succession des Etats-Unis aux droits de l'Espagne sur les Philippines, les Pays-Bas avaient déjà acquis par leur longue possession la souveraineté sur l'île de Palmas, de sorte que l'Espagne n'a pu transmettre aucun droit aux Etats-Unis.

La décision est excellente ; il n'y a qu'une critique à faire, et celle-ci concerne justement les lacunes dans la possession hollandaise. Nous ne croyons pas, comme le prétend la Cour, que l'immense lacune (presque 100 ans) n'a eu aucun effet sur la continuité de la possession des Pays-Bas, et il est regrettable que la Cour, après avoir posé le principe de la possession continue, l'écarte aussi-

tôt, en lui apportant une considérable dérogation ; il aurait été tellement plus simple de dire que, même si la possession avait perdu son caractère de continuité de 1726 à 1825, la possession entre 1825 et 1898 était suffisante pour fonder le droit des Pays-Bas ; ainsi l'exercice de la souveraineté territoriale n'aurait pas duré 232 ans (1666-1898), mais 73 ans (1825-1898), ce qui paraît déjà bien suffisant pour un territoire de cette nature. En tout cas cette dérogation au principe de la continuité ne porte pas atteinte à sa validité comme condition de l'exercice de la souveraineté territoriale apte à fonder une prescription, et il ne faudra pas, pour que celle-ci ait lieu, que la possession comporte de lacunes trop importantes.

CHAPITRE III

DÉLAIS DE LA PRESCRIPTION ACQUISITIVE

On a beaucoup discuté sur la nécessité d'un délai à la prescription de droit international. Les adversaires de ce principe ne comprennent pas de prescription sans délai préfixé, ils estiment qu'il est de son essence, et ils voient dans l'absence de tels délais une raison pour le faire rejeter. Les autres disent qu'il ne faut pas confondre principe avec règles d'application, le droit international comprenant le premier, mais non encore les secondes ; tous sont d'ailleurs d'accord pour déplorer l'absence de telles règles positives fixant les délais précis. En général on décide, étant donné cette lacune, que le délai suffisant sera déterminé par le juge dans chaque cas particulier, et, suivant les circonstances différentes, il sera plus ou moins long. On s'accorde à exiger un exercice de la souveraineté plus que centenaire (délai proposé par Vattel), et certains auteurs proposent pour la prescription des territoires déserts, des chiffres d'années, forcément arbitraires, mais qui ont l'intérêt de faire connaître les tendances de l'opinion publique en ce qui concerne ce point.

Section I

La prescription des territoires habités

Le délai est d'une importance capitale, mais il n'est quand même pas essentiel à la prescription. Surtout en ce qui concerne la prescription des territoires habités le délai semble perdre beaucoup de son importance, car on ne peut imposer un chiffre d'années déterminé à un territoire dont l'acquisition dépend aussi d'éléments autres que la simple possession, ou si l'on préfère, le simple exercice de la souveraineté territoriale.

Vattel propose une période de cent ans et plusieurs auteurs le suivent sur ce point ; mais ils sont dans l'erreur, car nous verrons combien la durée de la possession suffisante est instable. Oppenheim trouve une très belle formule et propose un délai rationnel en disant : « Pourvu que le possesseur ait exercé paisiblement sa « souveraineté pendant un laps de temps suffisant à « créer la conviction générale que l'état de choses actuel « est conforme à l'ordre international ». Le délai pour la prescription sera celui qui suffira à créer la conviction générale de légalité, et ainsi il pourra varier dans chaque cas pour le plus grand bien de son adaptation et de son applicabilité à des situations très différentes. Si la prescription perd cette élasticité et cette flexibilité ; si elle est enfermée dans la rigidité d'un délai préfixé, elle ne pourra plus être appliquée en droit international car on préférera rejeter ce principe, plutôt que de sanctionner, en l'acceptant avec un délai rigide et applicable à tous les cas sans distinction, des injustices qu'aucun droit

ne pourrait admettre. Un délai est donc non seulement inutile, mais aussi nuisible au développement de la prescription. Rien de précis ne doit être préconisé en cette matière, sinon que la durée de la possession est sûrement beaucoup plus longue que pour la prescription de pays déserts, ou peuplés par des sauvages.

On sait qu'en 1815, lorsque les provinces rhénanes furent rattachées à la Prusse elles étaient tout à fait françaises et l'empereur Guillaume I^{er}, tout jeune encore à cette époque, s'était demandé avec perplexité comment son pays pourrait garder ces provinces qui lui étaient si hostiles. Pourtant en 1875 déjà le droit de l'Allemagne sur cette contrée ne pouvait plus être mis en doute, et l'on offenserait bien un Rhénan en lui disant qu'il n'est pas Allemand. 60 années avaient suffi pour accomplir ce que 150 ans en Pologne et 400 années en Grèce n'ont pu faire. 150 ans après une domination étrangère un Polonais était toujours un Polonais et son territoire, quoique faisant partie, en fait, de la Russie, de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, n'appartenait en droit international qu'à lui. D'ailleurs, par sa résistance permanente, il empêchait de naître cette conviction générale de légalité dont nous avons parlé plus haut. En Grèce la situation était la même.

Au contraire en Asie-Mineure les Turcs parvenaient à se faire considérer comme chez eux, à créer des traditions, une histoire, et à y exercer légalement leur souveraineté, alors que tout le monde sait que l'Asie Mineure n'a pas été moins violemment conquise par ce peuple que les parties européennes de son territoire. Néanmoins les Turcs exercent aujourd'hui légalement leur souveraineté sur l'Asie Mineure et personne n'oserait préten-

dre qu'ils n'y ont pas de droits ; pourtant aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, lorsque, venus du fond de l'Asie, ils s'installaient dans ces régions, c'était en violation manifeste du droit, et ils étaient considérés comme des usurpateurs. Comment l'usurpation est-elle devenue possession légale ? Par l'effet du temps ; il n'y a pas d'autre explication juridique, car les traités ne vinrent que très tardivement sanctionner un état de fait existant depuis si longtemps qu'il était devenu légal.

La Corse faisait partie de la République de Gênes ; cette dernière avait une dette envers la France, qu'elle ne paraissait pas vouloir payer. En 1768 la France occupe la Corse pour en assurer le paiement, et la dette n'ayant été définitivement pas payée, la Corse est devenue française. Pourrait-il en arriver ainsi autrement que par prescription ?

On voit que tous ces exemples pris dans la pratique internationale comportent tous des délais fort longs et imprécis, mais c'est l'institution et la nature des territoires auxquels elle s'applique qui le veulent ainsi. Dans la pratique judiciaire internationale, il ne s'est pas encore présenté de contestation relative à des territoires habités possédés depuis un temps très long, 1^o parce que ces questions ont toujours eu un caractère politique très marqué et se réglaient généralement par des guerres quand elles ne pouvaient trouver de solution amiable par voie diplomatique, et 2^o parce que ce principe est tellement ancré dans l'opinion générale des principes qui font partie du droit international, que l'Etat niant l'effet du temps serait sûr de perdre son procès devant un tribunal quel qu'il soit, que celui-ci statue en équité ou en droit. La jurisprudence est au contraire assez

abondante pour la prescription des territoires déserts ou peuplés par des sauvages.

Section II

La prescription des territoires inhabités

Pour cette dernière Dudley Field propose 50 ans¹ ; tandis que E. Duplessix estime avec Fauchille que 30 ans sont suffisants pour exclure la réclamation d'un autre Etat². Ces tentatives de réglementation répondent mieux à la nature et au but de cet aspect de la prescription et il serait bon que les Etats s'entendent pour édicter un délai déterminé ; il y a déjà le précédent du traité anglo-vénézuélien de 1897 qui a adopté le chiffre de 50 ans.

La jurisprudence internationale est assez anarchique en ce qui concerne cette question ; dans l'affaire de l'*Alpe Craivarola*, l'Italie invoque une possession de quatre siècles ; c'est déjà de la prescription immémoriale pour un territoire qui n'en demandait pas tant³. On peut en dire de même de l'affaire de *Delagoa* arbitrée par le président Mac-Mahon entre la Grande-Bretagne et le Portugal (24 juillet 1875), où il est dit : « Attendu « que la baie de Delagoa ou Lorenço-Marquès a été découverte au xvi^e siècle par les navigateurs portugais.. ; « que, depuis la découverte, le Portugal a en tout temps « revendiqué des droits de souveraineté sur la totalité

1. *Projet d'un Code International*, 1 vol., trad. franç., Alb. Rolin, 1881, art. 52, p. 23.

2. E. Duplessix, *La loi des Nations (projet de Code)*, 1 vol., 1906, art. 282. — Fauchille, *Traité de droit international public*, op. cit., t. I, 2^e partie, N^o 557, 8^e.

3. Lafontaine, *Pasicrisie*, p. 204.

« de la baie et des territoires riverains, ainsi que le droit
« exclusif d'y faire le commerce ; que de plus, il a appuyé
« à main armée cette revendication contre les Hollan-
« dais vers 1772, et contre les Autrichiens en 1781 »¹.

Mais, dans l'affaire de *Palmas*, 73 années sont considérées comme suffisantes², malgré ce que pourrait faire croire la lettre de la décision ; et pareillement dans l'affaire du territoire *El Chamizal* entre le Mexique et les Etats-Unis d'Amérique (10 juin 1911)³, les Etats-Unis invoquent une possession de 47 ans (1848-1895) d'ailleurs repoussée non parce qu'elle a été jugée insuffisante, mais parce qu'elle n'a pas été paisible.

Dans la pratique la tendance observée en ce qui concerne les délais beaucoup plus courts de cette prescription n'est pas moins marquée. Ainsi la Russie dans l'affaire de l'Alaska, invoque une possession de 60 ans, ce qui se rapproche assez des chiffres que nous avons rencontrés sur ce point dans la jurisprudence et la doctrine. On voit que le nombre d'années proposé converge vers 50, délai le plus raisonnable, qui est accepté par Dudley Field et le traité anglo-vénézuélien. Mais, malgré cette tendance, on peut encore se demander si la fixation d'un délai déterminé et rigide favoriserait le développement de la prescription ; ce que le principe gagnerait en clarté, il le perdrait sans doute en efficacité et en justice. Par crainte d'une injustice les tribunaux écarteraient la prescription dans les cas douteux, et ce qui aujourd'hui paraît normal apparaîtra comme une dérogation aux règles précises du droit international positif ; rien n'est plus nuisible à un droit que des principes qui

1. Lafontaine, *Pasicrisie*, p. 172.

2. Publications de la C.P.D.A., année 1928, p. 53.

3. Amer. Journ. of Internat. Law, t. V, 1911, p. 807.

n'existent que sur le papier, et ce sera bien le cas quand le délai préétabli s'avèrera manifestement insuffisant.

L'hypothèse que nous envisageons est d'ailleurs loin d'être réalisée, car il est bien improbable que les Etats puissent s'entendre sur cette question d'ici peu. Néanmoins, et malgré notre remarque, le délai garde toute son utilité et il serait souhaitable qu'il en fut déterminé un, car ceci mettrait au moins tout le monde d'accord sur l'existence du principe, et faciliterait la tâche du juge, qui aujourd'hui tâtonne dans l'obscurité pour rechercher un délai nécessaire et suffisant, et il est ainsi obligé de remonter jusqu'à la première occupation, la découverte, examiner ses caractères ainsi que ceux de l'exercice de la souveraineté, en fouillant partout pour trouver une base que le droit international positif ne lui fournit pas.

Il faut donc un délai, mais il ne faut pas qu'il soit trop précis. Or il n'y a que le délai mobile, se mouvant entre deux plafonds légaux, qui puisse donner pleine satisfaction sur ce point ; c'est le seul qui garde cette souplesse indispensable à toutes les règles du droit international. Les Etats n'auront qu'à édicter deux délais ; le minimum et le maximum. Au-dessous du premier il sera impossible d'invoquer la prescription, et au-dessus du second le juge n'aura aucun droit d'appréciation. Entre les deux le juge pourra appliquer ou repousser la prescription suivant les circonstances de l'espèce. La prescription par exemple, pourra être en droit international de 50 à 80 ans ; ce qui signifiera que, à partir de 50 ans d'exercice pacifique et ininterrompu de la souveraineté territoriale, la prescription pourra être invoquée ; entre 50 et 80 ans la prescription, si elle est invoquée, sera appliquée ou non selon l'appréciation du juge, et,

à partir de 80 ans, elle ne pourra plus être repoussée. Il est bien entendu que, dans tous ces cas, aucune condition ne doit faire défaut à la prescription pour que celle-ci soit applicable ; au contraire, si la possession ne réunit pas toutes les conditions requises, un nouveau délai devra être prévu (100 ans par exemple), au-dessus duquel la prescription même imparfaite devra être appliquée, le juge restant libre entre 80 et 100 ans de l'accepter ou de la rejeter à cause de son imperfection. Le délai doit courir à partir de l'occupation du territoire par le nouveau possesseur, et non à partir du jour où ce fait a été porté à la connaissance de l'Etat qui se prétend frustré, car l'Etat est censé connaître tout ce qui se passe sur son territoire ; en tout cas cette considération ne porte pas atteinte à l'obligation où se trouve le nouveau possesseur de rendre son occupation publique, et n'empêche pas le juge d'exiger un exercice plus long de la souveraineté quand l'occupation et la possession ont été clandestines. Avec ces garanties de souplesse nécessaire un délai pourra être déterminé d'avance par une convention générale ; malheureusement cette hypothèse ne peut être que théoriquement envisagée pour le moment, à cause de la crise passagère (espérons-le) que traverse aujourd'hui le droit international.

Pourtant la nécessité d'un tel délai se fait de plus en plus sentir surtout depuis que les arbitrages sur la souveraineté des territoires se font plus nombreux. Il faut en effet remarquer que ceux-ci deviennent de plus en plus fréquents, et la contestation territoriale, que celle-ci soit de frontière ou non, prend, avec les réclamations fondées sur la responsabilité internationale des Etats, le caractère de l'arbitrage type.

Il est dorénavant indispensable que le juge international ait à sa disposition des données positives sur lesquelles il lui sera possible de baser ses décisions, et la durée d'exercice de la souveraineté nécessaire pour fonder la prescription du droit des gens en est une qui lui allègera considérablement sa lourde tâche ; mais il existe une raison théorique si pressante qu'elle est capable de faire le plus grand tort au développement de la prescription, et c'est l'opinion que professent certains auteurs qu'un délai est indispensable à la notion de prescription, et qu'il est inconcevable de soutenir qu'une prescription peut exister sans délais déterminés par la loi positive¹. Nous avons vu ce qu'il fallait penser de cette idée, mais il n'empêche que nombreux sont encore les internationalistes qui acceptent cette manière de voir, et ceci constitue le plus grave danger pour la prescription, qui est ainsi négligée et considérée comme question douteuse puisque très débattue. Si les auteurs ne créent pas le droit, du moins ils contribuent par leur accord à faire reconnaître dans le droit positif des principes de droit objectif ; nous savons que la prescription fait partie du droit positif, mais le tort que lui causent les divergences des auteurs est qu'elles permettent à l'Etat, qui a intérêt à voir la prescription repoussée, de contester chaque fois et dans chaque cas d'application son existence en droit international ; ainsi le juge, très soucieux de l'exécution de sa sentence, est amené à rechercher d'autres bases alors qu'il tient en mains la plus forte de toutes.

1. Ce qui n'empêche pas d'autres internationalistes beaucoup plus nombreux et, sinon plus, du moins également importants, de le faire.

CHAPITRE IV

INTERRUPTION DE LA PRESCRIPTION

On doit bien distinguer entre l'interruption de la possession et celle de la prescription ; de même il ne faut pas confondre le fait de la possession avec le droit de la prescription ; mais la possession constituant l'élément essentiel, nécessaire et indispensable de la prescription, la confusion est facile, puisque l'une ne peut être conçue sans l'autre, et elle peut conduire à des constatations erronées. Ainsi, pour illustrer notre idée, une guerre interrompt la prescription ; une révolte des habitants du territoire occupé interrompt la possession, en ce sens qu'elle la constitue viciieuse et impropre à fonder une prescription ; elle arrive ainsi au même résultat que la première ; empêcher la prescription d'accomplir son œuvre stabilisatrice au détriment peut-être des droits individuels, mais par des moyens détournés. L'interruption de la possession la vicie et rend ainsi la prescription impossible, (sans possession, pas de prescription), tandis que l'interruption de la prescription arrive à ce même résultat sans que la possession soit obligatoirement viciée. La première s'attaque au fait de l'appréhension sans lequel, dans la prescription, il n'y a pas acquisition ; la seconde s'attaque au droit même de l'acquisition par

prescription. La première enlève toujours le droit de prescrire, tandis que la seconde peut ne pas enlever le droit de posséder. On peut imaginer une interruption de la prescription (par exemple la protestation) qui laisse au possesseur la possession du bien, tout en lui enlevant la possibilité de l'acquérir par celle-ci ; une interruption fait perdre à la possession un caractère indispensable à sa validité comme base de la prescription ; il s'agira le plus souvent du caractère pacifique ou continu, et une condition manquera désormais à notre principe.

Ainsi on lit très couramment dans les livres que seul un sujet du droit international, c'est-à-dire un Etat, peut interrompre la prescription par voie de protestation. Rien n'est plus faux, car, sans parler de la qualité de l'individu comme sujet du droit international¹, les individus peuvent parfaitement interrompre indirectement la prescription par leur insoumission, qui rend l'exercice de la souveraineté territoriale vicié et inapte à fonder l'acquisition.

Dans ces conditions, on peut dire que la prescription des territoires peuplés ne peut pas être interrompue, au sens étroit qu'on donne à ce mot : (interruption de l'acquisition par prescription), car celle-ci éveille en nous la notion du délai qui devra recommencer à courir ; or on sait que cette prescription ne souffre pas de délai déterminé, et le seul moyen d'en empêcher les effets (ce qui pratiquement se résout à une interruption), est de prendre soin à ce que les conditions nécessaires lui fassent défaut, soit par l'interruption de la possession, soit par le non acquiescement manifeste des populations

1. V. Tenekidès, *L'individu dans l'ordre juridique international*, thèse, Paris 1933 ; Sejeriades, *Rapport à l'Institut de droit international, Annuaire*, t. XXXV, New-York, 1929, p. 505.

qui habitent le territoire soumis à la prescription. L'Etat primitivement souverain de cette région aura beau protester ; du moment que l'exercice de la souveraineté du nouvel acquéreur se fait dans les conditions de paix et de continuité voulues, que la population semble consentante, et que la conviction naît de la légalité de cette situation dans le milieu international, l'effet du temps ne pourra pas être annihilé par la simple volonté d'un Etat qui s'obstine à protester contre une situation qui présente toutes les conditions et garanties de légalité requises.

Ici il est bon de rappeler le cas du Saint-Siège¹ ; celui-ci est incontestablement un Etat depuis 1929 ; il l'était aussi avant 1870 ; mais entre 1870 et 1929 l'était-il ? Question très débattue puisque il manquait à cet Etat, si Etat il y avait, un élément essentiel : le territoire. Or on s'est posé la question de savoir si à la longue l'Italie pourrait, par l'effet du temps sur l'exercice long, paisible et ininterrompu de la souveraineté territoriale acquérir légalement les territoires qu'elle avait enlevés au Pape en 1870. La question était d'autant plus embarrassante qu'il n'existait pas d'opposition populaire, la population des territoires pris au Pape consentant à ce nouvel état de choses. A notre avis, il n'y avait pas lieu d'hésiter : les territoires pourraient être acquis par l'effet du temps, *mais seulement les territoires*, car le Pape ne pouvait perdre sa qualité de personne internationale par l'effet du temps. D'ailleurs le temps écoulé n'avait pas été suffisant, puisque la conviction n'était pas née que l'Italie exerçait légalement sa souveraineté sur les provinces romaines et

1. V. sur cette question, L. Le Fur, *Le Saint-Siège et le droit des gens*, 1 vol.

le Pape n'avait cessé de protester. Il ne pouvait pas interrompre l'effet du temps pour cela, mais il pouvait au moins empêcher ou retarder la naissance de cette conviction, qui constitue le fondement de tout droit.

L'Alsace-Lorraine ne pouvait pas devenir allemande tant que la population n'y consentait pas ; le professeur Le Fur l'a bien fait remarquer¹ et nous ajouterons que, de 1870 à 1920, l'espace de temps n'avait pas suffi pour faire oublier le vice de son acquisition par l'Allemagne, et qu'au surplus l'opposition de la population viciait constamment l'exercice de la souveraineté allemande. Le professeur Le Fur ajoute d'autres exemples : celui de l'Irlande ou de la Pologne². Ces cas de non application de la prescription s'expliquent par des considérations déjà énoncées : 1° on ne prescrit que des territoires, 2° dans les cas précités, la résistance acharnée des populations empêchait les conditions d'exercice pacifique et ininterrompu de la souveraineté de se réaliser, et 3° cette même résistance empêchait la conviction internationale de légalité de naître, ce qui faisait que personne ne croyait que la Pologne était légalement soumise à la souveraineté de la Russie, de l'Autriche-Hongrie et de la Prusse, et que l'Irlande était légalement soumise à l'Angleterre.

Dans ces trois derniers cas il s'agit donc d'interruption de la possession suffisante pour mettre en échec la prescription des territoires peuplés qui est ainsi privée d'une de ses conditions nécessaires.

La situation est différente pour la prescription des territoires inhabités. Ici le besoin du délai se fait sentir,

1. *Précis de droit international public*, 1 vol., Paris, Dalloz, 1931, N° 686, p. 370.

2. *Loc. cit.*

même si celui-ci, comme nous l'avont dit, ne doit pas être trop rigide. A côté de l'interruption de la possession, qui reste toujours possible (par exemple si la possession n'est pas continue et comporte des lacunes), on peut interrompre la prescription par divers moyens légaux. L'interruption de la prescription a pour effet, de rendre inutile tout le temps antérieur d'exercice pacifique et continu de la souveraineté territoriale, et d'obliger le possesseur à recommencer la possession comme s'il venait d'occuper le bien contesté.

Le moyen le plus courant, en droit international, de sauvegarder ses droits, est la protestation ; on en rencontre très souvent dans la pratique internationale et on peut en déduire certaines conditions de validité. En deuxième lieu nous trouvons l'action en justice ; celle-ci est beaucoup moins fréquente en droit international qu'elle ne l'est en droit interne, et les raisons en sont multiples : absence, jusqu'à ces derniers temps, d'un tribunal international vraiment permanent : caractère politique des questions territoriales, etc.. En troisième lieu et depuis l'existence de la Société des Nations il faut admettre que, si l'Etat lésé, au lieu de protester directement, en appelle plus simplement à la S.D.N., conformément à l'art. 11, § 2 du Pacte, il interrompt par là la prescription. Enfin, en quatrième et dernier lieu, nous nous demanderons si la guerre interrompt la prescription.

§ 1. *La protestation en droit international*

La protestation, pour être valable et atteindre son but, doit réunir certaines conditions : 1^o Il faut qu'elle

concerne la violation d'un droit et non d'un intérêt politique et que le droit violé soit celui du protestataire lui-même, 2° Que le protestataire soit sujet du droit international : Etat, Société des Nations, diverses autres organisations, et même les particuliers, dans la mesure où ceux-ci sont reconnus comme sujets du droit international ; 3° La protestation doit exprimer clairement quel est le droit violé. Dans ces conditions la protestation sera valable et aura pour effet de sauvegarder le droit, en détruisant la présomption de la règle « qui ne dit mot consent », et en interrompant la prescription. La protestation n'a d'effet que dans les rapports du prescrivante et du protestataire, et un Etat tiers, qui aurait peut-être à revendiquer des droits de souveraineté sur le même territoire, ne pourra pas invoquer l'interruption par la protestation d'un autre Etat. Si la protestation émane de la Société des Nations, on peut se demander si son effet ne bénéficiera pas à tous les membres ; il semble que non, car la S.D.N. agit dans ces cas soit en son propre nom, distinct de celui de ses membres, soit au nom d'un de ses membres, mais pas au nom de tous (chacun pris individuellement), car en ce cas il faudrait que chacun de ses membres possède des droits sur la même région ce qui est impossible. Il est déjà assez rare de rencontrer l'hypothèse que nous envisageons, c'est-à-dire que deux Etats aient des droits, ou croient en avoir, sur un même territoire possédé par un troisième ; le cas s'est présenté dans la contestation relative à l'île d'Aves¹, arbitrée par Dona Isabelle, reine d'Espagne, entre les Pays-Bas et le Vénézuéla (30 juin 1865) ; lorsque, en 1854, le colonel Diaz affirma

1. La Pradelle-Politis, *Arb. Int.*, t. II, p. 403-421.

la souveraineté du Vénézuéla sur cette île, et avant la revendication des Pays-Bas qui eut lieu en 1857, les Etats-Unis soulevèrent aussi des revendications en ce qui concerne la souveraineté de ce territoire¹. Si, dans un pareil cas, dans lequel toutes les parties, (ou du moins les deux qui revendiquent des droits violés), seraient membres de la Société des Nations, celle-ci soulevait une protestation, il faudrait qu'elle le fit au nom de tous ceux de ses membres qui peuvent avoir un droit sur la région illégalement possédée, autrement l'interruption ne pourrait pas bénéficier à chacun de ces pays pris isolément.

Mais une protestation pure et simple par voie diplomatique suffit-elle à interrompre la prescription ? En principe oui, mais il faut pour cela que la protestation soit suivie d'une contestation et d'un règlement de la question ; sinon on a vu qu'un Etat pourra protester indéfiniment, s'il le fait sans résultat il ne pourra pas interrompre l'effet du temps. Le mérite d'une protestation, même sans résultat, sera de tenir l'opinion publique internationale en éveil, mais ces protestations académiques finissent par ne plus avoir aucune utilité.

On a vu que les protestations des populations des territoires peuplés interrompent indirectement la prescription puisqu'elles détruisent la présomption de leur consentement à cette situation de fait ; elles sont donc beaucoup plus efficaces que les protestations de l'Etat ; elles sont aussi plus difficiles, car, en général, elles coûtent cher en sang et en liberté à ces populations :

1. On peut citer dans le même sens le récent conflit du Chaco entre la Bolivie et le Paraguay. Or le territoire Chaco avait déjà fait l'objet d'une contestation entre ce dernier pays et la République Argentine.

l'île de Chypre s'est soulevé en 1932, d'ailleurs sans résultat, contre la domination anglaise, elle y a perdu plusieurs vies, ainsi que l'ombre de l'autonomie locale qu'elle possédait avant, mais elle a montré son opposition formelle à cet état de choses et on ne pourra pas parler de prescription à l'égard de ce territoire avant très longtemps. Les individus conservent donc toujours la possibilité d'écarter l'application de la prescription par leur opposition constante à la domination étrangère ¹.

La protestation constitue donc le premier mode d'interruption de la prescription et de sauvegarde des droits en danger ; mais il en existe d'autres, peut-être moins fréquents , mais beaucoup plus efficaces.

§ 2. *L'action en justice*

Il n'y a pas longtemps qu'un Etat peut actionner un autre Etat en justice ; un tribunal international vraiment permanent n'existe que depuis 1922 et il s'appelle la Cour Permanente de Justice Internationale. Avant cela il existait bien une Cour Internationale, qui s'appelait permanente, créée en 1899 à la Première Conférence de la Paix, à La Haye, et qui existe d'ailleurs encore, la Cour Permanente d'Arbitrage ; mais celle-ci n'avait que le nom, puisque ce n'était qu'une liste permanente d'arbitres ; on ne pouvait citer en justice directement comme on peut le faire aujourd'hui, tout au moins pour les Etats qui ont accepté l'art. 36 du Statut

1. Comp. : Hannis Taylor, *A treatise on international public law*, op. cit., N° 219, p. 265 : « But as the rule does not extend beyond its reason, a title thus acquired by prescription is only good internationally, and does not bar any right which the inhabitants of appropriated territory may have to free themselves from a foreign yoke ».

de la Cour Permanente de Justice Internationale, appelé plus communément : clause facultative d'arbitrage obligatoire, et il fallait toujours la signature d'un compromis, absolument nécessaire, pas seulement parce que l'arbitrage était facultatif (il l'est en grande partie encore), mais aussi parce que sans compromis qui désignât les arbitres, et organisât le tribunal, celui-ci ne pouvait pas exister.

Aujourd'hui la situation est différente ; une citation directe est possible pour les Etats ayant signé l'art. 36 du Statut de la Cour. Le progrès a été considérable, presque tous les Etats, (41), ayant signé la clause facultative d'arbitrage obligatoire. Il est, dès lors, possible de citer un Etat directement devant un tribunal, comme en droit interne le demandeur cite le défendeur¹.

Dans ces conditions il est incontestable que le meilleur moyen d'interrompre la prescription est de citer l'Etat possesseur en justice. Malheureusement, comme nous l'avons vu, ceci n'est pas toujours possible : 1^o parce que tous les Etats ne sont pas signataires de la clause facultative d'arbitrage et 2^o parce que les questions de composition territoriale des Etats, surtout pour les régions importantes et peuplées, sont considérées, à tort ou à raison, comme des questions politiques soustraites à l'arbitrage. On ne pourrait pas concevoir la Grèce, par exemple, citant l'Italie en justice parce qu'elle détient à tort les îles du Dodécanèse, ni la question de la Bessarabie entre la Roumanie et l'U.R.S.S. portée devant la Cour Permanente de Justice Internationale, tandis que l'on trouve très naturel que la contestation portant sur les territoires déserts groenlandais

1. V. Le Fur, *Précis*, N° 832, p. 460.

entre Anggmagssalik et le Scoresby Sund fasse l'objet d'un procès international, ce qui est encore une preuve que les territoires peuplés ne sont pas soumis au même régime, en droit international, que les territoires déserts. On rencontre assez souvent des arbitrages sur des contestations de frontières, surtout quand celles-ci ne sont pas peuplées, ou bien des contestations de territoires de petite importance, tels que les îles désertes de l'océan, les territoires coloniaux ou arctiques, mais des arbitrages portant sur la souveraineté de provinces peuplées de l'Europe ou d'un autre continent sont introuvables, car justement ce sont ces dernières questions qui sont considérées comme politiques.

Les affaires territoriales soumises à l'arbitrage ne concernent donc que les territoires que nous avons appelés déserts, mais qui peuvent être habités par des tribus sauvages n'offrant aucune organisation étatique ; dans le cas où ces territoires peuvent être acquis par prescription il faut admettre que la citation devant la Cour Permanente de Justice Internationale interrompt l'effet du temps. Mais, même si l'affaire n'est pas portée devant la Cour Permanente de Justice Internationale, si par exemple, elle est portée devant la Cour Permanente d'Arbitrage, ou devant tout autre tribunal international, il faut admettre que ce fait interrompt aussi la prescription ; seulement comme, dans ce cas, la phase judiciaire de l'affaire sera précédée d'une phase diplomatique, la prescription sera peut-être déjà interrompue par une protestation de l'Etat lésé ; d'ailleurs c'est ainsi que les choses se passent la plupart du temps, puisque c'est à la suite de la protestation d'un Etat que des négociations diplomatiques s'engagent,

le plus souvent et peuvent aboutir à un compromis d'arbitrage. En ce cas la protestation aura déjà interrompu la prescription.

L'action en justice est donc le moyen idéal d'interrompre une prescription, mais malheureusement elle n'a pas lieu très souvent, à cause de la méfiance qu'éprouvent les Etats pour la justice internationale ; il faut reconnaître que cette méfiance est en régression, car la Cour Permanente de Justice Internationale du Palais de la Paix à La Haye connaît un réel succès et espérons que ce sentiment diminuera de plus en plus ; quand on pourra porter devant la Cour des questions de souveraineté territoriale de régions peuplées, quand on concevra ce qu'on ne peut concevoir aujourd'hui, quand un tribunal pourra dire que tel territoire fera partie de tel Etat parce que tel est le désir de sa population, ou que telle est la solution qui s'impose par les considérations de longue et paisible possession, un immense progrès aura été réalisé par le droit international. On est encore très, très loin de cette étape, mais remarquons que la Cour, en se posant en championne de la libre disposition des peuples, par la protection des minorités, a pris le bon chemin.

§ 3. *Connaissance de l'affaire par la Société des Nations*

Si l'Etat qui se prétend lésé, au lieu de protester directement envers l'autre Etat, ou de le citer en justice, en saisit la Société des Nations, faudra-t-il en conclure qu'il interrompt par là une prescription possible ? Remarquons d'abord que bien rares seront les cas dans

lesquels un Etat saisira la S.D.N. sans essayer précédemment une négociation directe. Quoi qu'il en soit de cette question, il faut admettre qu'une telle démarche peut interrompre la prescription, puisqu'elle équivaut à une protestation. Mais, pour arriver à ce résultat, la démarche auprès de la S.D.N. doit remplir des conditions : la S.D.N. doit être saisie par l'Etat qui se prétend lésé, et par lui seul, car si la démarche est faite par l'Etat possesseur, cela veut dire qu'il a eu connaissance que son droit est contesté, qu'il existe déjà un conflit et que par conséquent il y a eu protestation directe et interruption de la prescription ; si d'autre part, la S.D.N. est saisie par un Etat tiers celui-ci n'a le droit de le faire que si l'affaire est de nature à affecter les relations internationales et menace, par suite, de troubler la paix ou la bonne entente entre nations, dont la paix dépend, selon les termes même de l'art. 11, § 2 du Pacte ; or en ce cas la prescription sera déjà interrompue par les négociations envenimées des Etats qui, par leur querelles, peuvent troubler la paix ; on sait que ces négociations n'ont jamais lieu sans protestations et contre-protestations, et, pour que ces discussions en arrivent au point de mettre en péril la paix du monde, il faut que le conflit soit de trop grande importance, pour pouvoir dire que la possession est paisible internationalement, comme le veut la Cour Permanente d'Arbitrage dans l'affaire Palmas.

Il est clair, après ce que nous venons de dire, que cette interruption n'aura lieu que pour des contestations territoriales de grande envergure où il s'agira de régions peuplées très importantes au point de vue national politique, économique ou stratégique. La possession d'un

territoire désert ne pourra que rarement mettre en péril la paix du monde et une prescription possible ne sera pas interrompue par l'intervention de la Société des Nations, pour la bonne raison que celle-ci n'interviendra pas, excepté si l'Etat lésé l'en saisit, hypothèse qui nous ramène à ce que nous avons dit précédemment : la prescription pourra être interrompue par l'intervention de la Société des Nations, seulement si c'est l'Etat lésé qui l'en saisit. La Société des Nations ainsi saisie, ou bien l'affaire sera discutée devant elle, ou bien on demandera l'avis de la Cour Permanente de Justice Internationale ; dans tous les cas une solution sera indiquée, qui mettra fin au conflit et la prescription perdra momentanément son importance, puisque le Statut du territoire contesté sera définitivement déterminé suivant le droit international et le titre deviendra certain.

Malheureusement, surtout pour les territoires habités par leurs nationaux, les Etats n'admettent jamais des solutions pacifiques ; pour l'acquisition de ces territoires il faut souvent des guerres sanglantes et coûteuses, car l'Etat qui les possède ne s'en déssaisit jamais que contraint par la force des armes et à toute dernière extrémité. En ce cas quel sera l'effet interruptif de la guerre ?

§ 4. *La guerre et les autres moyens violents de solution des conflits*

La guerre et les autres moyens violents de solution des conflits internationaux doivent être considérés comme des modes d'interruption de la prescription selon leur résultat ; si celui-ci est positif, la prescription est interrompue ; si au contraire il est négatif, la prescrip-

tion ne pourra pas être considérée comme interrompue, mais c'est la possession qui, en ce cas, sera viciée et, n'étant plus paisible, ne pourra pas être invoquée comme base de la prescription. Que la guerre soit donc victorieuse ou non, la prescription sera entravée.

On a vu quels étaient les effets d'un soulèvement populaire contre la domination étrangère et ainsi nous avons fait le tour de tous les moyens d'interruption possible.

Quels seront les effets de cette interruption ? Il faut distinguer entre l'interruption de la prescription et celle de la possession. Si c'est la possession qui est interrompue, toute la possession antérieure est rendue inutile et la prescription ne pourra recommencer à courir que si l'Etat rentre en possession ou parvient à effacer le vice de sa possession ; tant que le vice de la possession dure, la prescription sera impossible : ce sera le cas si l'Etat est continuellement en butte à l'opposition des populations soumises¹, ou s'il y a lacune dans la possession d'un pays désert. L'effet de l'interruption de la prescription sera plus radical, puisque l'interruption ne sera pas seulement de fait mais aussi de droit ; en général la dépossession en droit sera suivie de la dépossession en fait et l'effet du temps passé complètement anéanti ; mais, si le territoire ne change pas de mains, la prescription pourra-t-elle recommencer à courir ? Cela dépend des cas : si le possesseur n'est pas dépossédé parce que le véritable souverain du territoire néglige de le faire, une prescription recommencera malgré l'interruption et (il va de soi) à partir de celle-ci ; si le possesseur continue sa possession en vertu

1. On peut citer en exemple, la Géorgie (V. Le Fur, dans *Revue générale de D.I.P.*, 1932, p. 444-445).

d'un autre titre (par exemple mandataire, protecteur etc) aucune prescription ne sera plus possible, car nous avons vu que, seul, l'exercice de la souveraineté territoriale peut fonder la prescription, et non l'exercice d'un mandat ou d'une protection ; quoiqu'en fait la distinction soit malaisée, il est incontestable qu'en droit il faut distinguer entre ces différentes situations, car, nous le répétons, seul l'exercice de la souveraineté territoriale peut servir de base à la prescription.

Le délai qui recommencera à courir ne devra pas être nécessairement plus long, car la situation n'est pas la même qu'en droit interne ; il faut quand même remarquer, en ce qui concerne les territoires non peuplés, que dans ce cas le délai pourra être plus long, puisque l'Etat possesseur sera désormais manifestement de mauvaise foi, et le délai très court préconisé pour la prescription de ces territoires ne se justifie rationnellement que par cette présomption de bonne foi qui est possible en faveur de l'Etat possesseur.

CHAPITRE V

SUSPENSION DE LA PRESCRIPTION ACQUISITIVE

Il ne paraît pas possible d'imaginer en droit international des cas de suspension de la prescription, car cette notion est basée sur l'incapacité d'agir du véritable titulaire du droit. C'est ce que signifie la maxime : « *contra non valentem agere non currit praescriptio* ». Rappelons brièvement la différence entre interruption et suspension : après l'interruption c'est un nouveau délai qui commence à courir ; après la suspension c'est le même délai qui recommence au point où il s'était arrêté.

On a pensé qu'il fallait admettre aussi en droit international le principe de la règle : « *contra non valentem...* », car, a-t-on dit, il est injuste d'appliquer la prescription à quelqu'un qui n'avait pas la possibilité de l'interrompre en agissant en justice, la justice internationale n'étant pas aussi bien organisée que la justice interne et un Etat faible se trouvant très souvent à court de moyens devant un Etat fort qui empiète sur ses droits. Il est difficile de se déclarer d'accord avec cette opinion :

1) nous avons vu qu'en droit international, contrairement à ce qui se passe en droit interne, l'action en justice n'est pas le seul moyen d'interrompre la prescription ; 2) si la force d'un Etat puissant empêche les gouvernants d'un Etat faible d'agir, rien ne les empêche de rompre un silence compromettant. L'impossibilité d'agir n'est donc pas une cause de suspension.

Hall dit clairement : « Il y a prescription quand, la possession étant originairement viciée, le titulaire « légitime du droit a négligé de l'exercer, ou *a été im-puissant à le faire* »¹. On a vu que, pour les territoires peuplés, l'opposition de la population à les mêmes effets qu'une suspension, puisqu'elle empêche la prescription de produire ses effets tant qu'elle dure ; mais elle diffère de la suspension proprement dite et se rapproche de la condition, en ce que la cause de suspension peut ne pas exister dès l'origine et apparaître pendant l'exercice de la possession, tandis que l'opposition populaire doit nécessairement exister dès le début de l'exercice de la nouvelle souveraineté.

La situation trouble dans laquelle se trouve l'Etat titulaire du droit peut-elle être invoquée pour suspendre la prescription ? nous ne le croyons pas. Les E.-U. ont souvent invoqué la guerre de Sécession pour excuser des retards à la production ou au renouvellement de réclamations ; mais c'était toujours pour éviter l'application de la prescription libératoire. Or, en ce qui concerne l'acquisition des territoires, le délai, quel qu'il soit, est beaucoup plus long que celui de l'extinction des créances, et, à moins d'imaginer des

1. *A treatise on international law, op. cit.*, § 36, p. 143.

calamités telles que la guerre de cent ans, on ne voit pas l'utilité de suspendre la prescription acquisitive pendant une guerre ou une insurrection intérieure ; il est bien entendu qu'aucune question ne se pose pour les affaires troublées de l'Etat possesseur, car celui-ci n'a pas de silence à faire excuser, et l'Etat titulaire du droit ne peut pas invoquer les troubles de l'Etat possesseur pour éviter l'application de la prescription, excepté si ceux ci proviennent d'insurrections des populations habitant les territoires revendiqués.

Appendice I

La prescription comme mode d'acquérir une servitude internationale

La question des servitudes internationales est aussi une question très discutée en droit international. On a nié l'existence de telles servitudes et un arbitrage très important, celui des pêcheries de l'Atlantique du nord, jugé par la Cour Permanente d'Arbitrage le 7 septembre 1907, condamne la théorie des servitudes¹.

L'ancienne théorie, qui assimilait la souveraineté territoriale à un droit de propriété, admettait que celle-ci pouvait se fractionner, et que par conséquent une servitude pouvait naître au profit d'un autre Etat. Il est clair que cette théorie devait fatalement être ébranlée le jour où on devait avancer que le territoire n'est autre chose que la portion du globe sur laquelle la souveraineté s'exerce². Mais la question n'est pas

1. V. Politis, *La Justice Internationale*, op. cit., p. 112-113.

2. V. Georg Crusen, *Les servitudes Internationales*, Recueil des Cours de l'Académie, t. 22, 1928-II, p. 5.

de savoir si les servitudes existent ; il s'agit de la possibilité d'acquérir un tel droit par prescription ; que les servitudes existent ou non en droit international, il est certain qu'il existe des droits appartenant à un Etat qui limitent la souveraineté territoriale de l'autre, et consistent notamment dans l'utilisation du territoire d'un Etat par un autre ou ses ressortissants. Ces droits peuvent-ils être acquis par l'effet du temps ?

M. G. Crusen, qui a étudié amplement la question, nous répond non ; et ceci pas parce que la nature du droit qu'on appelle servitude internationale, le rend insusceptible d'acquisition par l'effet du temps, (M. Crusen admet qu'on peut justifier une servitude par possession immémoriale), mais parce que la prescription n'est pas organisée en droit international et que, plus spécialement, les délais manquent. Si l'on suit donc le raisonnement, il apparaît que, si la prescription existe en droit international, elle peut constituer un mode d'acquisition d'une servitude internationale. C'est l'opinion de Pradier-Fodéré et de Bluntschli.

Il va de soi qu'une servitude ne peut être acquise par prescription que dans la mesure ou sa nature le permet ; on ne pourrait concevoir qu'une servitude, telle qu'elle existe au profit de la Suisse, pour la non fortification de Huningen, (traité de Paris, 1815), puisse être établie par l'usage, tandis qu'un droit de pêche, par exemple, pourrait être établi par un exercice continu et apparent. On est d'accord pour décider qu'un droit au profit d'un Etat portant atteinte à la liberté d'un autre ne peut être admis que du consentement de cet Etat ; mais ce consentement ne doit pas obligatoirement être exprès, et on conçoit parfaitement un consente-

ment tacite résultant d'un silence prolongé. Il est naturellement préférable que le consentement soit exprès, car il est très facile de contester la valeur du silence, qui est très discutée en doctrine, et le temps nécessaire pour établir un tel droit par simple usage est excessivement incertain. D'ailleurs en pratique la plus grande partie, sinon la totalité des droits qu'on appelle servitudes, sont établis par des traités, ce qui diminue l'intérêt de notre question. Il est en tout cas intéressant de remarquer que plusieurs de ces droits, qui sont aujourd'hui basés sur des traités, ne l'ont pas toujours été ainsi, et souvent les traités ne sont venus que pour sanctionner une situation qui existait déjà en fait depuis longtemps. Tel est le cas pour le régime du Sund en ce qui concerne le Danemark et on peut être certain que, si une contestation s'élevait au sujet des pêcheries qui existent aujourd'hui au profit d'un Etat déterminé, celui-ci ne manquerait pas d'invoquer l'exercice prolongé de ce droit depuis un nombre considérable d'années, s'il le pouvait.

En ce qui concerne les conditions exigées, l'une des principales est que le droit en question doit être effectivement, notoirement et pacifiquement exercé; il faut qu'on puisse reconnaître que ce droit a été exercé, par qui il a été exercé, et qu'il n'en a pas été ainsi à l'encontre de la volonté de l'Etat à la charge duquel la servitude est invoquée. L'exercice du droit doit, en outre, être régulier, et ne doit comporter aucun doute sur la nature du droit qu'on invoque.

Pour éviter l'établissement d'un tel droit, l'Etat à la charge duquel il va s'établir n'a qu'à manifester sa volonté contraire de quelque façon que ce soit,

afin de détruire la présomption qui s'élève contre lui.

La servitude peut être aussi perdue par non usage, dans la mesure où elle peut se constituer par prescription. Crusen cite en ce sens le marquis de Olivart¹; cette solution paraît très possible, quoique nous n'en connaissions pas d'application pratique.

Il suffit donc que la nature de la servitude se prête à l'acquisition ou à la perte par prescription; comment pourrait-on imaginer l'établissement par l'usage prolongé, d'une servitude pareille à celle établie par le protocole 3 du traité d'Athènes (1-14 novembre 1913), qui obligeait le gouvernement grec à ériger des mosquées musulmanes dans 5 villes grecques dont Athènes ? ou encore celle résultant du traité de Belgrade (10 mai 1923), obligeant le gouvernement grec à permettre ce débouché économique de la Yougoslavie dans la mer Egée par Salonique, et à créer une zone serbe dans le port ? Il est évident que dans ces cas le consentement exprès de l'Etat qu'on appelle quelquefois servant, comme en droit interne, est absolument nécessaire.

La prescription ne s'applique donc qu'avec des réserves à l'acquisition d'une servitude internationale; elle dépend de la nature de cette dernière, ainsi que de plusieurs autres conditions, mais son application n'est pas impossible; elle peut être même bienfaisante pour le droit international, qui ne doit pas rester, comme nous l'avons déjà dit, trop éloigné du fait.

1. *op. cit.* t. III, § 53 p. 369.

Appendice II

Le délaissement ou abandon

Il ne s'agit pas ici de savoir si un territoire peut être abandonné ; le fait est trop évident pour pouvoir être discuté. Nous nous demandons seulement si la souveraineté territoriale s'éteint par le non-usage, et sans contrepartie de la possession d'un autre Etat ; la question ne peut se poser que pour les territoires inhabités ou peuplés de tribus sauvages, ceux qui sont susceptibles d'occupation, quand l'Etat dont ils font théoriquement partie n'a pas expressément manifesté son intention d'abandonner.

Tout Etat a le droit d'abandonner une partie de son territoire ; l'hypothèse est difficilement imaginable, quand on voit les Etats se disputer âprement pour des parcelles de terrain de minime importance, mais enfin cela peut arriver et on en rencontre des cas dans la pratique. Pour considérer un territoire comme abandonné, une et très souvent deux conditions sont nécessaires : 1^o l'intention d'abandonner de la part de l'Etat dont le territoire faisait partie et 2^o l'écoulement d'un certain laps de temps, et c'est en cela que cette institution trouve sa place dans notre travail.

1^o *L'intention d'abandonner.* — Tous les auteurs sont d'accord pour exiger cette condition ; elle est suffisante quand elle a été expressément manifestée pour faire du territoire en question une *res derelicta*, et susceptible d'occupation. Malheureusement, dans la grande

majorité des cas, l'intention d'abandonner n'est jamais expressément manifestée, et il faudra que le juge la déduise de certains faits qui seront aptes à fonder une présomption d'abandon ; ici commencent les difficultés ; comment pourra-t-on présumer l'intention de délaisser, l'*animus derelinquendi* ? Selon nous il n'y a pas d'autre moyen que l'écoulement du temps ; on en a cherché d'autres, notamment on a tâché de deviner, (car c'était une vraie devinette), s'il y avait esprit de retour ou non ; mais cette détermination est très difficile à faire, et toujours facile à contester, étant donné que l'Etat, présumé abandonnant, tâchera toujours de démolir la présomption, en soutenant qu'il n'avait aucunement l'*animus derelinquendi*, et qu'il se proposait de retourner dans le territoire présumé abandonné, n'ayant jamais cessé de le considérer comme sien. Ainsi, dans toutes les affaires où la question de la déreliction s'est posée, l'*animus derelinquendi* a été très difficile à établir.

Il faudrait donc une base plus stable et plus solide pour présumer l'intention d'abandonner, et cette base ne peut être fournie que par l'écoulement du temps ; on peut tout contester, mais on ne peut pas contester le nombre d'années qui se sont écoulées depuis l'accomplissement du dernier acte de souveraineté sur le territoire en question ; le laps de temps est un fait tangible et certain, tandis que les intentions sont souvent obscures.

2° *L'écoulement d'un certain temps.* — Cette seconde condition est donc nécessaire, car la première ne suffit pas. La longueur du temps n'est naturellement pas déterminée avec précision par le droit international, mais il suffit que le laps de temps écoulé puisse justifier la

présomption d'abandon, et faire croire de bonne foi à l'intention d'abandonner de la part du véritable titulaire de droits sur le territoire en question. On peut dire, sans exagérer, que le temps requis pour éteindre la souveraineté territoriale d'un Etat sur un territoire pratiquement délaissé ne doit pas être plus long que celui qui suffit à légitimer la possession d'un nouvel occupant ; il peut être même plus court. La déréliction est, comme on le voit, une institution originale du droit des gens, car, en droit interne, le droit de propriété, qui est en quelque sorte le pendant de la souveraineté territoriale dans le droit international, quoiqu'il existe de grandes dissemblances entre les deux, ne s'éteint pas par l'inaction du propriétaire et sans contrepartie de la possession d'un nouvel acquéreur.

En droit international l'Etat est obligé d'administrer effectivement son territoire, au risque de se voir déposer et opposer la déréliction ; il faut donc que l'Etat accomplisse des actes de souveraineté assez fréquents pour ne pas perdre, peut-être contre sa volonté, un territoire. Et ce sera toujours contre sa volonté qu'il le perdra, car nous avons vu quel acharnement montrent les Etats à ne pas perdre la plus petite parcelle de leur territoire, et il le perdra ainsi contre sa volonté, quoiqu'en dise M. Cavaglieri¹, en donnant la preuve la plus éclatante qu'il n'a pas voulu cet abandon, puisqu'il réclame cette souveraineté qu'on lui oppose comme abandonnée.

Quelques exemples illustreront ce que nous venons de dire sur l'abandon : en 1885, l'Italie occupait le territoire de Massaoua en Afrique, sous prétexte que la

1. *Op. cit.*, Rec. des Cours, T. 26, 1929-I, p. 409.

Turquie, son légitime souverain, l'avait abandonné. Or rien n'était plus faux et plus contraire au droit international, puisqu'au moment même de l'occupation italienne le drapeau égyptien flottait à Massaoua, et ce territoire n'avait rien d'un territoire abandonné, l'Egypte y exerçant légitimement la souveraineté territoriale comme cessionnaire de la Turquie, qui lui avait cédé ses droits en 1866 ; il n'existait donc pas d'*animus derelinquendi*, et le territoire n'était pas resté un seul instant sans maître.

Un autre exemple frappant des problèmes que soulève la déréliction en droit international est celui offert par le cas des îles Falkland ou Malouines, comme on les appelait en français ; celles-ci, découvertes par des Espagnols au xvi^e siècle, sont situées dans l'océan Atlantique, partie sud, au large des côtes argentines ; en février 1764, la France occupa l'île principale, par l'apposition dans le port, appelé Port-Luis, ou port Soledad (de la solitude), d'un obélisque portant une inscription commémorative et le médaillon du roi Louis XV. L'Espagne protesta aussitôt et Louis XV ne fit pas de difficulté à reconnaître, moyennant une forte somme, les droits de ce pays sur ces îles (1767). Mais, depuis 1744, l'Angleterre avait des vues sur le même territoire, et lord Anson, chef de l'Amirauté, y projetait une expédition à laquelle il fut obligé de renoncer devant les véhémentes protestations de l'Espagne, qui avait eu connaissance de ce projet ; or, en 1765, et malgré l'obélisque qui y avait été placé l'année précédente par les Français, l'amiral Byron prend possession des îles Falkland au nom de l'Angleterre. Les protestations répétées de l'Espagne étant restées sans réponse, une expédition partie de Buenos-

Ayres, en 1770, détruisit les établissements que les Anglais avaient installés dans ces îles, d'où grande explosion d'indignation en Angleterre. Le conflit fut résolu par le traité du 22 janvier 1771, qui maintenait un *statu quo*, en rétablissant les établissements anglais, mais en réservant expressément les droits de l'Espagne.

Les Anglais, jugeant cette satisfaction d'amour-propre suffisante, abandonnèrent, en 1774, les îles Falkland, sur lesquelles on peut déjà se rendre compte qu'ils n'avaient aucun droit.

En 1781 le gouvernement de Buenos-Ayres, agissant sur les ordres du gouvernement espagnol, fit détruire le fort d'Egmont, que les Anglais avaient construit. Depuis cette époque l'Argentine conquit son indépendance, succédant aux droits de l'Espagne sur toutes les régions qui devenaient parties de son territoire, et en 1820, don Daniel Jewitt prenait officiellement possession des îles Falkland, dont le gouvernement et l'administration furent organisés par décret spécial du 10 juin 1829 du gouvernement argentin. Mais, subitement en 1833 une corvette de guerre anglaise, *Clio*, arrivait aux îles Falkland, et son commandant, le capitaine Onslow, s'empara de vive force de ce territoire. L'Argentine protesta, mais Lord Palmerston, alors ministre des affaires étrangères, répondit que le capitaine Onslow avait agi conformément aux ordres que lui avait donnés son supérieur, l'amiral Baker, afin de revendiquer *les droits anciens et incontestables* (?) de Sa Majesté Britannique. L'Argentine protesta encore une fois, en caractérisant l'occupation anglaise comme un acte d'usurpation, mais sans aucun résultat. Et c'est ainsi qu'aujourd'hui les îles

Falkland font partie de l'empire colonial britannique. Cette affaire est doublement intéressante :

1^o En ce qui concerne l'abandon ; on voit que l'Espagne et plus tard l'Argentine, malgré le manque d'occupation effective, n'ont jamais eu l'*animus derelinquendi*, car les protestations suivaient immédiatement tout acte d'occupation étrangère ; en second lieu les Anglais, même s'ils avaient acquis un droit quelconque sur les îles Falkland (ce qui est insoutenable), l'auraient perdu par l'abandon de l'île en 1774 ; enfin, même si les îles en question avaient pu être considérées comme territoires abandonnés au début du xix^e siècle, ceci n'était plus possible après la prise de possession officielle de don Daniel Jewitt en 1820, car il semble qu'à partir de ce moment, l'occupation a bien été effective de la part de la République Argentine.

2^o En ce qui concerne la prescription. L'Argentine pourrait-elle aujourd'hui protester utilement contre l'occupation anglaise ? Nous ne le croyons pas, car la longue possession a effacé les vices de son acquisition originaire, et de nos jours, les îles Falkland font, par l'effet de la prescription, légitimement partie de l'Empire Britannique. Par où l'on voit qu'un manque total de bonne foi peut souvent ne pas empêcher la prescription, quand les autres conditions requises sont remplies par l'exercice de la souveraineté territoriale. (Caractère pacifique, continuité, etc...)

Une dernière affaire qu'il convient, enfin de rapporter ici, est celle de l'île Clipperton, sur le statut territorial de laquelle un arbitrage du roi d'Italie a eu lieu tout récemment (28 janvier 1931), entre la France et le Mexique. Cette île est située dans l'océan Pacifique, au

large des côtes du Mexique ; le 17 novembre 1858, l'île de Clipperton étant incontestablement *res nullius*, la France en prend solennellement possession, mais ne laisse aucune trace de ce fait. Aucun droit n'a été exercé sur l'île jusqu'en 1897, époque à laquelle, s'étant aperçu que trois Américains s'étaient installés et exploitaient les richesses naturelles de l'île, le gouvernement français demanda des explications au gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ; celui-ci répondit qu'il n'avait aucune prétention sur l'île de Clipperton. Un mois après cet événement, et ignorant la démarche de la France, le gouvernement mexicain affirmait sa souveraineté sur ce territoire, et en chassait les trois Américains dont il a été fait mention plus haut. Le gouvernement français protesta aussitôt et l'affaire fut soumise à l'arbitrage du roi Victor-Emmanuel III d'Italie. La France invoqua son droit de première découverte et d'occupation. Le Mexique lui opposa le manque d'effectivité et de notification de l'occupation. L'arbitre écarte les règles de Berlin (effectivité et notification) qui n'ont été prévues, d'après lui, que pour l'Afrique, et ne peuvent, par conséquent, être exigées que pour les territoires africains ; il donne ensuite raison à la France, qui n'a jamais eu l'intention d'abandonner l'île de Clipperton, qui fait ainsi partie, dorénavant, de l'Empire colonial français.

Le laps de temps écoulé entre 1858 et 1897 anrait été suffisant pour fonder la présomption que la France a voulu abandonner l'île en question, si la France n'avait pas détruit cette présomption en protestant auprès du gouvernement américain. Il faut donc louer l'Arbitrage pour le dispositif, mais critiquer les motifs qui tendent

à contester la validité générale des règles de Berlin qui n'ont, comme nous l'avons vu, rien de spécial à l'Afrique, et possèdent, au contraire, une portée générale en droit international. Il n'était pas besoin de nier l'existence des règles de Berlin pour débouter le Mexique, puisque l'arbitre avait à sa disposition l'argument plus simple de l'*animus derelinquendi* de la France.

L'occupation doit bien être effective et notifiée, et s'appliquer à un territoire *nullius*, pour attribuer des droits à l'occupant ; on est d'accord pour accepter que, si une des deux premières conditions manque, l'occupation n'est pas nulle mais incomplète, ou imparfaite ; elle continue à attribuer un droit restreint, contestable au début, mais qui le devient de moins en moins à mesure que le temps passe et que l'Etat occupant peut arguer d'une possession réunissant les conditions exigées pour fonder une prescription, celle-ci ayant pour effet de renforcer un droit qui s'avère ainsi imparfait ou incomplet, en n'attribuant qu'un titre naissant (« an inchoate title »).

Mais comment reconnaître que la condition de *res nullius* est remplie ? S'il n'y a jamais eu d'occupation, il n'y a pas de difficulté ; mais nous pouvons soutenir que bien rares sont les territoires du monde qui n'ont jamais été occupés, ne serait-ce que non effectivement, par un Etat quelconque. Il s'agit donc de savoir quand un territoire peut être considéré comme *res derelicta*, et, par conséquent, *res nullius* ; c'est la théorie de l'abandon qui nous fournira la réponse, conditionnée par l'intention d'abandonner, intention qui peut être expresse ou tacite, c'est-à-dire résulter d'une présomption fondée sur le laps de temps qui s'est écoulé sans que l'Etat, présumé

abandonnant, ait exercé un droit quelconque sur le territoire en question,

Ceci est vrai, car on ne peut pas soutenir que l'abandon de fait coïncide avec l'abandon de droit ; il faut, pour que l'abandon de droit ait lieu, étant donné que l'Etat qui laisse un territoire inoccupé (alors qu'il possède sur lui des droits incontestables) se garde bien de déclarer qu'il l'abandonne, il faut, déclarons-nous, qu'un laps de temps assez important s'écoule, avant qu'on puisse considérer que l'abandon de fait entraîne l'abandon de droit.

La durée de l'inaction nécessaire sera déterminée, dans chaque cas spécial par le juge international ; si le territoire n'était pas *nullius*, la longue possession du nouvel occupant peut effacer ce vice, si l'Etat qui revendique des droits sur ce même territoire ne proteste pas. Ainsi, dans le cas de l'île Clipperton, le Mexique aurait pu avoir gain de cause seulement s'il avait pu invoquer un exercice paisible de sa souveraineté sur cette île pendant toute la durée de l'inaction de la France (1858-1897).

On voit que les applications de l'abandon ne sont pas très fréquentes en droit international, et que les occupations de territoires *nullius*, peuvent rarement se réaliser aujourd'hui. En vérité, quand un territoire fait partie d'un Etat sous prétexte qu'il a été occupé, alors qu'il était sans maître, c'est réellement la prescription qui est l'explication juridique de ce phénomène, car on n'est jamais sûr qu'un territoire soit sans maître.

TROISIÈME PARTIE

La prescription libératoire

Nous avons dit, dans la première partie de cette étude, comment cette forme du problème qui nous occupe, est apparue en droit international beaucoup plus tard que la prescription acquisitive. Il a fallu que la notion de la responsabilité internationale des Etats se développe, en même temps que les progrès de l'arbitrage, pour que cette question surgisse. En effet la question de l'application de la prescription libératoire dans les rapports internationaux s'est présentée d'abord au juge international, surtout devant les commissions qui avaient souvent à juger des réclamations d'origine privée ; ces cas, qui, normalement, devraient être résolus par le droit international privé, se trouvaient transplantés, par le truchement de l'Etat dont le réclamant était le ressortissant, sur le terrain du droit international public, et le juge qui devait juger d'après ce dernier droit se trouvait bien embarrassé, car il rencontrait des lacunes considérables, qui devaient être comblées par lui, juge, puisque les affaires ne pouvaient pas rester sans solution.

Dans ce but, il fallait recourir aux principes généraux du droit qui, à cette époque, n'étaient pas encore expressément reconnus comme source du droit international, alors qu'ils le sont aujourd'hui, en vertu de l'art. 38, § 3 du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale ; chaque juge puisait dans cette partie générale qui est commune à tous les droits, car elle fait partie du droit naturel ou objectif qui se trouve à la base de tous ; il arrivait de cette façon à donner une

solution juridique à toutes les situations que le contenu des traités où de la coutume internationale, très incomplet, ne prévoyait pas.

Etant donné que ces principes généraux ne se trouvaient formulés et appliqués qu'en droit interne, et spécialement en droit privé, c'est dans ce droit que puisaient les arbitres, en débarrassant les principes qu'ils y trouvaient de toutes les règles techniques qui n'étaient prévues que pour les individus en tant que personnes physiques.

D'ailleurs le phénomène n'a rien de particulier au droit international, puisqu'on le rencontre aussi en droit public interne, le Conseil d'Etat ayant emprunté sa jurisprudence aux solutions du droit privé en les adaptant aux conditions spéciales des rapports juridiques entre les particuliers et l'Etat ; toute la partie du droit qui concerne la responsabilité contractuelle ou délictuelle, qu'il s'agisse du droit public interne ou international, a été inspirée par le droit civil, dont les solutions nous viennent directement du droit romain.

Vint la question de la prescription libératoire ; que fit l'arbitre ? Devant la carence du droit international conventionnel ou coutumier il n'hésita pas un seul instant et il appliqua le principe, sans se préoccuper de savoir si cette règle était ou non exclusivement de droit interne. Il a dû exister un moment où la prescription libératoire n'avait pas encore été appliquée en droit international, et ne se trouvait ainsi qu'en droit interne, ceci ne lui changeait guère son caractère de principe général du droit, et déjà à cette époque, on pouvait soutenir que le principe faisait partie du droit international théorique, mais n'était pas encore entré

dans la pratique des Etats. Ainsi il n'est pas besoin qu'une règle soit appliquée en pratique pour soutenir qu'en théorie elle fait partie d'un droit, comme, à l'inverse, tous les usages de la pratique internationale ne constituent pas des règles juridiques coutumières et obligatoires.

La prescription libératoire entra donc dans la réalité de la jurisprudence internationale, selon le mot du professeur Niemeyer¹, avant d'entrer dans les traités et les manuels de droit international; la littérature ne s'en aperçut que tardivement et alors que le principe était bien établi dans la jurisprudence arbitrale. Parmi les premiers qui s'occupèrent de la question au point de vue théorique et avant que l'importance des décisions fut connue et précisée il faut mentionner les noms de Rivier, Pradier-Fodéré, v. Litz, Mérignhac, Chrétien, Despagnet, qui donnent chacun une solution différente au problème, dont ils ne font qu'entrevoir l'existence. On n'a commencé à étudier sérieusement cette question qu'après les résolutions votées par l'Institut de Droit International dont nous avons déjà parlé. En effet c'est à la suite de cette session très intéressante de l'Institut à la Haye (1925), que les auteurs commencent à faire une place à la prescription libératoire dans leurs ouvrages². En général ces auteurs se bornent à entériner ou à critiquer les résolutions, mais au fond c'est encore le rapport de MM. Politis et de Visscher qui reste la base doctrinale de notre question; à ce rap-

1. *Annuaire de l'I.D.I.*, t. 32, 1925, p. 26.

2. V. Anzilotti, *Cours*, op. cit., p. 336-337. — Fauchille, *Traité*, op. cit., t. I, 3^e partie, p. 390-393. — Hontoria, *Tratado*, op. cit., t. I, p. 234. — Olivart, *El derecho*, op. cit., t. I, § 18; Oppenheim, *International law*, op. cit., § 155 c, p. 297; Strupp, *Theorie und Praxis des Völkerrechts*, 1 vol. Berlin, 1925, Buch I, Kap. V, § 12, III, p. 66.

port on peut ajouter les observations de plusieurs internationalistes distingués qui y sont joints ; notamment celles du baron Albéric Rolin, et de MM. les professeurs Th. Niemeyer, de Kiel, L. Strisower, de Vienne, et M. Bourquin, de Bruxelles.

On peut donc dire que M. Politis est le père de cette question, puisque c'est le premier qui l'ait sérieusement étudiée jusque dans ses détails. Notons aussi trois noms qui s'en étaient occupés avant 1925 : 1) Louis Renault, dans le commentaire qu'il a fait de la première sentence de la Cour Permanente d'Arbitrage (affaire des *Fonds pieux de Californie*)¹, 2.) Jackson H. Ralston, qui publiait déjà, en 1910, un article intitulé « *Prescription* » dans une revue américaine², réflexions occasionnées par l'observation de la jurisprudence arbitrale, à l'élaboration de laquelle il a largement contribué, et 3) Le baron Albéric Rolin, dans la note doctrinale sur l'affaire du *Macedonian*³, s'est occupé, avant de rédiger les observations pour le rapport de MM. Politis et de Visscher, de la prescription libératoire en droit international.

Si nous ajoutons à ceci deux articles sur cette question, publiés l'un par M. Politis⁴, et l'autre par M. Cavaglieri⁵, dont le premier retrace les grandes lignes du rapport, et le second le critique assez sévèrement,

1. *Un premier litige devant la Cour Permanente d'arbitrage de La Haye*, Annales des sciences politiques, 1903, p. 72-73.

2. *Americ. Journ. of Internat. Law*, 1910, p. 133 et suiv. Cet article fut reproduit dans le livre, *International law and procedure*, N° 684-697.

3. La Pradelle et Politis, *Recueil des arbitrages internationaux*, t. II, p. 208.

4. *La prescription libératoire en droit international*, dans *Revue de droit international, des sciences diplomatiques et sociales*, Genève, 1925, p. 3 et suiv.

5. *Il decorso del tempo ed i suoi effetti sui rapporti giuridici internazionali* dans *Rivista di diritto internazionale*, t. XV, 1926, p. 169-204.

nous aurons un tableau complet de la bibliographie du sujet¹. On voit qu'elle n'est pas très abondante, et peut-être en vaut-il mieux ainsi ; en tout cas la jurisprudence internationale continue son œuvre et nous avons pu noter d'assez nombreuses décisions qui sont intervenues après 1925 et font application de la prescription libératoire.

La question de la prescription libératoire soulève d'importants problèmes en droit international ; sans parler de sa portée, qui est très discutée, on peut se demander, en ce qui concerne la prescription des créances d'origine privée, quel est le rapport de la prescription de droit interne avec celle du droit international ; si les effets de l'une peuvent influencer l'autre, si l'interruption de l'une interrompra l'autre, etc. A côté de ces questions on peut se demander si l'interruption aura des effets aussi graves que celui de rendre désormais la réclamation imprescriptible, et si la prescription pourra être suspendue. Nous terminerons par un appendice sur l'application très utile de la prescription libératoire en ce qui concerne les intérêts moratoires.

1. Il faut ajouter aussi les deux ouvrages suivants qui consacrent chacun un paragraphe spécial à la prescription libératoire, sans toutefois trop approfondir la question : Wittenberg, *Recevabilité*, *op. cit.*, Recueil des Cours, t. 41, p. 9-30 et Decencière-Ferrandière, *La responsabilité internationale des États à raison des dommages subis par les étrangers*, thèse, Paris, 1925, p. 237 et 273.

CHAPITRE I

PORTÉE DE LA PRESCRIPTION LIBÉRATOIRE

Il y a plusieurs sortes d'obligations internationales ; la théorie générale de ces obligations n'a pas encore été faite pour ce droit, mais de la pratique arbitrale internationale se dégage la distinction entre les obligations contractuelles et les obligations délictuelles, c'est-à-dire les obligations résultant de l'exécution ou de l'inexécution des contrats et celles résultant d'un dommage souffert par un autre Etat ou un de ses ressortissants ; or on a pu remarquer, en ce qui concerne l'application de la prescription libératoire à ces obligations, que la jurisprudence tendait à systématiser la portée de ce principe par la distinction, souvent faite, entre créances publiques et créances d'origine privée qui ne deviennent internationales que parcequ'un Etat se charge d'en assurer l'exécution ou plutôt le paiement. Les premières seraient soustraites à la prescription libératoire, tandis que les secondes seraient susceptibles de s'éteindre par prescription comme en droit interne. Que faut-il penser de cette distinction ? Nous croyons que celle-

ci s'impose par l'examen de la jurisprudence qui en cette matière est notre seul guide, et M. Politis a eu raison de la maintenir dans son rapport, malgré l'opinion contraire de MM. Strisower et Bourquin ; mais nous sommes de l'avis de M. Bourquin, quand il dit que la différenciation doit être acceptée, uniquement au point de vue de *l'organisation* du principe de la prescription¹. Dans l'intérieur de chaque catégorie, on peut d'ailleurs distinguer entre créances contractuelles et délictuelles, comme le font les rapporteurs.

Section I

Créances publiques

Ces créances sont celles qui naissent directement d'Etat à Etat ; elles peuvent être contractuelles résultant d'un traité, ou délictuelles résultant d'une violation du droit international qui cause un dommage à un autre Etat. Quelle sera la portée de la prescription libératoire en ce qui concerne ces créances ou réclamations, comme on les appelle le plus souvent (« claims ») ?

§ 1. *Dettes contractuelles*

Il semble que ces dettes ne doivent pas être soumises à la prescription, parcequ'elles ont un tel caractère de certitude, étant établies par un acte officiel, qu'il est difficile d'admettre que le temps puisse avoir une

1. *Annuaire*, p. 46.

influence quelconque sur leur exigibilité¹. Mais, comme le disent avec raison les rapporteurs, il ne faut pas attribuer à cette affirmation une portée trop absolue²; à l'appui de cette remarque MM. Politis et de Visscher citent l'affaire des *indemnités turques* entre la Russie et la Turquie; la sentence rendue par la Cour Permanente d'Arbitrage (11 novembre 1912), sans mentionner expressément la prescription, en fait matériellement application pour les intérêts moratoires. Cette sentence est une de celles qui font ressortir l'embarras où se sont trouvés souvent les arbitres en ce qui concerne l'attribution d'intérêts moratoires sur les sommes allouées par eux, quand, obligés de reconnaître le principe des intérêts, ils se voyaient dans l'impossibilité de le suivre jusqu'au bout, justement à cause de l'absence de la prescription libératoire, qui permettait fréquemment aux intérêts de dépasser la somme allouée; cette question sera examinée plus loin.

Dans l'affaire des *Fonds pieux de Californie*³, il s'agissait peut-être d'une réclamation d'origine privée; en tout cas, la Cour ne l'a pas interprétée de cette façon, et décidant que le litige était bien un litige entre Etats, elle écarta la prescription libératoire, que le Mexique invoquait; elle le fit par la phrase célèbre, dont Louis Renault a critiqué le caractère sommaire⁴: « les règles de prescription, étant exclusivement du domaine du droit civil, ne sauraient être appliquées au présent conflit entre les deux Etats en litige. ». Que signifie

1. *Annuaire*, p. 7.

2. *Annuaire*, p. 8.

3. V. l'article cité de Louis Renault, dans les *Annales des Sciences politiques*.

4. *Loc. cit.*, p. 72-73.

au juste cette phrase ? car elle constitue le grand argument des négateurs de la prescription. On l'interprète généralement, comme interdisant l'application de ce principe dans les réclamations qui naissent directement entre Etats. Mais non dans celles qui, tout en étant internationales, ont une origine privée ; Ralston, dans sa sentence sur l'affaire *Gentini*, trouve une explication ingénieuse : ¹ la Cour, dit-il, n'a voulu écarter que les *règles*, et non le *principe* ; que vaut cette explication ? On sait qu'en droit international des règles (au sens technique du mot) n'existent pas pour la prescription ; ce fait, d'ailleurs, n'est pas spécial à la prescription, car, souvent, le droit international se borne à accepter des principes sans en formuler des règles d'application précises ; on a rencontré la même incertitude pour la prescription acquisitive, et on pourrait multiplier les exemples à volonté, en énumérant les nombreuses institutions juridiques, dont le droit international n'admet que le principe, quitte à en formuler les règles d'application plus tard, soit par voie de traité, soit par la jurisprudence ; tel est notamment le principe de la responsabilité internationale des Etats, universellement reconnu aujourd'hui, mais dont aucune règle d'application technique n'est précise ; un essai pour la réglementation, d'un aspect seulement (le plus courant) du principe, a échoué à la Conférence de Codification de La Haye (1930).

C'est dire combien le droit international est réfractaire à toute réglementation précise ; si donc, dans l'esprit de M. Ralston, les règles de prescription écartées par la Cour sont des règles de droit international,

1. Ralston, *Venez. Arbitr.*, p. 720 et suiv.

M. Ralston ne nous aura pas dit grand'chose, puisque de telles règles n'existent pas dans ce droit ; mais là où la distinction de cet auteur devient intéressante, c'est si on interprète les mots « règles de prescription » comme signifiant « règles nationales de prescription » ; il ne faut pas oublier en effet que le Mexique n'invoquait pas devant la Cour une prescription de droit international, mais la prescription de sa propre législation interne ; or celle-ci était manifestement inapplicable dans un conflit international, qui est soumis au droit international et non à une législation interne quelconque, et ce que la Cour a probablement voulu écarter, c'est la prescription mexicaine. Mais elle l'a fait en termes trop généraux, ce qui a porté certains auteurs à croire que le droit international ne connaissait pas le principe de la prescription libératoire¹. En droit international public on ne peut pas appliquer la législation interne d'un Etat déterminé, et c'est ce que la Cour a voulu éviter ; ainsi nous sommes enclin à croire, d'accord en cela avec MM. Ralston et Bourquin², qu'il n'était pas dans l'esprit de la Cour d'écarter le principe de la prescription libératoire des rapports internationaux.

Il est donc indispensable d'accepter le principe, même dans les relations directes entre Etats pour les créances qui naissent directement entre eux, et il est ridicule de soutenir qu'une dette interétatique, parce qu'elle est certaine, sera imprescriptible jusqu'à la consommation des siècles. M. Sibley, dans un article³, prétend que la

1. Mérignhac, *Traité*, op. cit., t. I, p. 562.

2. *Annuaire*, p. 44.

3. N. W. Sibley, *The story of the Manilla Ransom, 1762, and Britain's debt to the United States*, dans *Journal of Comparative Legislation and International Law*, série 3, vol. VII, année 1925, p. 17-22.

Grande-Bretagne est encore redevable d'une dette envers les Etats-Unis d'Amérique, dette qui n'a pas été payée depuis 1762 ; c'est très original, mais l'argumentation ne peut pas être efficace ; il suffit de demander à M. Sibley : si l'Angleterre n'a pas payé, pourquoi donc les Etats-Unis n'ont-ils pas réclamé ? D'autant plus que ce pays, pas plus que les autres d'ailleurs, n'est renommé pour sa générosité¹, et, s'il ne l'a pas fait, toute personne sera fondée à soupçonner, ou bien que la dette n'était pas valable, ou bien qu'elle était incertaine, ou bien (éventualité moins probable) qu'on y avait renoncé.

Un Etat ne pourrait pas, sérieusement, demander le paiement d'une dette datant de longues années, même si celle-ci résulte d'un traité ; tel n'a pas été l'avis de l'arbitre (commission mixte anglo-américaine de Londres 1855), dans l'affaire *King et Gracie*² ; de 1815 à 1826 il y eut perception irrégulière de taxes par l'un des deux pays sur les nationaux de l'autre, en violation manifeste de traités existant ; l'anomalie cessa en 1826 et, en 1853, le gouvernement lésé introduit une réclamation. La commission jugea que les obligations résultant de traités ne pouvaient être éteintes par l'effet du temps. Cette décision est critiquable ; a. le caractère public de la réclamation n'est pas établi ; il s'agit bien de la violation d'un traité, mais ce sont des individus qui en ont souffert et il y a lieu peut-être ici d'appliquer la distinction si fine faite par M. Strisower³. Celui-ci dit, en effet, qu'il se peut que, dans une réclamation interna-

1. Lire sur ce point la très intéressante petite brochure (45 pages) de M. Jean Ray, intitulée : « *Un précédent à la question des dettes ; la liquidation d'une dette de guerre de la France envers les Etats-Unis ; le conflit de 1834-1836* », Sirey, 1933. On y verra l'insistance à se faire payer, qui peut conduire jusqu'à la guerre.

2. Moore, *Int. Arb.*, T. IV, p. 4179.

3. *Annuaire*, p. 34.

tionale, le droit de l'Etat soit indépendant de celui des individus lésés ; et il cite l'exemple de la violation d'un traité de douane (dont il paraît bien s'agir dans l'affaire *King et Gracie*) ; les individus ont un droit à ce que les droits de douane prévus ne soient pas dépassés, et, à côté d'eux, l'Etat possède aussi un droit propre qui a le même objet. Dans ce cas il se peut que le droit de l'individu à recouvrer des sommes indûment perçues soit prescrit d'après le droit interne, sans que le droit de l'Etat à ce que ces sommes exigées en violation du traité soient rendues, en souffre. Et M. Strisower ajoute : « L'activité des Etats s'exerce sur des périodes plus longues que celle des individus ».

b. On peut soutenir que le laps de temps écoulé entre 1826 et 1853 n'était pas suffisamment long pour légitimer l'application de la prescription, surtout s'il s'agissait d'une dette publique, dont nous avons vu que la soumission à la prescription doit être plus difficile, sans toutefois s'en écarter absolument. C'est pour cela qu'en acceptant la distinction faite par MM. Politis et de Visscher, inspirée, d'ailleurs, par la jurisprudence arbitrale, nous avons spécifié, en suivant en cela M. Bourquin, que la différence avait trait seulement à l'organisation du principe, et ne pouvait avoir pour effet de soustraire complètement les dettes d'origine publique à la prescription libératoire, comme semble vouloir nous faire croire le rapport. Si donc le laps de temps n'était pas suffisant, il n'était pas besoin de nier le principe pour écarter son application, et c'est la seconde critique qu'on peut adresser à l'affaire *King et Gracie*.

On voit ainsi que la prescription libératoire ne doit être appliquée aux dettes publiques contractuelles

qu'avec beaucoup de prudence, mais qu'en aucun cas ces dettes ne pourront échapper complètement à l'action du temps. Ainsi prenons par exemple les dettes de guerre ; on conçoit la réclamation pour le paiement d'une telle dette 30 ans après l'échéance ; mais il est impossible de sanctionner une dette datant par exemple des traités de Westphalie, suivant l'exemple de M. M. Bourquin¹. Et ceci d'autant plus qu'il y a un grave problème économique et financier sous cette question. On connaît l'histoire du sou placé en l'an 1, avec intérêts composés, qui représenterait en 1900, au bout de 19 siècles, une somme égale au poids de la terre en or massif ; il n'est naturellement pas question de demander le paiement d'une dette de 1900 ans, mais, même au bout de 50 ou 75 ans, une dette devient écrasante pour le débiteur, car, s'il est bien entendu que les Etats sont plus riches que les particuliers, leurs dettes sont aussi plus importantes, et on a vu récemment un exemple des inconvénients d'une dette trop lourde pour le débiteur, c'est que le créancier en est le premier à souffrir ; il existe en effet dans toute dette un plafond qu'on ne peut pas dépasser sans danger pour l'économie, non seulement de l'Etat débiteur, mais aussi de l'Etat créancier. Et il existe précisément un principe de droit qui constitue comme un plafond automatique : c'est la prescription libératoire.

§ 2. *Dettes délictuelles*

On ne peut concevoir de telles dettes naissant directement entre Etats que si une violation du droit inter-

1. *Annuaire*, p. 40.

national est commise par un Etat et cause un dommage à un autre Etat ; en grande majorité les exemples nous sont fournis en cette matière par les violations à la neutralité, émanant soit d'un Etat neutre, soit d'un Etat belligérant ; ce sont les cas qui ont donné lieu aux arbitrages très retentissants, tel que celui de l'*Alabama*, quand ils n'ont pas donné lieu à des guerres non moins retentissantes.

Mais il n'existe pas d'exemple d'application de la prescription libératoire en ce qui les concerne ; c'est peut-être, comme le disent MM. Politis et de Visscher, parce que, en fait, l'Etat lésé directement dans ses droits ne manque pas de formuler aussitôt sa réclamation. Néanmoins le cas peut se réaliser et M. Strisower cite le cas de l'affaire du *Général Armstrong*, dans laquelle, quoique la prescription libératoire ne fût pas prise en considération, elle fut du moins invoquée par le Portugal¹.

Il s'agissait, en l'espèce, de la destruction du « privateer » (corsaire) américain, *Général Armstrong*, dans le port portugais de Fayal (Açores), par un bateau de guerre anglais le 26 septembre 1814. Après une correspondance diplomatique entre les Etats-Unis et le Portugal, qui dura depuis 1814 jusqu'en 1818, l'affaire sommeilla jusqu'en 1835. A cette époque une nouvelle discussion fut ouverte qui aboutit à l'arbitrage du prince-président Louis-Napoléon, le 26 février 1851. Le Portugal souleva le moyen subsidiaire de la prescription, mais l'arbitre, ayant décidé qu'il n'y avait pas violation de neutralité de la part du Portugal, par le fait d'avoir laissé détruire dans un de ses ports un bateau

1. Moore, *Int. Arb.*, t. II, p. 1071.

américain par un bateau anglais, car c'étaient les Américains qui avaient ouvert le feu les premiers, il devenait inutile de rechercher si le droit de réclamer était prescrit, puisqu'un tel droit n'existait pas.

On voit donc que la prescription est applicable aux dettes délictuelles d'origine publique ; et il est intéressant de remarquer que les Etats-Unis dans l'affaire du *Général Armstrong*, n'ont pas contesté l'existence du principe de la prescription libératoire en droit international, mais ont cherché plutôt à excuser leur retard par diverses considérations, notamment l'état trouble dans lequel se trouvait le Portugal pendant toute la période de leur silence.

D'après les résolutions, votées par l'Institut, la prescription doit être plus facilement admise, en ce qui concerne les dettes délictuelles d'origine publique, qu'à l'égard des dettes contractuelles de la même nature : résolution III-1^o. :

« Parmi les éléments propres à éclairer la religion du juge international il convient de retenir : 1^o. L'origine publique ou privée et le caractère contractuel ou délictuel de la dette qui fait l'objet du litige, la prescription devant, en règle générale, être plus difficilement admise pour les dettes publiques que pour les dettes d'origine privée, pour les dettes contractuelles que pour les dettes délictuelles ».

Et ceci ressort non seulement de la jurisprudence internationale, mais surtout de la nature de chaque dette ; une dette délictuelle est poursuivie toujours en paiement d'une manière beaucoup plus diligente que les dettes contractuelles, car 1^o la dette contractuelle est presque toujours certaine, ce qui n'est pas souvent le cas pour les dettes délictuelles, qui ont besoin d'une

décision judiciaire pour qu'en soit déterminé le montant ; 2°. la preuve d'une dette contractuelle est toujours facile par la production du contrat, tandis que, au contraire, une dette délictuelle devient, souvent, improuvable après l'écoulement d'un certain temps ; les faits deviennent de plus en plus douteux à mesure qu'ils vieillissent, et enfin 3°. l'animosité du créancier délictuel, qui a subi un dommage, est toujours plus grande que celle d'un créancier contractuel, ce qui fait que les dettes délictuelles seront généralement très rapidement réclamées, autrement un soupçon de fraude pourra naître, et la validité de la créance sera mise en doute.

Section II

Créances d'origine privée

On appelle créances d'origine privée, les réclamations d'un particulier contre un Etat, qui, soit parce qu'elles ne peuvent pas être poursuivies devant les juridictions internes compétentes, soit qu'elles ont été victimes d'un déni de justice, sont soumises à un tribunal international, par l'entremise de l'Etat dont ressortit le créancier, qui exerce par là son droit de protéger ses nationaux. En anglais le mot technique pour indiquer ces réclamations est « claim », mot qui se traduit littéralement par prétention, et nous l'indiquons parce que c'est surtout devant les commissions mixtes instituées par traité entre les Etats-Unis et plusieurs autres pays que des réclamations de cette sorte ont été jugées. Sur 33 décisions que nous avons pu relever en ce qui

concerne la prescription libératoire de dettes d'origine privée, les Etats-Unis, ont été parties 25 fois, le Vénézuéla 12, le Mexique 9, la Grande-Bretagne 7, l'Italie 3, le Chili 2, et le Danemark, l'Argentine, le Brésil, la Bulgarie, la France, un Grec ¹, le Pérou, et le Portugal ont été parties une fois.

La jurisprudence est, comme on le voit, assez abondante en cette matière, et on a pu dire avec quelque raison que c'est seulement pour les réclamations des particuliers que la prescription libératoire a de l'intérêt ²; cette affirmation n'est vraie qu'en ce qui concerne les cas qui se sont présentés en pratique, car on a vu que l'utilité et l'intérêt de ce principe sont aussi grands pour les dettes publiques que pour les dettes d'origine privée.

Ces dernières, comme les précédentes, se divisent en dettes délictuelles et dettes contractuelles; quoique la différence en ce qui concerne les effets de la prescription, ne soit pas très grande (tout au plus peut-on soutenir que les dettes délictuelles se prescrivent plus rapidement ³), il nous semble préférable de séparer leur étude, car, ne serait-ce que par la différence de délai, le régime auquel elles sont soumises n'est pas le même.

§ 1. *Dettes contractuelles d'origine privée.*

La dette reste privée; malgré l'intervention d'un Etat elle ne perd pas ce caractère; la question de la

1. Il s'agit d'une décision de T.A.M. devant lesquels les particuliers ont accès direct et en leur qualité propre d'individus.

2. A. Cavaglieri, *Il decorso del tempo*, op. cit., p. 178.

3. Comp. Résolution III, 1^o, votée par l'Institut au cours de sa XXXII^e session, La Haye, 1925, *Annuaire*, p. 559.

relation entre la prescription de droit interne selon la loi compétente et celle du droit international peut donc se poser. Cette question, très intéressante au point de vue scientifique, a été remarquablement mise en relief par le rapport de MM. Politis et de Visscher ; nous l'examinerons en détail dans un chapitre spécial. Mais nous pouvons tout de suite observer qu'elle se pose beaucoup plus fermement pour les dettes contractuelles que pour les dettes délictuelles, et ceci par la bonne raison que, pour les dettes délictuelles, il n'y aura pas très souvent de loi interne compétente, car celles-ci résulteront, le plus souvent, de dommages causés à des particuliers par la puissance publique de l'Etat actionné ; or on sait que les tribunaux ne se déclarent jamais compétents quand il s'agit d'actes de puissance publique¹, et ainsi il n'existera pas de prescription de droit interne. En tout cas, en matière contractuelle, cette connexité entre le rapport de droit interne et le rapport de droit international a été expressément reconnue par la jurisprudence.

Dans l'affaire *John H. Williams*, dont les circonstances sont connues, le Vénézuéla soutenait que le paiement des glaces du palais de Caracas, que le marchand américain Williams lui avait livrées, avait été effectué lors de la livraison, et il invoquait subsidiairement la prescription de vingt ans, qui était prévue par la législation interne des deux pays en litige. Bien que le gouvernement des Etats-Unis contestât l'existence de la prescription libératoire en droit international public, le commissaire américain Little décida que l'argument de la prescription devait être admis.

1. Comp. *Annuaire*, p. 18.

Dans l'affaire *Hayes*¹, (commission mixte américano-méxicaine, 23 janvier 1850), la commission admet la prescription pour une demande de paiement de salaire pour services rendus au gouvernement mexicain, par le capitaine Hayes.

Dans l'affaire *Zander*² (commission mixte américano-méxicaine, 26 février 1851), des fournitures d'armes avaient été faits par John A. Zander, citoyen américain, au gouvernement mexicain en 1812-1813 ; il en demande le paiement en 1850, après avoir essayé, mais sans pouvoir prouver ce fait, d'introduire sa réclamation à la commission de 1839 ; il est débouté.

Dans l'affaire *Spader*³, (commission mixte américano vénézuélienne de 1903), la réclamation de William V. Spader, citoyen des Etats-Unis, contre le gouvernement vénézuélien, est rejetée par application de la prescription ; le demandeur soutenait qu'il avait droit à se faire payer les services rendus par l'amiral Louis Brion au Vénézuéla lors de la guerre d'indépendance (début du xix^e siècle) ; cet amiral décédé le 21 septembre 1821, avait institué légataire Maria Josepha Brion Franken, décédée, dont l'unique légataire était Mary Elisabeth Franken Spader, elle-même décédée, en laissant le demandeur, enfant et héritier unique.

Ces cas curieux n'appliquent pas à proprement parler la prescription libératoire, telle qu'on la comprend en droit interne, mais telle qu'elle doit être comprise en droit international, avec pouvoir du juge de rechercher si le retard justifie un soupçon de fraude, une pré-

1. Moore, *Int. Arb.*, t. III, p. 3457.

2. Moore, *Int. Arb.*, t. III, p. 3433.

3. Ralston, *Ven. Arb.*, p. 161.

somption de renonciation, ou s'il constitue la preuve de la dette impossible¹. Mais il existe des cas beaucoup plus récents et importants, postérieurs à la discussion devant l'Institut et qui, peut être même à cause de cette discussion, ne laissent aucun doute sur notre matière.

Dans l'affaire *Canadian claims for refund of hay duties*², (1925, commission mixte américano-britannique instituée en 1910), les faits sont les suivants : cinq canadiens, importateurs de foin aux Etats-Unis, réclament au gouvernement de ce pays le remboursement de droits et taxes indûment perçus ; mais, refusant de s'adresser aux tribunaux américains (1882), ils en saisirent le gouvernement anglais, incident qui provoqua une correspondance diplomatique entre les deux Etats ; elle se termina par la soumission de la question au jugement de la commission mixte de 1910. Entre temps le délai d'action en droit interne américain était expiré et l'action éteinte. Devant la commission les canadiens soutinrent que les règles du droit civil ne devraient pas avoir d'effet sur la recevabilité d'une action internationale régie par le droit de ce nom ; mais le tribunal, reconnaissant les effets de la prescription libératoire en droit international, admit l'argumentation des Etats-Unis, basée sur ce principe. Cette affaire est doublement intéressante : 1°. au point de vue de l'admission de la prescription en droit international, et on voit que le tribunal ne discute même pas ce fait, et 2°. au point de vue de l'influence de la pres-

1. Comp. Projet de résolutions, proposé par les rapporteurs à l'Institut, *Annuaire*, p. 23 (Texte primitif de la résolution II).

2. Amer. Journ. of Internat. Law, t. XIX, 1925, p. 795.

cription de droit interne sur la recevabilité de la réclamation internationale, problème que nous étudierons dans le chapitre suivant.

La seconde des affaires importantes dont nous avons parlé est celle des *Indiens Cayuga*¹, (22 janvier 1926, devant la même commission que l'affaire des *canadian claims*), dont les circonstances ont été déjà rapportées plus haut, dans le chapitre sur le fondement de la prescription. Ici il n'existait pas d'action de droit interne, malgré qu'il s'agit d'une dette contractuelle, parce que le paiement de subventions aux indiens par le gouvernement des Etats-Unis constituait un acte politique, et il n'existait pas d'obligation de droit interne (public ou privé) à la charge du gouvernement américain. La prescription est appliquée pour l'obligation de droit international.

Enfin une troisième affaire qui doit être citée est l'affaire *G. Cook c. Mexique*², (3 juin 1927); Cook réclame le montant de chèques postaux, émis en 1913-1914, dont les autorités postales mexicaines lui refusèrent le paiement. Le Mexique invoque la courte prescription de deux ans de sa législation interne, seule applicable, d'après lui, comme *lex loci contractus*; mais le gouvernement des Etats-Unis, tout en affirmant l'existence du principe en droit international, parvient à le faire écarter par le tribunal, car il peut prouver que les chèques postaux ont été présentés en paiement à temps, mais que Cook a rencontré la plus mauvaise volonté de la part du gouvernement mexicain, ce qui excluait la possibilité d'une action devant les tribunaux internes

1. Amer. Journ. of Internat. Law, t. XX, 1926, p. 593.

2. Amer. Journ. of Internat. Law, 1928, p. 189.

mexicains. Le principe est donc écarté, en l'absence de sa raison d'être, et conformément au droit que possède le juge en droit international d'apprécier l'applicabilité de la prescription.

En sens contraire de toutes ces décisions nous citerons l'unique affaire *Alsop*¹ (arbitrage du roi George V entre les Etats-Unis et le Chili, 5 juillet 1911). La firme Alsop et Cie possédait une créance contre la Bolivie, qu'elle avait achetée à un Brésilien, Pedro Lopez Gama (1876); cette créance était échue en 1880, mais la firme n'essaya pas d'en recouvrer le montant. En 1904, le gouvernement chilien se chargea du paiement de certaines dettes boliviennes, par traité conclu avec ce pays; une réclamation fut présentée au gouvernement chilien en 1906; une contestation s'éleva, la firme demanda la protection des Etats-Unis, le litige devint international et l'affaire fut soumise à l'arbitrage du roi d'Angleterre; au cours de l'instance le gouvernement chilien invoqua la prescription, mais l'arbitre la rejeta comme n'agissant pas entre Etats. La décision est déconcertante, et c'est d'ailleurs l'unique dans son genre, car nous n'avons pas rencontré d'autre décision niant l'existence du principe pour les dettes d'origine privée. En tout cas la décision est critiquable, non seulement parcequ'elle n'applique pas la prescription, mais 1^o parce que, tout en niant l'existence du principe en droit international, elle cherche néanmoins à excuser le retard de la production de la réclamation, notamment par la situation troublée de la Bolivie, ce qui prouve que l'arbitre n'est pas très sûr de son affirmation en ce qui concerne la prescription, et 2^o. parce qu'elle

1. Amer. Journ. of Internat. Law, 1911, p. 1079-1107.

traite de la dette comme si elle était publique, alors qu'elle est manifestement d'origine privée. Peut être même que cette confusion commise par l'arbitre, en ce qui concerne la nature de la dette, est susceptible d'atténuer le caractère catégorique de l'assertion susénoncée, car ainsi elle n'aurait voulu que répéter ce que la Cour Permanente d'Arbitrage avait dit en 1902, à propos de l'affaire des *Fonds Pieux de Californie*.

Quoique cette affaire date de 1911 et qu'elle soit rapportée par Ralston (*International law and procedure, op. cit.*, n° 695), dont les renseignements jurisprudentiels ont été largement utilisés par les rapporteurs et les membres ayant rédigé des observations, lors de la XXXII^e session de l'Institut, aucun de ces jurisconsultes ne cite l'affaire *Alsop* et c'est regrettable, car il aurait été extrêmement intéressant de connaître l'opinion de ces grands internationalistes sur cette affaire. En tout cas, et comme nous l'avons déjà dit, nous ne croyons pas qu'il faut attribuer une portée trop absolue à cette décision, qui reste seule dans son genre, et qui n'a pas l'air de devoir être suivie puisque toutes les affaires postérieures la contredisent.

§ 2. Dettes délictuelles d'origine privée

Les affaires appliquant la prescription sur des dettes délictuelles d'origine privée sont plus nombreuses, parce que c'est ici que le pouvoir d'appréciation du juge est le plus large ; celui-ci tiendra compte de circonstances de fait telles que la présomption de fraude et de renonciation, ou l'impossibilité de preuve, pour appli-

quer la prescription. On s'aperçoit de l'élasticité qu'acquiert de cette façon, l'applicabilité du principe.

Voici, à titre d'exemples, quelques affaires prises parmi les plus importantes : affaire *Rebecca*¹, (commission mixte américano-mexicaine, 21 mars 1851) ; le schooner de ce nom avait été saisi par le gouvernement mexicain en 1822, mais ses propriétaires n'ont réclamé qu'en 1844 ; la réclamation est rejetée.

Affaire du *Macedonian*², (arbitrage du roi Léopold II de Belgique entre les Etats-Unis et le Chili, 15 mai 1863) ; il s'agit de la saisie de la cargaison de ce bateau, ainsi que celle des sommes que le capitaine transportait à Santiago de Chili ; le *Macedonian* lui-même fut, par la suite, saisi et vendu. Les faits datent de 1821 et se justifient, de la part du Chili, par la croyance qu'il s'agissait d'un navire et d'une cargaison espagnols ; (le Chili était en guerre à cette époque avec l'Espagne pour son indépendance). Le capitaine avait protesté à l'époque et il y eut même réclamation officielle du gouvernement américain ; mais, l'affaire n'ayant pas reçu de solution, la réclamation sommeilla jusqu'en 1842, lorsque les chargeurs du navire, renouvelant leur réclamation, provoquèrent une nouvelle correspondance diplomatique entre les deux gouvernements, de telle sorte que l'affaire fut soumise à l'arbitrage de Léopold II ; malheureusement le Chili abandonna le moyen de la prescription qu'il invoquait et ainsi l'arbitre n'eut pas à se prononcer sur la question ; néanmoins il en fit application pour le calcul des intérêts, dans lequel il ne tint aucun compte de la période 1821-1844. Cette affaire a donné lieu à la

1. Moore, *Int. Arb.*, t. III, p. 3008.

2. La Pradelle et Politis, *Arb. Int.*, t. II, p. 182 et suiv.

naissance de la distinction entre production et renouvellement de la réclamation, qui sera examinée au chapitre de l'interruption.

Affaire *Louis Brand*¹, (commission mixte américano-péruvienne de 1863) ; en 1828, dans le port de Callao (Pérou), une chaloupe s'étant éloignée du bateau américain « Ganges » à une heure où il était interdit de traverser le port, des soldats péruviens montèrent à bord et intimèrent au second de les suivre ; celui-ci ayant refusé, une bagarre s'ensuivit pendant laquelle le capitaine fut menacé ; M. Brand, passager et ami du capitaine, voyant un soldat prêt à le frapper, fit feu ; mal lui en prit. Tous les Péruviens se lancèrent sur lui, et s'acharnèrent tant et si bien, que M. Brand, roué et malmené, en resta partiellement incapable toute sa vie. Mais, aussi étrange que cela puisse paraître, la victime ne fit aucune démarche pour recevoir réparation jusqu'en 1854. Ces 26 années de silence inexplicable furent considérées comme un élément dont la commission ne pouvait pas ne pas tenir compte, et la réclamation fut rejetée.

Dans l'affaire *Horatio*², (commission mixte américano-vénézuelienne de 1869-1870), il s'agit de nouveau de la saisie d'un navire : le brick américain Horatio. Les faits datant de 1851 et une réclamation n'ayant été soulevée par l'intéressé que seize années plus tard, la réclamation est rejetée.

L'affaire du *Canada*³ (arbitrage d'Ed. Thornton entre les Etats-Unis et le Brésil), confirme la distinction jurisprudentielle entre première production et renouvelle-

1. La Pradelle et Politis, *Arb. int.*, t. II, p. 269-270.

2. Moore, *Int. Arb.*, t. III, p. 3021.

3. La Pradelle et Politis, *Arb. Int.*, t. II, p. 622.

ment de la réclamation ; le baleinier Canada avait péri par la faute des autorités brésiliennes en 1856 ; réclamation eu lieu en 1857 et puis l'affaire fut négligée pendant dix années (1857-1867), à cause de la guerre de Secession comme le prétendit le gouvernement des Etats-Unis ; lors du renouvellement de la réclamation, le gouvernement brésilien invoqua la prescription, mais l'arbitre, dans sa sentence (11 juillet 1870), n'admit pas cet argument, car il y avait eu déjà première réclamation, et le retard ne s'appliquait qu'au renouvellement.

Affaire *Selkirk*¹, (commission mixte américano-mexicaine, 10 avril 1872) ; James Selkirk, propriétaire du schooner « Helen Marr », effectuait un voyage de Vera-Cruz à Coatzacoalcos, quand il fut obligé de faire escale à Minatitlan ; or Minatitlan était un port fermé, et les autorités mexicaines capturèrent le « Helen Marr ». Aucune explication ne put être donnée sur place, car Selkirk ne parlait pas l'espagnol. Le bateau fut ramené à Vera Cruz, et jugé ; Selkirk fut condamné à une amende et on lui fit savoir qu'il avait le choix entre l'appel et le paiement de l'amende, le bateau ne pouvant lui être rendu qu'après le jugement d'appel ou le versement du montant de l'amende. Selkirk ne fit ni l'un ni l'autre ; mais il se rendit aux Etats-Unis et il se plaignit à son gouvernement. Rien ne fut fait pour cette affaire jusqu'en 1868 ; Selkirk est débouté pour ce retard de 17 années.

Gardner Mossman , commandant le brick « H. Kellock », dans un voyage de Barbados à Coatzacoalcos, en 1854, subit une mésaventure à peu près identique ; il est débouté pour 16 ans de retard (Affaire *Mossman*, commission mixte américano-mexicaine, 18 février 1875)²

1. Moore, *Int. Arb.*, t. III, p. 3130.

2. Moore, *Int. Arb.*, t. IV, p. 4180.

Dans l'affaire *Black et Stratton*¹, (commission mixte américano-mexicaine, 26 mai 1876), MM. Black et Stratton prétendaient que les autorités mexicaines avaient illégalement saisi, à Mondora, en 1853, des chevaux, juments et mules leur appartenant. Mais la réclamation est rejetée, parce que 16 ans ont passé depuis les faits incriminés, et une présomption de fraude s'est élevée contre les demandeurs.

Dans l'affaire *William Yeaton*², (commission mixte américano-vénézuélienne, 5 décembre 1885) une réclamation tardive (28 ans) pour saisie illégale d'un schooner, est rejetée.

Affaire *Corwin ou du navire Mechanic*³, (commission mixte américano-vénézuélienne, 5 décembre 1885) ; la saisie date de 1824 ; elle a été effectuée par les autorités colombiennes ; or la première réclamation de Amos Corwin, cessionnaire des droits des assurances, contre le gouvernement vénézuélien, héritier, pour 28,5 % des dettes de l'ancienne république de Colombie, date de 1863 ; quoique ce retard de 39 ans n'ait pas été le seul élément qui détermina le rejet de la réclamation, il est expressément mentionné dans la sentence arbitrale.

Ensuite viennent les arbitrages vénézuéliens, dans lesquels on constate la tendance du juge international à rechercher si les raisons qui justifient l'existence de la prescription en droit international se retrouvent dans chaque cas spécial. Tel est le cas dans les affaires :

1. *Irène Roberts*⁴, (américain-vénézuélien) ; une réclamation vieille de 32 ans, n'a pas été prescrite, parce

1. Moore, *Int. Arb.*, t. III, p. 3138.

2. Moore, *Int. Arb.*, t. III, p. 2944.

3. Moore, *Int. Arb.*, t. III, p. 3210.

4. Ralston, *Venez. Arb. of 1903*, p. 142 et suiv.

qu'il y a eu première réclamation ; 2. *Giacopini*¹, (italien-vénézuélien) ; affaire identique ; la réclamation date de 1871, mais, comme il y a eu première réclamation, la prescription ne peut être appliquée ; 3. *Tagliaferro*³, (italien-vénézuélien) ; la réclamation pour déni de justice, quoique vieille de 31 ans, n'est pas prescrite, car les raisons de la prescription manquent ; et 4. *Stevenson*³, (anglais-vénézuélien) ; la prescription est rejetée non parce qu'elle n'existe pas en droit international, mais parce que son fondement manque, comme dans l'affaire précédente.

Dans l'affaire *Gentini*⁴, (italienne-vénézuélienne) ; une réclamation pour emprisonnement et fermeture forcée du magasin de Gentini, en 1871, présentée pour la première fois en 1903, est prescrite, non par application d'un principe d'une législation interne quelconque, mais par application du droit international, dont la prescription fait partie. Toutes ces idées étant expressément énoncées dans la sentence, l'affaire *Gentini* est une des plus importantes en notre matière, car elle fait bien remarquer qu'elle n'applique pas du droit interne, et répond 23 années en avance à M. Cavaglieri⁵, qui prétend que, dans les affaires où la prescription libératoire a été appliquée, il s'agissait de droit international privé, et, par conséquent, on faisait application de la loi interne compétente. C'est dans cette affaire que le surarbitre Ralston écarte l'objection de l'affaire *des Fonds Pieux*, soulevée par le commissaire italien, Agnoli,

1. *Ibid.*, p. 765.

2. *Ibid.*, p. 764.

3. *Ibid.*, p. 327.

4. *Ibid.*, p. 720 et suiv.

5. *Il decorso del tempo*, op. cit., p. 177.

pour éviter la prescription ; enfin la sentence contient une bibliographie très importante du sujet.

Nous avons voulu énumérer toutes ces décisions pour montrer combien la jurisprudence est uniforme à ce sujet ; nous n'avons pu trouver qu'une sentence équivoque en cette matière : c'est l'affaire *Butterfield*¹, (arbitrage de Sir Edmund Monson, ministre de Grande-Bretagne à Athènes, entre les Etats-Unis et le Danemark, 6 décembre 1888) ; il s'agissait de la prise et de la détention par les autorités danoises de l'île Saint-Thomas aux Antilles, de deux vaisseaux américains le steamer Benjamin Franklin, en 1854, et le brick Catherine Augusta, en 1855. Quoique l'arbitre, dans sa sentence, paraisse écarter le principe de la prescription libératoire invoqué par le Danemark, ce n'est pas ainsi qu'il faut interpréter le motif qui a poussé le juge international ; en effet il apparaît des circonstances de l'affaire que, jusqu'en 1860, on s'est fort occupé du règlement de ce litige, et que la réclamation ne fut vraiment négligée qu'entre 1860 et 1866 ; on voit donc qu'il y avait eu déjà première réclamation, ce qui suffisait à écarter la prescription sans discuter son principe, et, en second lieu, il paraît que le délai de 6 ans était trop court. En tout cas l'affaire *Butterfield* n'est pas tant la condamnation du principe de la prescription libératoire qu'un cas spécial de non application.

Rappelons, en terminant, l'affaire *Sarropoulos* contre Etat bulgare², dont les circonstances sont connues (v. *supra*) et qui présente une nouvelle évolution du principe, en rejetant, par application de la prescription,

1. Moore, *Int. Arb.*, t. II, p. 1185.

2. Recueil des décisions des T.A.M., t. VII, 1928, p. 47-55.

une réclamation qui avait été officiellement présentée à l'époque du dommage, le retard concernant seulement le renouvellement.

De l'étude de la jurisprudence en cette matière des dettes délictuelles d'origine privée, on peut déduire trois observations : 1^o le juge possède un droit d'appréciation très large pour déterminer l'existence des circonstances de fait qui sont susceptibles de renforcer la justice de la prescription (présomption de fraude, présomption de renonciation, impossibilité de preuve), 2^o si ces circonstances manquent, l'application de la prescription sera souvent écartée, et 3^o une distinction est faite entre la première production et le renouvellement de la réclamation, la prescription étant écartée, si le retard est apporté au renouvellement ; mais on a vu que l'affaire *Sarropoulos* tend à inaugurer une nouvelle phase jurisprudentielle, dans laquelle on ne distinguera plus entre production et renouvellement qu'en ce qui concerne les conditions d'application de la prescription, et non pour la rejeter purement et simplement.

Mais, en ce qui concerne les dettes d'origine privée, et surtout pour les dettes contractuelles, il peut se poser une question très importante, que plusieurs décisions arbitrales ont aperçue, que les rapporteurs à l'Institut ont merveilleusement mise en lumière, et dont M. Cavaglieri a exagéré l'importance¹. C'est la question de la relation entre prescription de droit interne et prescription de droit international, ou de l'influence de la première sur la seconde ; elle fera l'objet du chapitre suivant.

1. M. Cavaglieri, a, en effet, (*Il decorso del tempo... etc.. op. cit.*), confondu la prescription de droit international, avec la prescription interne, loi nationale d'un Etat, alors que cette dernière est nettement distincte du principe qui s'applique aux rapports internationaux.

CHAPITRE II

RELATION ENTRE PRESCRIPTION DE DROIT INTERNE ET PRESCRIPTION DE DROIT INTERNATIONAL

La réclamation privée ne perd pas ce caractère parce qu'un Etat se charge d'en assurer le paiement au nom de son ressortissant, et l'on peut se demander si une réclamation internationale est possible quand l'action de droit privé est prescrite par application de la loi interne compétente.

Remarquons d'abord qu'il n'existera pas d'action de droit interne pour toute réclamation d'un individu contre un Etat étranger, (actes de gouvernement échappant à tout contrôle); ensuite que la question de savoir à quelle loi obéit la prescription libératoire des créances est une grande difficulté du droit international privé¹. Plusieurs lois sont proposées, telles la loi du contrat, la

1. Comp. M. de Bustamante, dans la discussion qui suivit le rapport, *Annuaire*, p. 484. V. sur la question de la détermination de la loi compétente en ce qui concerne la prescription libératoire : J. Michel, *La prescription libératoire en droit international privé*, dans *Revue de droit international privé*, 1912, p. 302-330. — Ajb. Rolin, *Rapport à l'Institut de droit international, Annuaire*, t. XXXI, 1924, Vienne, p. 33 et suiv. et Résolutions votées après discussion, *Ibid.*, t. XXXI, p. 179.

loi du domicile du débiteur, la *lex loci solutionis*, la *lex fori* comme loi d'ordre public, etc... M. le professeur J.P. Niboyet, dans son *Manuel de droit international privé*¹, décide que la loi compétente est différente selon les cas². Il est donc très difficile de savoir à quelle loi est soumise la prescription libératoire ; mais supposons que cette loi soit connue et que, d'après cette loi, la créance soit prescrite ; quel sera l'effet de cette prescription sur la recevabilité de la réclamation internationale ? Les internationalistes sont d'accord sur ce point : une créance privée prescrite selon le droit interne est irrecevable en droit international³, mais, comme le disent avec raison les rapporteurs, et sur la judicieuse remarque de M. Strisower⁴, la réclamation diplomatique internationale est irrecevable, « non pas parce que la prescription de la dette privée entraîne celle de la réclamation diplomatique, mais parce que l'inaction prolongée de l'ayant-droit enlève sa base même au droit de protection de l'Etat »⁵. Il n'en serait autrement que si la prescription conformément à laquelle la prétention privée est éteinte peut être contestée suivant les règles du droit international, c'est-à-dire que l'Etat conserverait le droit de protéger son national, même quand la prétention de celui-ci est prescrite suivant le droit interne, mais seulement si le bien fondé de cette prescription peut être mis en doute. Cette idée a soulevé de grosses objections devant l'Institut lors de la discussion du rapport ; la

1. 1 vol. Sirey, 1928, 2^e édit., p. 823.

2. M. Niboyet, cite, *loc. cit.*, p. 826, de nombreuses décisions dans des sens divers.

3. V. opinions des membres de l'Institut ayant rédigé des observations au rapport, *Annuaire*, p. 24-49.

4. *Annuaire*, p. 34-35.

5. *Annuaire*, p. 10.

résolution IV proposée par les rapporteurs était ainsi conçue : « La prescription, conformément à la loi interne compétente, d'une créance privée, rend irrecevable la réclamation diplomatique formée en sa faveur, à moins que l'on ne puisse mettre en discussion le bien-fondé de cette prescription elle-même ». La dernière phrase souleva de telles objections de la part, notamment, de Lord Phillimore, de M. Scott, Urrutia, Hammarskjöld, Alvarez, Tchéou-Wei, qu'on remua le grand problème de savoir s'il faut soumettre les lois internes à l'appréciation des juridictions internationales, si bien que les rapporteurs furent obligés d'accepter une addition au texte primitif proposée par M. Strisower ; on intercala ainsi dans la rédaction définitive la phrase : « d'après les règles du droit international » entre les mots : « en discussion » et « le bien-fondé »¹.

Mais le principe de l'irrecevabilité de la réclamation diplomatique, quand l'action de droit interne est prescrite, n'a pas été mis en doute, et M. Cavaglieri l'admet aussi, dans son article sur l'effet du temps².

Mais ce principe ne change en rien ce que nous avons dit sur l'indépendance de l'une des prescriptions à l'égard de l'autre. En effet il se peut tout d'abord que l'action interne n'existe pas (v. *supra*) ; ensuite il est possible qu'un droit de l'Etat existe indépendamment du droit de l'individu et, en ce cas, la prescription du droit individuel ne préjudiciera en rien au droit de l'Etat ; enfin nous avons vu que, dans la mesure où le

1. V. le procès-verbal de cette intéressante discussion dans *Annuaire*, p. 483-486.

2. Voici littéralement ce que dit M. Cavaglieri : *Il decorso del tempo.. op. cit.*, p. 178 : « Caduta la pretese individuale, non puo logicamente sopravvivere l'azione statale fondata su di essa ».

droit international le permet, on peut mettre en cause le bien-fondé de cette prescription de la loi interne compétente. On voit donc que la connexité des deux prescriptions n'est pas de portée générale ; néanmoins et dans la plupart des cas la prescription de la prétention individuelle entraîne irrecevabilité de la réclamation diplomatique internationale.

Cette règle a été insérée dans le célèbre traité Jay du 19 novembre 1794, par l'article que nous avons cité dans notre chapitre « sur la nature de la prescription », où il est dit que toute réclamation irrecevable en droit interne à cause du « retard, de la négligence, ou de l'oubli volontaire du réclamant », devra être déclarée également irrecevable devant la commission instituée par ce même article (V. *supra*, ainsi que les exemples des affaires *Cadix* et *Fame*).

En ce qui concerne l'interruption, la réclamation diplomatique interrompt-elle le cours de la prescription de droit interne ? La question est d'une grande importance, car supposons, comme il est arrivé dans l'affaire *Selkirk*, que l'individu n'a pas épuisé tous les moyens de droit interne ; dans ce cas sa réclamation devant un tribunal international sera peut-être rejetée ; or, si la réclamation diplomatique n'interrompt pas la prescription de la loi compétente, et étant donné que les affaires internationales traînent assez longtemps avant d'être réglées, l'individu pourra se voir privé de tout recours si la réclamation internationale échoue et qu'entre temps sa prétention soit prescrite en droit interne compétent, alors que, si la réclamation internationale interrompt la prescription de droit interne, le particulier se trouvera toujours dans les délais nécessaires et

pourra intenter, peut-être avec succès, une action devant les tribunaux internes. Cette dernière conception est combattue par MM. Strisower et Bourquin, comme contraire à leur théorie que la réclamation diplomatique possède une individualité propre et ne peut influencer la recevabilité de la réclamation privée de droit interne, étant donné qu'elle se meut dans un plan différent.

L'opinion contraire a été suivie par les rapporteurs et M. Alb. Rolin, en ce sens que la réclamation diplomatique interrompt la prescription, et nous croyons aussi que c'est la solution la plus favorable aux droits des particuliers, raison qui contribue à nous mettre d'accord avec les rapporteurs. Il est vrai que M. Strisower, tout en étant d'opinion contraire, préconise, pour arriver au même résultat, que la réclamation diplomatique, pendant toute sa durée, soit considérée comme une cause de suspension de la prescription de droit interne¹; nous ne demandons pas mieux, et la solution de M. Strisower est peut-être plus rationnelle, mais il est impossible de soutenir que la réclamation diplomatique n'a aucun effet sur la recevabilité de la demande interne. L'interruption a pour effet de détruire la présomption de renonciation, d'oubli ou de fraude du titulaire du droit en cause et on ne peut pas dire que la réclamation n'arrive pas au même résultat, quoiqu'en droit interne elle ne constitue pas, à proprement parler, une interruption de la prescription.

Il n'y a pas eu de résolution votée sur cette question.

1. *Annuaire*, p. 36-37.

CHAPITRE III

CONDITIONS DE LA PRESCRIPTION LIBÉRATOIRE

Il n'existe pas, à proprement parler, de conditions pour la prescription libératoire ; il faut naturellement que le créancier ait gardé le silence pendant un laps de temps assez long pour justifier son application. Mais, si celui-ci rompt son silence, il interrompra la prescription, cette condition est donc automatiquement étudiée quand on étudie l'interruption.

On peut soutenir que les considérations de fait sur lesquelles se base généralement l'arbitre pour appliquer la prescription en sont autant de conditions. Par exemple la présomption de fraude, de renonciation, ou l'impossibilité de preuves qui sont généralement recherchées par la jurisprudence arbitrale, comme raisons de la prescription libératoire, seraient des conditions de ce principe puisqu'en cas d'absence elles empêchent son application. Ceci est vrai, mais ces circonstances n'en deviennent pas pour cela des conditions de la prescription, puisqu'il suffit de la présence de l'une d'entre elles pour imposer ce principe alors que, quand on parle de condi-

tions, il faut que le principe les réunisse toutes pour qu'il soit applicable.

En vérité la présomption d'abandon, la présomption de fraude, et l'impossibilité de preuves ne sont que des considérations de fait aptes à renforcer la prescription et elles n'ont aucun caractère limitatif, car il peut s'en présenter d'autres.

Une véritable condition est celle qui résulte de la résolution V, votée par l'Institut : « Le juge international ne peut suppléer d'office le moyen tiré de la prescription »¹. Il faut donc que celle-ci soit invoquée pour être appliquée ; cette condition ressort de l'étude de la jurisprudence arbitrale, et a trait au caractère d'exception qu'on attribue dans toutes les législations à la prescription libératoire. En effet ce principe est souvent présenté comme ne constituant pas, à proprement parler, un mode d'extinction des obligations, mais comme un moyen d'éviter des poursuites tardives ; c'est ce qui explique l'opinion, généralement soutenue, qu'il existe une obligation naturelle de payer une dette prescrite.

Dans la jurisprudence on rencontre souvent l'exigence de cette condition, manifestée, soit négativement par la non application d'une prescription non invoquée, soit positivement par la déclaration expresse du juge. On peut citer, dans le premier sens, plusieurs affaires dans lesquelles la prescription est passée inaperçue parce qu'elle n'a pas été invoquée : affaire *Splendid*², (commission mixte américano-mexicaine de 1842) ; Smith Thompson et autres réclament, pour saisie et

1. Cette V^e résolution n'était pas comprise dans le projet proposé par les rapporteurs ; elle a été votée sur la proposition de M. de Boeck, *Annuaire*, p. 487.

2. La Pradelle et Politis, *Arb. Int.*, t. I, p. 460.

usage de leur brick *Splendid* par le gouvernement mexicain, en 1822, 2.800 dollars de principal sans intérêts; il leur est accordé 2093 dollars, malgré l'espace de 20 ans qui s'est écoulé depuis les faits. Affaire *Peter Harmony*¹, (même commission de 1842). Le réclamant demande, pour une saisie d'espèces faite sur la route de Vera-Cruz, en octobre 1822 par des officiers mexicains et pour le compte de leur gouvernement, une somme de 11.130 dollars. Accordés. Dans l'affaire du *John*², (commission mixte américano-britannique de Londres 15 janvier 1855); le « John » avait été pris et détruit par les Anglais en 1815, alors que le traité de paix avec les Etats-Unis était déjà signé; son propriétaire fut débouté devant la Cour d'Amirauté anglaise en 1818 et cette affaire fut oubliée jusqu'en 1855; 37 ans sont passés et pourtant la commission alloue l'indemnité de 13.608,22 dollars demandée, la prescription n'ayant pas été invoquée.

Dans le second sens on doit citer l'affaire *Daniel*³, (arbitrage France-Vénézuéla, 1903); MM. A. Lemoine et successeurs avaient une créance contre le gouvernement vénézuélien, mais 32 ans étaient passés depuis son échéance; la sentence dit clairement que la prescription, qui pouvait être invoquée, ne l'a pas été par le gouvernement vénézuélien, il est donc impossible de l'appliquer; la somme demandée par MM. A. Lemoine leur a par suite été allouée.

La V^e résolution de l'Institut confirme cette jurisprudence et formule ainsi une condition de la prescription.

Un autre aspect du problème n'a pas été aperçu par les auteurs qui se sont occupés jusqu'à ce jour de la prescription libératoire; faut-il, pour que la prescrip-

1. *Ibid.*, t. I, p. 459.

2. *Ibid.*, t. I, p. 761-762.

3. Ralston, *Venez. Arb.*, p. 507.

tion soit applicable, que le retard soit imputable au particulier créancier, ou suffit-il du retard du gouvernement qui prend en mains sa réclamation ? En d'autres termes, si le retard est imputable non à l'individu mais à son gouvernement, devra-t-on appliquer la prescription ? C'est une question qui n'a pas encore été traitée ; elle ne vaut que pour les réclamations d'origine privée, et elle nous a été révélée dans l'affaire des *Indiens Cayuga*¹ ; on se souvient que ces Indiens, qui possédaient une créance vis-à-vis du gouvernement américain, ont réclamé auprès du gouvernement britannique en 1849 et celui-ci n'intervint auprès du gouvernement américain qu'en 1899 ; or le tribunal appliqua la prescription pour la période de 1811-1849, période pendant laquelle le silence est imputable aux Indiens eux-mêmes, et l'écarta pour la période 1849-1899, dans laquelle le silence était imputable au gouvernement britannique. Nous croyons que la solution est bonne, car il est injuste de tenir rigueur au créancier pour un retard qui n'est pas survenu de sa faute. D'ailleurs cette idée est implicitement comprise dans la résolution III-2° de l'Institut : « La circonstance que le retard « de la réclamation s'applique à sa production ou simplement à son renouvellement, la prescription ne devant « plus être admise, dans la deuxième hypothèse, s'il « est établi en fait que l'inaction subséquente de l'Etat « réclamant est imputable à la partie adverse ou à un « cas de force majeure ». On voit que cette règle ne concerne en rien ce que nous venons de dire, mais elle contient le principe de la non application de la prescription quand le retard n'est pas imputable à l'Etat

1. Amer. Journ. of Internat. Law, t. XX, 1926, p. 593.

créancier. Dans notre question le retard est bien imputable à l'Etat créancier ; mais celui-ci n'a pas cette qualité en son nom propre, mais en vertu du droit de protéger ses nationaux, et le véritable créancier, c'est le particulier ; il semble donc injuste de faire souffrir le particulier du retard de son gouvernement. C'est cette idée qui a été appliquée dans l'affaire des *Indiens Cayuga*, par la commission américano-britannique ; mais on peut proposer une autre solution : la réclamation diplomatique sera prescrite, que le retard soit imputable au particulier ou à son gouvernement ; seulement dans ce dernier cas, le particulier aura un recours contre son propre gouvernement qui lui a causé un dommage par le retard à produire ou à renouveler la réclamation ; les deux solutions sont également satisfaisantes, car le droit de l'individu est ainsi sauvegardé, mais la première est préférable car elle est plus simple, ne faisant pas intervenir le droit administratif interne, qui, probablement, n'aura jamais prévu l'éventualité d'un recours pareil. La seconde est, en tout cas, plus rationnelle.

On peut ajouter qu'il existe encore une condition de la prescription des dettes d'origine privée : c'est que la réclamation privée soit déjà prescrite conformément à la loi interne compétente, car on ne peut rejeter une réclamation diplomatique, en se fondant sur le retard, alors que la prétention privée, sur laquelle elle est basée, reste encore recouvrable en droit interne compétent ; il est vrai que, dans ce cas, la réclamation diplomatique sera de nouveau rejetée parce que le particulier n'aura pas épuisé tous les moyens de droit interne (« exhausted local remedies »), mais ceci est en dehors de notre sujet.

CHAPITRE IV

DÉLAIS DE LA PRESCRIPTION LIBÉRATOIRE

Des délais n'existent pas en droit international positif ; si l'on excepte le cas d'une réclamation privée dont le délai d'extinction suivant la loi interne compétente est certain, les autres situations sont laissées à la souveraine appréciation du juge international, comme le déclare la résolution II, votée par l'Institut. Le juge appréciera si le laps de temps écoulé est suffisant et il l'a fait, dans la plupart des affaires que nous connaissons, avec assez d'aisance. On lit généralement que les délais appliqués par la jurisprudence arbitrale sont tellement disparates qu'on ne peut pas en déduire des tendances générales, et M. Wittenberg¹ qualifie la jurisprudence, sur ce point, de proprement anarchique. Il est vrai que les délais appliqués par les arbitres sont différents, mais quelqu'un qui étudierait attentivement les solutions des juges pourrait peut-être entrevoir des esquisses de tendances à régler ce point. Et 1^o remarquons la distinction, assez caractérisée, des décisions entre dettes publiques et dettes d'origine privée, con-

1. *La recevabilité des réclamations*, op. cit., p. 30.

tractuelles et délictuelles ; celle-ci est assez certaine pour avoir pu faire l'objet d'une résolution de l'Institut (Résolution III-1^o), et, si celui-ci décide que la prescription doit être plus difficilement admise dans un cas que dans l'autre, cela signifie que le délai requis sera plus long : par exemple, une dette d'origine privée se prescrira plus rapidement qu'une dette publique, et, dans chaque catégorie, les dettes délictuelles seront prescrites par un délai plus court que les dettes contractuelles.

2^o Les décisions ne sont pas aussi anarchiques que M. Wittenberg veut nous le faire croire ; nous avons fait des rapprochements, en ce qui concerne ce point, entre les affaires de même nature et voici ce que nous avons observé :

A. Dettes publiques ; en ce qui concerne ces dettes, on a vu que les décisions ne sont pas très abondantes, mais qu'il ne fallait pas en déduire que ces dettes sont imprescriptibles. Dans l'affaire *King et Gracie*, 17 années se sont écoulées et l'on rejette la prescription ; le délai n'était probablement pas assez long, car nous avons vu que, si la prescription a été rejetée, ce n'est pas parce qu'elle est inapplicable aux dettes publiques. Dans l'affaire du *général Armstrong*, 17 années d'inaction du gouvernement américain décident le Portugal à invoquer la prescription ; on a vu que l'arbitre n'a pas eu à se prononcer sur ce principe et c'est regrettable, car on aurait un précédent, pour une dette délictuelle publique entre Etats.

B. Dettes d'origine privée : a.) contractuelles ; affaire *Williams* (26 ans), *Hayes* (20), *Zander* (26), *Spader* (43), *Canadian claims* (28) ; dans tous ces cas la prescription a été appliquée, le délai donc jugé suffisant ; il n'en a pas

été ainsi dans les affaires *Cook* (10), *Alsop* (26). On voit qu'un même délai est considéré comme suffisant dans une affaire, tandis qu'il est jugé insuffisant dans une autre ; le délai le plus commun est celui qui varie entre 20 et 30 ; b.) délictuelles ; affaire *Rebecca* (22), *Louis Brand* (26), *Horatio* (16), *Selkirk* (17), *Mossman* (16), *Black et Stratton* (16), *William Yeaton* (28), *Corwin* (39), *Gentini* (32), *Sarropoulos* (15) ; on voit que, dans ces cas où le délai a été suffisant, sur 10 affaires, 5 sont rejetées pour un retard de 15 à 17 ans, 3 pour un retard de 20 à 30 ans et 2 seulement dépassent 30 ans ; au contraire le délai a été insuffisant dans les affaires *Macedonian* (21), *Canada* (10), *Irène Roberts* (32)), *Giacopini* (32), *Tagliaferro* (31), *Stevenson* (30) ; dans ces affaires il s'agit du manque de base de la prescription, ou bien de retard apporté au renouvellement et non à la première production de la réclamation, cas dans lesquels nous avons vu que la jurisprudence admet difficilement la prescription libératoire. Mais il n'est pas impossible de relever des tendances en ce qui concerne les délais, et on peut dire, avec l'Institut¹, qu'ils seront plus courts pour les dettes délictuelles que pour les dettes contractuelles, pour les dettes d'origine privée que pour les dettes publiques.

Il est naturellement impossible de préconiser la fixation d'un délai précis, mais les Etats peuvent, dans des traités particuliers d'arbitrage, édicter des délais convenables aux circonstances particulières des affaires soumises à une solution judiciaire, en s'inspirant des précédents arbitraux.

Comme pour la prescription acquisitive le délai mo-

1. Résolution III, 1^o. *Annuaire*, p. 559.

bile est recommandable, car, tout en laissant au juge une assez vaste liberté d'appréciation, il précise la portée du principe. On édictera, par exemple, pour les dettes contractuelles publiques, 40-50 ans, pour les dettes délictuelles du même caractère, 30-40 ans, pour les dettes contractuelles d'origine privée, 20-30, et pour les dettes délictuelles privées 10 à 20 ans. Ces délais pourront être prolongés s'il s'agit du retard apporté au renouvellement de la réclamation.

En tout cas, comme le dit le préambule des résolutions votées par l'Institut, il est encore prématuré de procéder à une réglementation générale par voie de convention codificatrice.

Les délais courront à partir de l'échéance de la dette si elle est contractuelle, à partir des faits dommageables s'il s'agit de dettes délictuelles, et, dans les cas qui ne rentrent pas dans ces catégories, à partir du moment où le créancier, particulier ou Etat, aurait pu poursuivre paiement ou réparation. La période des débats, qui durent parfois très longtemps en droit international, ne compte pas pour le calcul du délai. Cette considération n'a pas une grande importance, puisque la prescription sera déjà interrompue par voie de réclamation diplomatique, avant d'être soumise à une procédure judiciaire quelconque. Les délais sont toujours calculés par années dans la jurisprudence arbitrale, et ceci est dû au manque de certitude des périodes de temps nécessaires pour éteindre une dette par l'effet du temps, en droit international.

CHAPITRE V

INTERRUPTION DE LA PRESCRIPTION LIBÉRATOIRE

Il n'y a qu'un mode d'interruption de la prescription : c'est la réclamation diplomatique ; il est vrai que cette réclamation n'est pas une action en justice et qu'elle peut rester sans effet si l'Etat auquel on l'adresse ne veut pas répondre. Néanmoins il faut considérer que la réclamation est un moyen d'interrompre la prescription, car, si c'est par la mauvaise volonté de l'Etat débiteur que celle-ci n'a pu aboutir, la prescription doit être écartée¹. Il n'y a donc pas de difficulté à ce sujet.

Les discussions s'élèvent en ce qui concerne l'effet de cette interruption ; on a vu que la jurisprudence arbitrale distingue, dans l'application de la prescription, entre la première production et le renouvellement de la réclamation diplomatique. On peut consulter en ce sens les affaires du *Macedonian* du *Canada*, et autres déjà citées. D'après cette jurisprudence la prescription doit être écartée en ce qui concerne le renouvellement ;

1. Comp. Résolution III, 2^e, *in fine*, *Annuaire*, p. 559.

elle ne peut s'appliquer que si le retard concerne la première production. Que faut-il penser de cette distinction ? Nous ne croyons pas que l'on doive lui attribuer une portée absolue.

1.) Les résolutions de l'Institut, qui semblent accepter cette distinction, ne le font qu'en tant que le retard apporté au renouvellement n'est pas imputable à la partie adverse ou à un cas de force majeure. Il existe donc des cas où la prescription sera appliquée même si le retard concerne le renouvellement.

2.) Les membres de l'Institut qui se sont plus spécialement occupés de la question n'ont pas tous accepté cette distinction ; notamment MM. Strisower et Bourquin se déclarant opposés à la généralisation de cette distinction.

3.) Enfin il paraît que la jurisprudence n'est pas très ferme sur cette matière ; notamment, depuis l'affaire *Sarropoulos c. Etat bulgare*, il semble qu'on puisse augurer une nouvelle phase dans les tendances arbitrales. En effet, dans cette affaire, une réclamation diplomatique en forme avait été adressée par le gouvernement hellénique au gouvernement bulgare, immédiatement après les faits, en 1906, mais, comme elle n'a pas été renouvelée depuis cette époque et jusqu'au moment où elle a été introduite devant les tribunaux Arbitraux Mixtes, elle a été rejetée par application de la prescription.

Ce que nous venons de dire contre la distinction n'enlève pas au juge international le droit de distinguer entre les deux situations et d'appliquer, par exemple, un délai plus court au retard de la première production qu'à celui du renouvellement ; mais il ne doit pas ériger

cette distinction en principe général de portée absolue, car celle-ci doit rester dans les limites de la technicité.

On doit considérer comme un autre mode d'interruption de la prescription la reconnaissance de la dette de la part du gouvernement de l'Etat débiteur. On peut même se demander si une prescription doit recommencer à courir, après un tel événement ; de prime abord on est tenté d'accepter l'imprescriptibilité d'une dette ainsi reconnue. Il faut pourtant admettre le contraire et assimiler la reconnaissance de dette à une réclamation, parce que, si la dette n'est pas payée à l'époque de la reconnaissance et si le débiteur laisse un long laps de temps s'écouler sans renouveler sa réclamation, la reconnaissance de dette primitive ne l'empêchera pas de se prescrire. C'est encore une question qui n'a jamais été traitée, mais nous croyons que c'est la seule solution acceptable, car la reconnaissance de dette ne peut pas avoir plus d'effet qu'une interruption ; tout au plus pourra-t-on soutenir, que, toute présomption de fraude du créancier ou d'incertitude de la créance ne pouvant plus exister, le délai sera plus long pour prescrire une dette reconnue. Ceci n'enlève pas la possibilité à la présomption de renonciation de s'élever, si l'Etat créancier recommence et prolonge son inaction et ne change en rien les considérations de stabilité sociale et de nécessité économique qui fondent la prescription dans le droit international comme dans le droit interne.

Ainsi l'on voit que jamais l'interruption ne pourra avoir comme effet de rendre la créance imprescriptible, car la prescription n'est pas basée sur des considérations individuelles, mais sur des considérations sociales qui restent les mêmes, que la prescription ait été in-

terrompue ou non. Un effet possible de l'interruption sera de prolonger le nouveau délai nécessaire à l'extinction de la créance par l'effet du temps, mais l'effet ne sera jamais de rendre la prescription impossible.

Ce que l'interruption ne peut jamais faire (rendre la prescription impossible), existe-t-il une autre institution qui le pourrait ? C'est la suspension ; mais elle n'obtient ce résultat que tant que la cause qui la justifie existe, et, dès que cette cause disparaît le délai de la prescription recommence à courir ; et ce n'est pas un nouveau délai plus long, mais l'ancien délai qui reprend au point où il s'était arrêté. La prescription libératoire de droit international peut elle être suspendue ? c'est ce que nous examinerons dans le prochain chapitre.

CHAPITRE VI

SUSPENSION DE LA PRESCRIPTION LIBÉRATOIRE

Il y a une cause de suspension qui a été expressément admise par M. de Visscher, répondant à une question que lui avait posée M. Coudert : faute de gouvernement reconnu, c'est à dire d'organe compétent pour recevoir une réclamation, la prescription est suspendue¹. C'est une application de la règle « *contra non valentem agere non currit praescriptio* » ; il y a impossibilité d'interrompre la prescription. On ne trouve rien à redire à ce sujet ; mais, là où la suspension devient discutable, c'est quand on veut qu'il en soit ainsi chaque fois que l'opportunité politique empêche l'Etat créancier d'agir.

M. Dupuis, lors de la discussion du rapport, avait proposé l'addition suivante : « La prescription doit être « écartée lorsque l'inaction de l'Etat réclamant a eu « pour cause des considérations d'opportunité politique « ou de ménagements à l'égard de l'Etat débiteur »². M. Politis répondit que l'idée de M. Dupuis était com-

1. *Annuaire*, p. 474.

2. *Annuaire*, p. 481.

prise dans les considérations de fait dont le juge devait examiner l'influence en ce qui concerne le retard. Or nous ne pouvons nous déclarer d'accord avec cette opinion, car elle aurait comme résultat l'anéantissement complet de l'effet de la prescription, si bienfaisant pour la société.

L'opportunité politique ne doit pas être considérée comme un obstacle à la prescription, car la politique c'est l'intérêt, et l'intérêt, ce n'est pas le droit. Si l'Etat créancier avait intérêt à ménager l'Etat débiteur, qu'il perde le droit qu'il avait contre lui, car on ne peut satisfaire le droit et ses intérêts en même temps ; il faut sacrifier l'un à l'autre. On ne peut, à la rigueur, accepter une suspension de la prescription, à cause de considérations politiques, que si l'insistance à réclamer une dette devient dangereuse pour la paix, et c'est à l'Etat créancier de prouver que, s'il s'obstinait à réclamer immédiatement satisfaction, une guerre serait inévitable.

La crainte de compromettre des intérêts politiques ne doit donc pas être prise en considération ; d'ailleurs que l'on ne croie pas que cette solution soit injuste ! La satisfaction des intérêts politiques est beaucoup plus intéressante que la sauvegarde des droits dans la vie internationale, car les profits qu'on en retire sont immensément plus gros ; c'est pour cela qu'en pratique les Etats s'occupent beaucoup plus de politique que de droit pour le plus grand malheur de l'humanité ; un droit perdu est donc de bien peu d'importance pour les gouvernements devant la satisfaction d'un intérêt politique.

Faut-il considérer comme une autre cause de suspension de la prescription libératoire, la situation trou-

blée de l'Etat créancier ou de l'Etat débiteur ? Etudions ces deux éventualités. 1^o La situation troublée de l'Etat créancier. Les Etats-Unis ont souvent invoqué cet argument pour excuser le retard qu'ils ont mis à produire ou à renouveler les réclamations des affaires pendantes durant la période de la guerre de Sécession. Ainsi, dans l'affaire *Carlos Butterfield*, Sir Edmund Monson, arbitre, recourut, dans sa sentence, à la guerre de Sécession pour écarter la prescription que le Danemark invoquait à cause de l'inaction du gouvernement américain de 1860 à 1866. Pour les réclamations d'origine privée cette considération peut être acceptée afin que le particulier titulaire du droit ne souffre pas de l'inaction de son gouvernement surchargé ; pour les dettes publiques, ceci est déjà plus difficile, car un Etat doit toujours subir les conséquences de l'inaction de ses gouvernants, même si ceux-ci étaient occupés ailleurs. S'ils tâchent de mener à bien une autre besogne (généralement une guerre, civile ou extérieure) en négligeant tous les autres droits, rien ne les empêche de le faire ; mais ils perdront les droits qu'ils ont négligés.

2. Le cas contraire s'est présenté dans l'affaire *Alsop*, déjà citée, car ici les Etats-Unis invoquaient, pour excuser leur retard, les affaires troublées de l'Etat débiteur, en l'espèce la Bolivie. L'arbitre admit cette argumentation, quoique il n'eût pas besoin de le faire, étant donné qu'il nie l'existence du principe de la prescription libératoire entre Etats. Nous croyons que, sur ce point, comme sur plusieurs autres, la sentence du roi Georges V d'Angleterre est une mauvaise sentence, car le peu d'espoir que conserve le créancier d'obtenir satisfaction ne lui permet pas d'être négligent et de

garder un silence qui causera des malentendus, plus tard, quand il sera rompu. Il faut en déduire que la situation troublée de l'Etat débiteur n'est pas une cause de suspension de la prescription.

La suspension de la prescription sera donc rare ; il ne faut pas surtout qu'on accepte que les considérations d'opportunité politique soient de nature à suspendre l'effet du temps sur les droits et les obligations ; l'intérêt n'a rien à faire avec le droit, quoiqu'en pensent les gouvernements qui arrivent à présenter sous un aspect juridique leurs aspirations les plus purement politiques. D'ailleurs la poursuite et la satisfaction de ses intérêts n'est pas illicite en droit international, pas plus qu'en droit interne ; pourvu qu'elle ait lieu dans les limites du droit.

La prescription libératoire ne sera suspendue qu'exceptionnellement.

Appendice

La prescription libératoire des intérêts moratoires

Si la prescription est utile pour les créances de toute sorte, elle est d'une angoissante nécessité pour les intérêts des sommes qui sont dues depuis longtemps. Les tribunaux internationaux se sont souvent trouvés dans une grande perplexité pour suivre jusqu'au bout le principe, qu'il ne pouvaient pas mettre en doute, de l'attribution des dommages-intérêts moratoires ; or ceux-ci, même si l'on écarte le jeu des intérêts composés,

arrivent très souvent à dépasser le principal de la dette impayée ; dans ce cas et quand la prescription ne peut pas être appliquée sur le principal, la question se pose pour les intérêts ; et ceci d'autant plus que, souvent, les sommes dûes par les Etats sont très importantes.

Dans l'affaire du *Macedonian*, quoique l'arbitre n'ait pas eu à envisager l'application de la prescription, il fut néanmoins obligé de la prendre en considération pour le calcul des intérêts et il n'en attribua pas pour toute la période du silence des Etats-Unis (1821-1842). Dans l'affaire des *Indemnités Turques*, la question principale était de savoir si des intérêts étaient dûs pour certaines dettes Ottomanes envers le gouvernement Russe ; la Cour Permanente d'Arbitrage décida que ce dernier y avait renoncé en n'en demandant pas le paiement ; or il était manifeste que le gouvernement russe n'avait pas renoncé aux intérêts, seulement la Cour a fait plus simplement application de la prescription, car on ne peut parler d'abandon au moment où le créancier demande le paiement et prouve ainsi qu'il n'a pas du tout abandonné la créance, comme on prétend qu'il l'a fait.

Un exemple très intéressant, dans lequel on peut se rendre compte de la nécessité de la prescription libératoire des intérêts moratoires, est fourni par l'affaire *Yuille Shortridge et C^{ie}*¹, (arbitrage du Sénat de la Ville libre de Hambourg entre la Grande-Bretagne et le Portugal, 21 octobre 1861) ; les faits de cette affaire sont tellement compliqués qu'il est impossible de les relater brièvement ; il s'agit de poursuites interminables faites contre une firme anglaise en Portugal par

1. La Pradelle et Politis, t. II, p. 78-118.

un particulier, Manoel José d'Oliveira, durant plus de 15 ans (1830-1847); en 1851 le gouvernement anglais prend en mains la réclamation des ayants-cause de la firme Yuille, Shortridge et C^{ie}, en déclarant le gouvernement portugais responsable pour les désagréments subis par les ressortissants britanniques; après une discussion diplomatique qui dura jusqu'en 1861, l'affaire fut soumise à l'arbitrage du Sénat de Hambourg; aucune question de prescription ne pouvait se poser en ce qui concerne l'obligation principale, mais le Sénat se trouva perplexe pour l'attribution d'intérêts moratoires, et, devant la carence du droit international qui ne prévoyait pas de prescription libératoire des intérêts, il fit tout simplement application de l'ancienne règle romaine de l'*alterum tantum*, d'après laquelle le cumul des intérêts arriérés s'arrête lorsqu'ils atteignent le principal; la sentence même renvoie au Digeste, mais d'après ses propres termes, elle applique la règle comme un principe de droit commun; comme un principe général du droit, dirait-on aujourd'hui.

Si on accepte que la règle romaine de l'*alterum tantum* est un principe général du droit, alors celle-ci fait partie du droit international positif, conformément à l'art.38, § 3 du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale; mais ce n'est pas l'*alterum tantum* qui est un principe général du droit; c'est plutôt la prescription libératoire, car, dans l'opinion commune qui prévaut de nos jours : 1) il n'est pas besoin que les intérêts atteignent le principal pour être prescrits, et 2) si les intérêts ne sont pas prescrits, il est indifférent que ceux-ci atteignent et même dépassent le principal.

On doit donc toujours, et dans tout état de cause,

appliquer la prescription libératoire aux intérêts moratoires ; et le délai doit en être assez court afin de ne pas permettre à ceux-ci d'atteindre le principal de la dette. Les exemples de la jurisprudence arbitrale, que nous avons donnés, montrent la vérité de ce que nous avançons.

La prescription libératoire aura ainsi, sur les intérêts moratoires, une de ses plus fréquentes applications. Cette prescription ne pourra être ni interrompue ni suspendue, et ses délais seront courts, comme nous l'avons déjà dit, car aucune raison ne justifierait l'écrasement du débiteur, même sa propre faute.

Les intérêts moratoires étant une matière dans laquelle la prescription libératoire s'applique d'une façon originale et incontestée, il était juste de les traiter à part ; mais nous avons supposé, en nous occupant de cette question, que le principe d'attribution d'intérêts moratoires n'était pas contesté. Or il n'en est pas ainsi en droit international, et l'attribution d'intérêts faisant partie, comme la prescription elle-même, des principes généraux du droit, le fait qu'elle est une règle du droit international positif est une cause de discussions comme pour tous les principes de ce genre. Il n'est donc possible de parler de prescription que si l'on accepte l'attribution de dommages intérêts moratoires comme constituant une règle du droit international positif, car si on met en doute le principe même, comment peut-on parler de l'extinction de ces intérêts dont on conteste l'existence ?¹.

1. Il peut en être de même de toutes les obligations internationales ; on sait, en effet, que certains auteurs nient l'existence de telles obligations en droit international ; or, pour ces auteurs, il est inutile de s'occuper de prescription libératoire de dettes, car du moment que celles-ci n'existent pas il est superflu de chercher comment elles s'éteignent. Ce raisonnement est erroné, faute de base ; la responsabilité internationale des Etats, reçoit quotidiennement, de trop nombreuses applications, pour qu'on puisse mettre en doute son existence.

CONCLUSION

Au XVIII^e siècle un grand internationaliste italien, Lampredi, écrivait sur la prescription : « *Quod autem ajunt bono publico usucapionem, et praescriptionem introductam, ne scilicet rerum quarumdam diu, et fere semper incerta dominia essent, Legumlatoris potius arguit imbecillitatem, quam praescriptionis utilitatem et justitiam. Nulla enim ratio est, cur jure suo spoliatur, qui certo temporis spatio sciens volensque ab ejus exercitio abstinuit. Lex igitur apud Romanos, nempe simplex legumlatoris voluntas, et arbitrium, non naturalis ratio alienat per praescriptionem dominium, et incertum derelictionis argumentum, ut verum certumque habeatur, jubet ; atque adeo praescriptionem et usucapionem ad Jus Naturale vel Gentium traducendas non esse liquet* »¹.

Nous avons pu nous rendre compte dans cette étude que ce n'est pas l'imbécilité ni l'arbitraire du législateur qui ont introduit la prescription dans le droit interne, mais que ce principe répond à une véritable nécessité sociale qui constitue son fondement ; d'ailleurs il n'aurait pas été reçu dans le droit international s'il n'était pas conforme aux besoins sociaux ; en effet, s'il n'y avait aucune raison pour obliger une personne à perdre

1. Lampredi, *Juris publici universalis sive Juris naturae et gentium theorematum*, Florence, 1793, part. III, chap. VIII, § 1.

son droit parce qu'elle a laissé passer un long laps de temps sans l'exercer, le principe n'aurait pas reçu les nombreuses applications que nous avons rencontrées, et n'aurait pas été invoqué un nombre de fois plus grand encore.

En vérité la prescription, parce qu'elle est reconnue dans la législation interne de tous les pays civilisés, et parce qu'elle répond à une inéluctable utilité et nécessité générales, forme un de ces principes généraux du droit, qui, comme on sait, font incontestablement partie du droit international positif. La prescription constitue d'ailleurs presque une coutume, car, à force d'être appliquée, elle prend ce caractère ; Peut-on la caractériser ainsi ? ceci dépend des opinions que l'on a sur la formation de la coutume, mais la question, étant exclusivement théorique, importe peu en pratique, car, que ce soit en qualité de coutume ou de principe général du droit, la prescription fait inévitablement partie du droit international positif.

Résumons en peu de mots les résultats de notre travail : 1). la prescription acquisitive et la prescription libératoire reposent sur le même fondement : la nécessité sociale.

2.) La prescription acquisitive a un caractère différent suivant qu'elle s'applique à l'acquisition de territoires habités par des nations civilisées, ou de territoires inhabités ou peuplés par des sauvages.

3.) La prescription acquisitive n'a que le nom de commun avec l'institution homonyme du droit interne, car l'effet du temps n'a pas la même influence dans l'une comme dans l'autre, et les délais ne sont pas essentiels à la prescription du droit international. Une autre dif-

férence entre des deux institutions apparaît dans les moyens d'interruption, une action en justice n'étant pas le moyen unique et nécessaire pour arriver à ce résultat en droit international ; enfin la règle : « *contra non valentem...* » n'a pas d'effet entre Etats.

4). Il existe en droit international une institution originale, qui peut causer la perte du lien juridique qui unit l'Etat à son territoire, sans que ce lien soit nécessairement acquis par un autre Etat, quand de longues années ont passé pendant lesquelles ce territoire a été pratiquement en l'état d'abandon. Cette institution s'appelle précisément abandon, délaissement, ou déreliction.

5). On peut, dans une certaine mesure, acquérir par prescription, des droits que l'on appelle communément servitudes internationales, quoique probablement ce ne soient pas des servitudes ; mais ceci ne peut arriver que si la nature du droit en question se prête à l'acquisition par l'usage prolongé.

6.) Pour fonder une prescription acquisitive, l'exercice de la souveraineté territoriale, qui est requis, doit réunir certaines conditions, et notamment celle, très importante, de l'assentiment des populations soumises s'il s'agit de territoires habités par des nations civilisées.

7.) La prescription libératoire ne s'applique pas avec la même force à toutes les dettes internationales.

8.) S'agissant de la prescription de dettes d'origine privée, la prescription de droit international est intimement liée à la prescription, suivant la loi interne compétente, de la réclamation privée, mais la prescription de droit international a une existence propre.

9.) La prescription libératoire ressemble beaucoup

plus à la prescription du droit interne que la prescription acquisitive ; ceci est dû aux droits pour lesquels chacune est prévue, la prescription acquisitive s'appliquant, en droit interne, à la situation juridique que l'on appelle droit de propriété ; celle du droit international recevant son application en ce qui concerne une situation qui, tout en ayant certains points communs avec la propriété, diffère cependant profondément de celle-ci ; la prescription libératoire, au contraire, s'appliquant à des dettes qui ne changent pas de nature parce que, au lieu d'individus, ce sont des Etats qui sont débiteurs.

10.) Un délai serait utile à la prescription libératoire.

11.) L'interruption de la prescription d'une dette n'a pas pour effet de la rendre imprescriptible.

12.) Aucune dette inter-étatique ne peut échapper à l'influence du temps, mais il y aura naturellement des différences techniques d'application pratique.

13.) La prescription libératoire des intérêts moratoires ne doit jamais être mise en doute, car c'est dans ce cas que la nécessité du principe apparaît le plus clairement.

14.) La prescription, dans ses deux formes, n'est acceptée par le droit international que comme principe ; les règles constructives ou techniques ne sont pas encore déterminées d'une manière précise ; c'est la tâche du juge de les formuler par ses décisions concordantes.

15.) La prescription pourra être suspendue, mais ceci n'arrivera que rarement, pour des raisons d'opportunité politique.

Ces quelques conclusions tirées de notre étude posent le problème de savoir quel sera l'avenir du principe de la prescription. L'avenir et le développement de la

prescription sont intimement liés aux progrès de la justice internationale, celle-ci étant la seule institution qui s'occupe purement de droit international, et contribuant grandement, très grandement, à son développement. Les traités, la coutume en un mot la volonté des gouvernements ne servent qu'à limiter et à canaliser la prodigieuse force d'aspiration du droit international ; en effet ce droit montre une tendance à englober dans son contrôle presque toutes les formes de l'activité étatique ; des organismes internationaux, tels que la Société des Nations, connaissent aujourd'hui le plus naturellement du monde de questions, qui auraient été, au début de ce siècle, considérées comme éminemment nationales, et qu'un Etat n'aurait jamais accepté de soumettre à l'approbation ou aux blâmes internationaux. Les affaires qui sont visées dans le fameux art. 15 § 8 du Pacte de la Société des Nations voient leur nombre diminuer de jour en jour, et il arrivera une époque où la compétence exclusive des Etats ne sera qu'un mythe. Entre temps nous sommes dans une période transitoire et nous ne pouvons voir encore que l'ombre qui est appelée à devenir une réalité. La prescription est une de ces règles dont on ne peut encore discerner que la forme et les dimensions ; elle ne se trouve ni dans le néant ni dans l'absolue réalité ; elle est à mi-chemin comme tout le droit international. C'est par l'étude et le travail du juge que nous pourrons donner à cette règle, comme à tout le droit international, cette extension et ce développement si salutaires pour la communauté internationale, c'est à dire pour l'humanité.

ANNEXE

RÉSOLUTIONS VOTÉES PAR L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL AU COURS DE SA XXXII^e SESSION (La Haye, 1925)

Préambule

L'Institut de droit international,

Ayant examiné la valeur de l'institution de la prescription libératoire dans les rapports internationaux,

et constaté avec satisfaction que son étude a été retenue par le comité d'experts institué par la Société des Nations pour la codification progressive du droit international ;

Tout en s'abstenant d'arrêter, quant à présent, sur la matière une réglementation détaillée qu'il serait prématuré de recommander à l'adoption des gouvernements ;

Estime que les règles générales ci-après formulées doivent inspirer dans leur sentences les arbitres et juges internationaux et peuvent utilement être complétées, notamment quant aux délais et aux causes de suspension et d'interruption, par des accords particuliers insérés

spécialement dans les traités d'arbitrage obligatoire ou dans les traités d'établissement, de commerce, de navigation, de propriété littéraire, artistique ou industrielle et en général dans les conventions de nature économique, sociale ou financière.

Règles générales en matière de prescription libératoire dans les rapports internationaux

I. — Des considérations pratiques d'ordre, de stabilité et de paix, depuis longtemps retenues par la jurisprudence arbitrale, doivent faire ranger la prescription libératoire des obligations entre Etats parmi les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées, dont les tribunaux internationaux sont appelés à faire application.

II. — A défaut de règle conventionnelle en vigueur dans les rapports des Etats en litige, fixant le délai de la prescription, sa détermination est une question d'espèce laissée à la souveraine appréciation du juge international qui, pour admettre le moyen tiré du laps de temps, doit discerner dans les circonstances de la cause l'existence de l'une des raisons par lesquelles la prescription s'impose.

III. — Parmi les éléments propres à éclairer la religion du juge international, il convient de retenir :

1°. L'origine publique ou privée et le caractère contractuel ou délictuel de la dette qui fait l'objet du litige,

la prescription devant, en règle générale, être plus difficilement admise pour les dettes publiques que pour les dettes d'origine privée, pour les dettes contractuelles que pour les dettes délictuelles ;

2°. La circonstance que le retard de la réclamation s'applique à sa production ou simplement à son renouvellement, la prescription ne devant plus être admise dans la deuxième hypothèse, s'il est établi en fait que l'inaction subséquente de l'Etat réclameur est imputable à la partie adverse ou à un cas de force majeure.

IV. — La prescription d'une créance d'origine privée, conformément à la loi interne compétente, rend irrecevable la réclamation internationale, à moins que l'on ne puisse mettre en discussion, d'après les règles du droit international, le bien fondé de cette prescription elle-même.

V. — Le juge international ne peut suppléer d'office le moyen tiré de la prescription.

Vu, le Doyen,
E. ALLIX.

Vu, le Président de la Thèse
L. LE FUR.

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris.
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

PREMIERE PARTIE OPINIONS DOCTRINALES SUR LA PRESCRIPTION

1° LA PRESCRIPTION ACQUISITIVE

A. Ouvrages généraux

a. Pour l'existence

1. BELLO (A.). — *Principios de derecho internacional*, 2 vol., Madrid, 1882, t. I, p. 90-93.
2. BIRKENHEAD (Earl of). — *International law*, 1 vol., 6^e édit., Londres, 1927, p. 95-96.
3. BLUNTSCHLI. — *Le droit international codifié*, trad. franç., Lardy, Paris, 1881, art. 290.
4. BOWYER (G.). — *Commentaries on Universal Public law*, 1 vol.⁴ Londres, 1854, p. 93-95.
5. BRIERLY (J.L.). — *The law of nations*, 1 vol. Oxford, 1928, p. 95.
6. BRY (G.). — *Précis élémentaire de droit international public*, 1 vol. 6^e édit., 1910, n° 203, p. 269.
7. BURLAMAQUI. — *Principes du droit de la nature et des gens*, 8 vol., 1767, t. IV, § 19-22.
8. BYNKERSHOEK. — *De dominio maris*, cap. VI.
9. CALVO (Ch.). — *Le droit international théorique et pratique*, 4 vol., 2^e édit., 1870, t. I, p. 289-290.
10. CHRETIEN (Al.). — *Principes de droit international public*, 1 vol., 1893, n° 140, p. 145.
11. CREASY (Sir Edw.). — *First platform of international law*, 1 vol. Londres, 1876, p. 249-255.
12. CRUCHAGA-TOCORNAL (Mig.). — *Nociones de derecho internacional*, 2 vol., Madrid, 1923, 3^e édit., n° 483, p. 372.
13. DESPAGNET (Fr.). — *Cours de droit international public*, 1 vol. Paris, 1894, n° 390, p. 401.
14. DUPLESSIX (E.). — *La loi des nations*, 1 vol., 1906, art. 281-289, p. 122-124.
15. FAUCHILLE (P.). — *Traité de droit international public*, 4 vol., t. II, 1925, p. 754-763.
16. FIELD (Dudley). — *Projet d'un code international*, trad. franç., A. Rolin, 1 vol., 1881, art. 52.

17. FIORE (Pasqu.). — *Le droit international codifié*, trad. franç., Antoine, 1 vol., 1911, § 1071-1077.
18. FUNCK-BRENTANO et SOREL. — *Précis du droit des gens*, 1 vol., Paris, 1900, p. 334-336.
19. GROTIUS. — *De jure belli ac pacis*, lib. II, cap. IV.
20. HALL (W.E.). — *A treatise on international law*, 1 vol., 8^e édit., Oxford, 1924, § 36, p. 143.
21. HALLECK. — *International law*. 1 vol. Londres, 1908, p. 164.
22. HARTMANN (Ad.). — *Institutionen des praktischen Völkerrechts*, 1 vol. Hannover, 1878, p. 54.
23. HERSHEY (Am.). — *The essentials of international public law*, 1 vol., New-York, 1927, p. 276-277.
24. HOLTZENDORFF. — *Précis du droit international*, 2 vol., trad. franç., Zographos, t. II, p. 96-97.
25. HYDE (Ch. Ch.). — *International law*, 2 vol., Boston, 1922, t. I, § 116, p. 192.
26. LAWRENCE (T.J.). — *Principes de droit international*, trad. franç., sur la 5^e édit. par J. Dumas et A. de La Pradelle, Oxford, 1920, 1 vol., p. 168-169.
27. LE FUR (L.). — *Précis de droit international public*, 1 vol., Dalloz, 1931, n^o 105, 106, 686.
28. LOUTER (J. de). — *Le droit international public positif*, 2 vol. Oxford, 1920, t. I, p. 341-343.
29. MABLY. — *Le droit public de l'Europe*, 2 vol., La Haye, 1746, t. II, p. 151.
30. MOORE (J.B.). — *A digest of International law*, 8 vol. Washington, 1906, t. I. p. 293 et suiv.
31. OLIVART. — *El derecho internacional publico*, 2 vol., Madrid, 1927, t. I, § 18, p. 313.
32. OPPENHEIM. — *International law*, 2 vol., 4^e édit., par Mc Nair, Londres, 1928, § 242-243.
33. PHILLIMORE. — *Commentaries upon International law*, 4 vol., 2^e édit., 1871, t. I, p. 293-308.
34. PIEDELIEVRE. — *Précis de droit international public*, 2 vol., 1894, t. I, n^o 430, p. 371-372.
35. PLANAS-SUAREZ (Sim.). — *Tratado de derecho internacional publico*, Madrid, 1916, t. I, n^o 29.
36. POLSON (Archer). — *Principles of the law of Nations*, 1 vol., Londres, 1859, p. 28.
37. PRADIER-FODERE. — *Traité de droit international public*, 8 vol., Paris, 1885, t. II, n^o 820-829.
38. PUFFENDORF. — *De jure naturalis et gentium*, lib. IV, cap. XII.
39. REAL. — *La science du gouvernement*, Paris, 1764, t. V, p. 798-835.
40. RIQUELME. (Ant.). — *Elementos de derecho publico internacional*, 2 vol. Madrid, 1849, t. I, p. 28.
41. RUTHERFORTH. — *Institutes of natural law*, 1 vol., Cambridge, 1779, Chap. VIII.
42. SPIROPOULOS (J.). — *Droit international public* (en grec), 1 vol. Athènes, 1933, p. 172.

43. TAPARELLI. — *Essai théorique de droit naturel*, 2 vol., 1875, n^{os} 677-683, 979 et 1274.
44. TAYLOR (H.). — *A Treatise on international public law*, 1 vol., Chicago, 1901, § 219, p. 265.
45. TEXTOR (J.W.). — *Synopsis juris gentium*, 1672, cap. VIII, n^o 39-41.
46. TWISS (Tr.). — *The law of nations*, 1 vol., Oxford, 1861, § 121, p. 177.
47. VATTEL (Em.). — *Le droit des gens*, liv. II, chap. XI, § 140-151.
48. VERDROSS (A.). — *Règles générales du droit international de la paix*, Recueil des Cours, t. 30, 1929-V, p. 373-374.
49. VICO (G.). — *Opere*, 6 vol., pub. par Ferrari, Milan, 1835, t. III p. 38 et 60.
50. WALKER (T.A.). — *A manual of public international law*, 1 vol. Cambridge, 1895, § 13, p. 34.
51. WESTLAKE (J.). — *Traité de droit international*, 1 vol. trad. franç. de La Pradelle, Oxford, 1924, p. 99.
52. WHARTON. — *A digest of the international law of the U.S.*, 3 vol. Washington, 1887, t. III, p. 972.
53. WHEATON. — *Elements of international law*, 2 vol., édit., A.B. Keith, 1929, t. I, p. 336-337.
54. WILSON (G.G.). — *Handbook of international law*, 1 vol., p. 71, Londres, 1927.
55. WOLFF. — *Jus naturae et gentium*, part. III, cap. VII.
56. WOOLSEY (Th.). — *Introduction to the study of international law*, 1 vol. Londres, 1879, § 54.
57. ZOUCHE (R.). — *Juris et iudicii feialis*, Oxoniae, 1650, Pars. II, sect. III, § 7.

b. Contre l'existence :

1. ANZILOTTI (D.). — *Cours de droit international*, 1 vol., trad. Gidel, Sirey, 1929, p. 336-337.
2. BULMERINCQ (A. von). — *Das Völkerrecht*, 1 vol., Freiburg, 1887, § 47, p. 286.
3. CAVAGLIERI (A.). — *Règles générales du droit de la paix*, Recueil des Cours, t. 26, (1929-1), p. 405-409.
4. DUFUY (P.). — *Traites touchant les droits du roi Très Chrétien*, Paris, 1655, p. 353-361.
5. GARDEN. — *Traité complet de diplomatie*, 3 vol., Paris, 1833, t. I, p. 397.
6. GAREIS (K.). — *Institutionen des Völkerrechts*, 1 vol., 2^e édit., 1901, § 22a, p. 88.
7. HEFFTER (A.G.). — *Le droit international de l'Europe*, 1 vol., trad. J. Bergson, 1873, § 12, p. 30.
8. HONTORIA (Man). — *Tratado de derecho internacional publico*, 3 vol. Madrid, 1928, t. I, p. 234.
9. KLUBER (J.L.). — *Droit des gens moderne de l'Europe*, 1 vol., Paris, 1861, § 6 et § 125.
10. LAMPREDI. — *Juris publici universali theorematata*, Florence, 1793, pars. III, cap. VIII.
11. LISZT (Fr. von). — *Das Völkerrecht*, 1 vol. 12^e édit., Berlin, 1925, p. 241.

12. MAMIANI (Ter.). — *D'un nuovo diritto Europeo*, 1 vol. 4^e édit. Turin, 1861, p. 31.
13. MARTENS (G.F. de). — *Précis du droit des gens moderne de l'Europe*, 2 vol. édit. Ch. Vergé, t. I, 1858, § 70-71, pp. 187-191.
14. MÉRIGNHAC (A.). — *Traité de droit public international*, 3 vol. t. II, 1907, pp. 415-418.
15. NEYRON (P.J.). — *Principes du droit des gens*, 1 vol. Brunswick, 1783, § 292.
16. NYS (E.). — *Le droit international*, 1912, t. II, pp. 38-41.
17. POMEROY (J.N.). — *Lectures on international law*, 1 vol. Boston, 1886, § 107-114.
18. RAYNEVAL (Gér. de). — *Institutions du droit de la nature et des gens*, 1 vol, Paris, an XI, p. 155.
19. RIVIER (Al.). — *Principes du droit des gens*, 2 vol. 1896, t. I, pp. 182-183.
20. SEFERIADES (St.). — *Cours de droit international public*, (en grec) t. I, Athènes 1925, n^o 284.
21. STRUPP (K.). — *Theorie und Praxis des Völkerrechts*, 1 vol. Berlin, 1925, p. 45.
22. ULLMANN (Von). — *Das Völkerrecht*, 1 vol. Tübingen, 1908, § 92.

B. OUVRAGES SPÉCIAUX

a) Pour

1. AUDINET (Eug.). — *De la prescription acquisitive en droit international public*, dans R. gén. de droit international public, t. III, 1896, pp. 313-325.
2. DESJARDINS (Arth.). — *De l'aliénation et de la prescription des biens de l'Etat*, 1 vol. Paris, 1862, p. 541.
3. FISCHER WILLIAMS (J.). — *Sovereignty, Seisin and the league*, dans British Yearb. of internat. Law, t. VII, 1926, pp. 24-42.
4. JÈZE (G.). — *Etude théorique et pratique sur l'occupation*, 1 vol. Paris, 1896, p. 46.
5. HOHMANN (Fried.). — *Dissertatio moralis de praescriptione*, Leipzig, 1719.
6. LAUTERPACHT (H.). — *Private law sources and analogies of international law*, 1 vol. 1927, § 49, pp. 116-117.
7. LE FUR (L.). — *La Géorgie et le droit des gens*, dans Rev. Gen. de Dr int. Pub. 1932, pp. 444-445.
8. LINDLEY. — *The acquisition and government of backward territory in international law*, 1 vol. 1926, pp. 178-180.
9. ORTOLAN (Eug.). — *Des moyens d'acquérir le domaine international*, 1 vol. Paris, 1851, n^o 171-203, pp. 97-131.
10. SELOSSE (R.). — *Traité de l'annexion*, 1 vol. Paris, 1880, p. 281.
11. WERLHOFF (J.). — *Vindiciae Grotiani dogmatis L. II, cap. IV de J.B. ac P. de praescriptione inter gentes liberas; contra Petrum Puteanum*, Helmstaedt, 1696.
12. WOLFF (K.). — *Les principes généraux du droit applicables dans les rapports internationaux*, Rec. des Cours, t. XXXVI, 1931-II, pp. 507-512.

b) Contre :

1. HEIMBURGER (K.). — *Der Erwerb der Gebietshoheit*, 1 vol. Carlsruhe, 1888.
2. STRUPP. — *Wörterbuch des Völkerrechts*, (mot « Verjährung » par Karl Gareis).

2° LA PRESCRIPTION LIBÉRATOIRE

A. Ouvrages généraux

a) Pour :

1. FAUCHILLE. — *Traité de droit international*, t. I, 3^e part. 1926, pp. 390-393.
2. MOORE. — *A digest of international Law*, t. VI, pp. 1003-1005.
3. OLIVART. — *El derecho internacional*, t. I, § 18, p. 313.
4. OPPENHEIM. — *International law*, § 155 c. p. 297.
5. PRADIER-FODERE. — *Traité de droit international public*, t. II, n° 1200, pp. 910-911.

b) Contre :

1. ANZILOTTI. — *Cours de droit international*, pp. 336-337.
2. CHRÉTIEN. — *Principes de droit international public*, n° 366, p. 355.
3. DESPAGNET. — *Cours de droit international public*, n° 472, p. 485.
4. LISZT (V.). — *Das Völkerrecht*, p. 241.
5. MÉRIGNHAC. — *Traité de droit public international*, t. I, 1905, p. 562.
6. RIVIER. — *Principes du droit des gens*, t. II, p. 127.

B. Ouvrages spéciaux

a) Pour :

1. BORCHARD (E.). — *The diplomatic protection of citizens abroad*, 1 vol. New-York, 1928, pp. 825-826.
2. LAUTERPACHT. — *Private law sources and analogies of international law* § 50 pp. 118-119.
3. POLITIS et DE VISSCHER. — *Rapport à l'Institut de droit international, Annuaire*, t. XXXII, 1925, pp. 1-23, et les opinions de MM. Rolin, Niemeyer, Strisower, Bourquin, *ibid*, pp. 24-49. V. aussi la discussion du rapport *ibid*, p. 466-487.
4. POLITIS. — *La prescription libératoire en droit international*, dans *Rev. de dr. internat., des sc. diplomat. et sociales*, Genève, 1925, p. 3 et suiv.
5. RALSTON. — *Prescription* dans *Am. Journ. of Internat. Law*, 1910, pp. 133 et suiv.
6. RENAUT (L.). — *Un premier litige devant la C.P.D.A. de La Haye*, dans *Annales des Sciences politiques*, 1903, pp. 72-73. OE
7. ROLIN (Alb.). — *Note doctrinale sur l'aff. du Macedonian*, dans le *Recueil des Arbitrages internationaux*, de MM. de La Pradelle et Politis, t. II, p. 208.

b) Contre :

1. CAVAGLIERI. — *Il decorso del tempo ed i suoi effetti sui rapporti giuridici internazionali*, dans Riv. di dir. internazionale, 1926, pp. 169-204.
2. DECENCIÈRE-FERRANDIÈRE. — *La responsabilité internationale des Etats à raison des dommages subis par les étrangers*, thèse Paris, 1925
3. SIBLEY. — *The story of the Manilla ransom*, dans Journ. of Compar. Legisl. and Internat. Law. 3^e série, t. VII, 1925, pp. 17-22.
4. WITTENBERG. — *Recevabilité des réclamations devant les juridictions internationales*, Rec. des Cours. t. XXXXI, 1932-III, pp. 9-30.

DEUXIÈME PARTIE : AUTRES OUVRAGES CONSULTÉS

1^o OUVRAGES GÉNÉRAUX

1. BASDEVANT, SCELLE, BARTHÉLEMY etc... — *Les fondateurs du droit international*, 1 vol. Paris, 1904.
2. GIDEL (G.). — *Le droit international public de la mer*, 2 vol., Sirey, 1931.
3. Kelsen (H.). — *Théorie générale du droit international public*, Rec. des Cours, t. XXXXII, 1932-IV, p. 121-349.
4. LA PRADELLE (A.). — *Cours de droit international public*, professé à l'Institut des Hautes Etudes Internationales, années 1931-1933.
5. LE FUR (L.). — *Cours de droit international public*, professé à la Faculté de Droit de Paris, année 1930-1931.
- 6 — *La théorie du droit naturel depuis le XVII^e siècle et la doctrine moderne*, Rec. des Cours, t. XVIII, 1927-III, pp. 263-439.
7. — *Le développement historique du droit international. De l'anarchie internationale à une communauté organisée*, Rec. des Cours, t. XXXXI 1932-III, pp. 501-601.
8. MAINE (Sir Henry). — *Ancient law*, 1 vol. Londres, 1906.
9. NIBOYET (J.P.). — *Manuel de droit international privé*, 1 vol. 2^e édit. Sirey, 1928.
10. POLITIS (N.). — *La justice internationale*, 1 vol. Paris, 1924.
11. — *Les nouvelles tendances du droit international*, 1 vol. Paris, 1927.
12. — *Le problème des limitations de la souveraineté et la théorie de l'abus du droit dans les rapports internationaux*, Rec. des Cours, t. VI, 1925-I, pp. 5-116.
13. TRIEPEL. — *Droit interne et droit international*, Rec. des Cours, t. I, 1923, pp. 78 et suiv.
14. SCELLE (G.). — *Précis du droit des gens, Principes et systématique*, Sirey, 1932.
15. SEFERIADES (St.). — *Règles générales du droit international de la paix*, Rec. des Cours, t. XXXIV, 1930-IV, p. 181-487.
16. SPIROPOULOS (J.). — *Théorie générale du droit international*, 1 vol. Paris, 1930.

2° OUVRAGES SPÉCIAUX

1. — *Archives de philosophie du droit et de sociologie juridique* 1932, Cahier consacré à Léon Duguit.
2. AYALA (Eus.). — *Le principe de l'« uti possidetis » et le règlement des questions territoriales en Amérique*, dans Rev. de Dr. Internat, 1931, p. 441.
3. BASDEVANT (J.). — *Etude comparée de l'occupation*. Agrégation, 1903.
4. BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER. — *Traité théorique et pratique du droit civil : De la prescription*, 1 vol. Sirey 1924, 4^e éd.
5. CAVAGLIERI (A.). — *Alcune osservazioni sul concetto di rinunzia nel diritto internazionale*, dans Riv. di dir. internaz. 1918, p. 3-33.
6. — *Trapassi di territorio senza trattato*, dans Riv. di dir. internaz. 1927, pp. 317-353.
7. CRUSEN (G.). — *Les servitudes internationales*, Rec des Cours, t. XXII 1928-II, pp. 5-84.
8. DONATI (D.). — *Stato e territorio*, 1 vol. 1924.
9. DIENA. — *Sulla natura del diritto dello stato sul proprio territorio*, dans Riv. di dir. internaz. 1907, pp. 305-318.
10. KRABBE. — *L'idée moderne de l'Etat*, Rec. des Cours. t. XIII, 1926-III, pp 513-581.
11. KELSEN. — *Les rapports de système entre le droit interne et le droit international public*, Rec. des Cours, t. XIV, 1926-IV, pp. 231-326.
12. NIBOYET (J.P.). — *La 33^e session de l'Institut de droit international*, dans Rev. de droit international et de législation comparée, 1925, pp. 653 et suiv.
13. SALVIOLI (G.). — *La responsabilité des Etats et la fixation des dommages et intérêts par les tribunaux internationaux*, Rec. des Cours, t. XXVIII 1929-III, pp. 235-286.
14. SCHOENBORN. — *La nature juridique du territoire*, Rec. des Cours. t. XXX, 1929-V, pp. 85-185.
15. SEFERIADES. — *Le problème de l'accès des particuliers à des juridictions internationales*. Rapport à l'I. de D.I. New-York, 1929, Annuaire t. XXXV, p. 505.
16. TACHI (Sakutaro). — *Souveraineté et indépendance de l'Etat et les questions intérieures en droit international*, 1^{er} vol. 1930, Les Editions Internationales.
17. TENEKIDES. — *L'individu dans l'ordre juridique international*, thèse Paris, 1933.
18. TROPLONG. — *De la prescription*, 2 vol. Paris, 1835.
19. VERDROSS. — *Le fondement du droit international*, Rec. des Cours, t. XVI, 1927-I, pp. 251, 319.
20. — *Les règles internationales concernant le traitement des étrangers*, Rec. des Cours, t. XXXVII, 1931-III, pp. 327-406.
21. VISSCHER (Ch. de). — *La codification du droit international*, Rec. des Cours, t. VI, 1925-I, pp. 329-452.

3° REVUES, RECUEILS, COLLECTIONS ETC...

1. *Annuaire de l'Institut de droit International*.
2. *American Journal of international law*.

3. *British yearbook of international law*.
 4. *Documentation internationale (La)*.
 5. MC NAIR-LAUTERPACHT. — *Annual digest of public international law cases*.
 6. MOORE. — *History and digest of international arbitrations in which the United States have been a party*, 6 vol, Washington, 1898.
 7. NIELSEN (Fr.). — *American and British claims arbitration*, 1 vol. Washington, 1926.
 8. LAFONTAINE. — *Pasicrisie internationale*, 1 vol. Berne, 1902.
 9. LA PRADELLE ET POLITIS. — *Recueil des arbitrages internationaux*, 2 vol., Paris, 1905-1923.
 10. RALSTON. — *The Venezuelian arbitrations*, 1 vol. Washington, 1904.
 11. RALSTON. — *International law and procedure* 1 vol. 1928.
 12. *Recueil des décisions des T.A.M.*, Sirey.
 13. *Recueil des Cours de l'Académie de Droit International de La Haye*.
 14. *Revue de droit international*.
 15. *Revue de droit international et de législation comparée*.
 16. *Revue générale de droit international public*.
 17. *Rivista di diritto internazionale*.
 18. STRUPP. — *Wörterbuch des Völkerrechts*.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

GENERALITES	9.
-------------------	----

Chapitre I. — Pourquoi la prescription fait partie du droit international public

§ 1. La prescription est conforme à la pratique des Etats	11
§ 2. La prescription est admise dans la législation interne de tous les pays civilisés	13
§ 3. La prescription est nécessaire et utile à tout droit	16
§ 3. La prescription est nécessaire et utile à tout droit	18

Chapitre II. — Le fondement de la prescription

§ 1. L'intérêt social	23
§ 2. La présomption d'abandon	23
§ 2. La présomption d'abandon	26
§ 3. Pution de la négligence	28
§ 4. Reconnaissance d'un fait	30
§ 5. Compensation entre le travail du nouveau possesseur et celui de l'ancien	31
§ 6. Même fondement qu'en droit interne	34
§ 7. Autres fondements proposés par les auteurs	35

Chapitre III. — Nature de la prescription

§ 1. Le droit conventionnel	39
§ 1. Le droit conventionnel	40
§ 2. Les règles coutumières	43
§ 3. Les principes généraux du droit	51

DEUXIEME PARTIE

LA PRESCRIPTION ACQUISITIVE	57
-----------------------------------	----

Chapitre I. — Portée de la prescription acquisitive

§ 1. Les territoires habites	61
§ 1. Les territoires habites	61
§ 2. Les territoires déserts ou habités par des sauvages	65

Chapitre II. — Conditions que doit remplir l'exercice de la souveraineté territoriale pour servir de base à la prescription acquisitive	73
<i>Section I. La prescription des territoires habités</i>	76
<i>Section II. La prescription des territoires inhabités</i>	79
Chapitre III. — Délais de la prescription acquisitive	85
<i>Section I. La prescription des territoires habités</i>	86
<i>Section II. La prescription des territoires inhabités</i>	89
Chapitre IV. — Interruption de la prescription	95
§ 1. La protestation en droit international	99
§ 2. L'action en justice	102
§ 3. Connaissance de l'affaire par la S.D.N.	105
§ 4. La guerre et les autres moyens violents de la solution des conflits	107
Chapitre V. — Suspension de la prescription acquisitive	111
Appendice I. — La prescription comme mode d'acquérir une servitude internationale	113
Appendice II. — Le délaissement ou abandon	117

TROISIEME PARTIE

LA PRESCRIPTION LIBERATOIRE 127

Chapitre I. — Portée de la prescription libératoire	135
<i>Section I. — Créances publiques</i>	136
§ 1. Dettes contractuelles	136
§ 2. Dettes délictuelles	142
<i>Section II. — Créances d'origine privée</i>	145
§ 1. Dettes contractuelles d'origine privée	146
§ 2. Dettes délictuelles d'origine privée	152
Chapitre II. — Relation entre prescription de droit interne et prescription de droit international	161
Chapitre III. — Conditions de la prescription libératoire	167
Chapitre IV. — Délais de la prescription libératoire	173
Chapitre V. — Interruption de la prescription libératoire	177
Chapitre VI. — Suspension de la prescription libératoire	181
Annexe. — La prescription libératoire des intérêts moratoires ..	184
Conclusion	189
Annexe	195
Bibliographie	199

